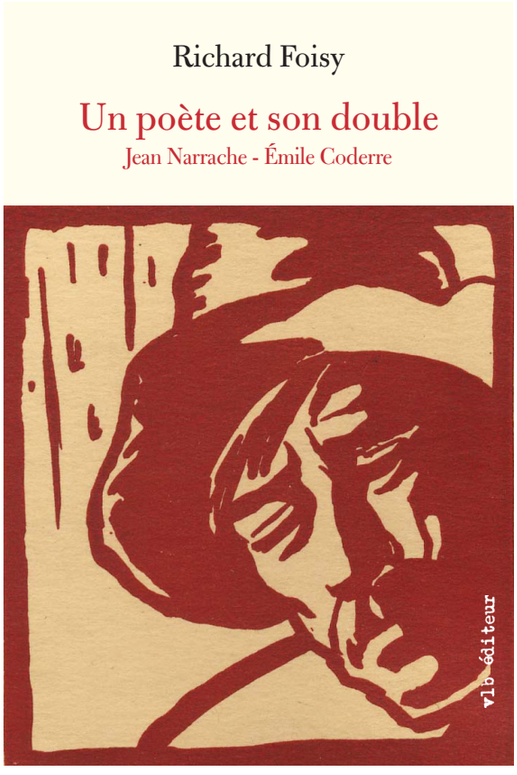
PRINTEMPS 2015
volume ix, numéro 2

Les Cahiers de lecture

de L'Action nationale

UN POÈTE ET SON DOUBLE

JEAN NARRACHE ÉMILE CODERRE



« Un jour, j'écrirai le journal d'un raté. Et comme la vie a de ces ironies, ce sera mon succès ! »

REPENSER LA VILLE



LA PENSÉE QUÉBÉCOISE EN ESSAIS



Printemps 2015
volume ix, numéro 2

Les Cahiers de lecture

de L'Action nationale



Robert Laplante
Directeur



Pascal Chevrette
Secrétaire de rédaction
Chef de pupitre, littérature



Lucia Ferretti
Chef de pupitre, histoire et culture



Daniel Gomez
Chef de pupitre, essais politiques



Sylvain Deschênes
Édition graphique, révision et coordination de la production

Les Cahiers de lecture sont publiés par

L'Action nationale
82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H2X 1X3

Tél. : 514-845-8533 ou 1-866-845-8533,
revue@action-nationale.qc.ca

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISSN 1911-9372

ISSN 1929-5561 (version numérique)

ISBN PDF 978-2-89070-016-1

Membre de la SODEP
sodep.qc.ca

Tarifs 2015 - 3 numéros/an
(expédition et taxes comprises)

	1 an	2 ans
Abonnement	30$	50 $
Abonnement de soutien	40 $	75 $
International	50 $	90 $
Institution	50 $	90 $

TVQ 1012563392 TPS 11901 9545

Vous pouvez vous abonner ou acheter au numéro à la boutique internet de L'Action nationale :

action-nationale.qc.ca

Titres recensés



Mathieu Lapointe
Nettoyer Montréal 5

Olivier Linot et Daniel Simon
Le cheval au service de la ville 6

Gilles Lauzon
Pointe-Saint-Charles 7

Médias

Guy Durand
Brouillon de culture québécoise 8

Alain Saulnier
Ici ÉTAIT Radio-Canada 9

Renée Legris
Le téléroman québécois 1953-2008 10

Michel Lemay
Vortex : la vérité dans le tourbillon de l'information 11

Daniel Drache
Publics rebelles 13

Eduardo Galeano
Le football. Ombre et lumière 14

Éducation

Jean-Pierre Proulx
La genèse de l'école publique et de la démocratie scolaire au Québec 15

Ethel Groffier
Réflexions sur l'université 16

Normand Baillargeon
Une histoire philosophique de la pédagogie 16

Jean Carette
L'âge citoyen 17

François-Guy Touchette
Les murs murent ! Affiches de mouvements sociaux et politiques du Québec 18



(extraits inédits)
Un poète et son double
Jean Narrache – Émile Coderre
pages 20 et 21

Patrick D. Clarke (dir.)
Clio en Acadie. Réflexions historiques 23

Claude Vaillancourt
L'empire du libre-échange 24

Bernard Élie et Claude Vaillancourt (coord.)
L'économie toxique 24

Margaret Porter et Lucia Ferretti
Histoire de l'Hôpital Sainte-Anne de Baie-Saint-Paul 25

Patricia Smart
De Marie de l'Incarnation à Nelly Arcan. Se dire, se faire par l'écriture intime 26

Joël Des Rosiers
Métaspora. Essai sur les patries intimes 27

Brigitte Haentjens
Un regard qui te fracasse 29

Laurence Hansen-Löve
La philosophie comme un roman 30

Simon Roy
Ma vie rouge Kubrick 31

Simon-Pierre Savard-Tremblay
Le souverainisme de province 33

Gilles Laporte et Vincent Partel
Légendes d'un peuple. La bande dessinée 34

Madeleine Landry
Beaupré 1896-1904 Lieu d'inspiration d'une peinture identitaire 35

Discussion
La souveraineté dans l'impasse ? 38

Collaborateurs

Gabriel Arsenault
Doctorant en science politique, Université de Toronto
Philippe Boudreau
Ph. D. science politique, Université d'Ottawa
Françoise Bouffière
Écrivaine
Olivier Bruel
Graphiste et directeur artistique
Jean Carette
Professeur retraité de l'UQAM
Martin David-Blais
Université St-Paul
François-Olivier Dorais
Doctorant en histoire, Université de Montréal
Sophie Joli-Cœur
Professeure de français au collège Montmorency
Louis Lacroix
Candidat à la maîtrise en études québécoises, UQTR
Henri Lamoureux
Praticien et théoricien de l'action communautaire, l'auteur est écrivain et socioéthicien
Andrée-Anne Leblanc
Professeur de littérature, Cégep de Joliette
Marcel Martel
Chaire Avie Bennett Historica Canada en histoire canadienne
Ian Mercier
Candidat à la maîtrise en études québécoises. UQTR
Jocelyne Murray
Chercheuse en histoire
Pierre Pagé
Historien des médias, UQAM
Louis Perron
Vice-doyen, Université St-Paul
Josée Simard
Professeure de littérature au collège Montmorency
Marie-Claude Thifault
Professeure agrégée, Chaire de recherche sur la francophonie canadienne en santé, Université d'Ottawa

Les auteurs des textes publiés dans les Cahiers de lecture sont responsables de leur contenu.



Éditorial

AVIS DE RECHERCHE

C'est à croire que le Québec a renoncé à ses compétences en culture tant le silence de la ministre Hélène David est assourdissant. Cela ne veut pas dire qu'elle ne parle pas. Bien au contraire, c'est une politicienne en apprentissage et elle applique plutôt bien les consignes élémentaires des manuels de communication politique : il n'est pas nécessaire d'avoir quelque chose à dire. En politique, jurer de sa bonne foi ne manque jamais de rapporter des dividendes. Il en est même pour qui cela tient lieu d'argument pour justifier l'immobilisme. Ça s'est vu. Elle est fille de bonne famille, elle peut – et ne s'en prive guère – plaider de son amour pour la culture en rappelant les hauts faits de son illustre aïeul. À l'évidence ce nom lui procure une ombre bienfaisante.

Il n'en demeure pas moins que l'actualité récente a fourni nombre d'occasions de tester les limites du capital symbolique. Il ne faut pas être grand analyste politique pour comprendre que des décisions aussi insensées que celles ambitionnant de fermer les conservatoires révèlent, bien plus que le sort qui leur a été fait, la force politique réelle de la ministre dans ce cabinet. Il faut bien voir que c'est avant que n'aboutissent sur la place publique de pareilles inepties que se mesure l'influence réelle d'un membre du conseil des ministres. Elle a reculé et c'est tant mieux. Mais que d'énergie gaspillée pour faire prévaloir le bon sens ! Il y a tant et tant à faire, il est absurde de se consumer dans de pareils faux combats.

Hélas ! la leçon n'a guère porté. Nous avons eu droit au même cafouillage dans le cas du financement du magazine *Les Débrouillards* où le ministre Daoust s'est surpassé. Et cela n'a pas manqué d'inspirer l'ineffable Bolduc qui s'en est pris au volet régional de Chapeau les filles !, un programme d'encouragement destiné à accroître l'intérêt pour les métiers et techniques traditionnellement masculins chez les jeunes étudiantes. Le savoir, la technique, l'éducation et la culture, cela ne sera pas une priorité comptable. Et ça va continuer. Les prochains mois porteront leur lot de surprises, il faudra bien lire les annexes au prochain budget. On ne peut que s'inquiéter du sort des bibliothèques. Il est si facile de réduire les budgets d'acquisition, de revoir les ressources pour l'animation et la promotion du livre, de farfouiller dans les crédits d'impôt…

Car il reste un milliard de compressions à venir si l'on en croit le mystique du marché qui officie au Conseil du trésor. C'est sans aucun doute ce qui explique l'inertie de la ministre et de ce gouvernement dans le dossier du livre, de la crise de la diffusion, du sort des librairies indépendantes et de quoi d'autre encore ! Il faudra se méfier de la méthode en vigueur depuis l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement : faire sans dire, user de mesures dilatoires, fractionner les décisions, bref, brouiller les dcartes pour rendre difficile la recomposition du portrait d'ensemble.

Un milliard à sacrifier pour qu'enfin les finances soient purifiées, que survienne la rédemption. Et ce jour-là, si jamais il vient, nous serons à même de constater que l'opération aura été un pur succès bien que le patient ne s'en soit pas remis. C'est la bonne vieille politique du fait accompli qui servira de nouveau à justifier le fatalisme et… à blâmer les victimes.

Il faut s'attendre à se faire servir les arguments de la concurrence ou du déficit d'entrepreneurship pour entendre les thuriféraires du régime couvrir les cendres d'une bonne couche de rhétorique.

On ne peut que partager l'exaspération de l'éditorialiste Dominique Lemieux de la revue *Les libraires* (février-mars 2015) qui rappelle que pendant que le gouvernement procrastine six autres librairies ont fermé leurs portes. Le plan de soutien aux librairies agréées se fait toujours attendre. Les annonces incohérentes continuent de se produire. Où est la ministre ? Que fait-elle ? Du sentiment, personne n'en doute.

Mais pendant que Mme Hélène David se perd en déclarations empathiques, c'est encore à un consultant – on le dit un ami notoire du PLQ , faut-il le croire ? – que le gouvernement s'en remet pour lui souffler les meilleurs moyens de revoir les programmes. De la plomberie comptable, à coup sûr, du pragmatisme pour les « vraies affaires ». On le sait, il faudra gérer le ministère comme une « business » et laisser les bonnes âmes s'épancher sur les vertus de la philanthropie et du mécénat. Tout en cherchant sans gêne à faire plus grande place à Ottawa.

On attend pourtant quelque chose d'autre de la part de la ministre. De la hauteur de vue, une ambition, des projets mobilisateurs. En somme, des gestes forts pour convier les Québécois et les Québécoises à s'accorder plus intensément encore aux plus hautes réalisations de notre culture, à ses meilleurs contacts avec le monde, au rayonnement des œuvres à l'école, dans la vie publique, dans l'intimité des projets personnels. On aimerait la voir offrir des solutions concrètes tournées et conçues pour élargir l'horizon, pas pour le comprimer dans la raison utilitariste. Il n'y a rien de rassurant à savoir que c'est de la gestion que viendront les réponses qui devraient venir de l'inspiration de la ministre, de son gouvernement. La rationalité marchande, le monde culturel ne la connaît que trop bien. Les recommandations sont connues d'avance. Elles suintent de tous ces rapports qui traînent dans l'air du temps. Le monde qu'elles nous dessineront n'a rien d'enthousiasmant.

Dans cet univers, on comprend que les meilleurs moyens seront ceux du primat du marché sur la culture. C'est à prévoir et à craindre. Mais on le sait, personne n'en mourra. On ne meurt que de médiocrité. Mais de mort lente.

Robert Laplante,
Directeur des Cahiers de lecture

Location d'outils SIMPLEX

Une entreprise québécoise
en affaires depuis 1907



Heureuse de participer à la construction
de la référence québécoise

Partout au Québec

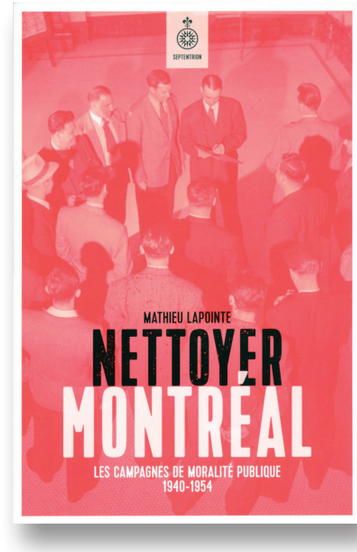
simplex.ca

1 800 361-1486



LA MORALE À MONTRÉAL

Marcel Martel
Chaire Avie Bennett Historica Canada en histoire canadienne



MATHIEU LAPOINTE
NETTOYER MONTRÉAL. LES CAMPAGNES DE MORALITÉ PUBLIQUE, 1940-1954
Québec, Septentrion, 2014, 400 pages

Ah! La corruption! Elle a fait parler d'elle abondamment au Québec au cours des dernières années. Comme on le sait, le dossier de la corruption a dominé l'espace public, incitant même le magazine *Maclean's* à décrire le Québec comme la société la plus corrompue au Canada, affirmation condamnée par de nombreux politiciens et leaders d'opinion. L'excellent ouvrage de l'historien Mathieu Lapointe nous rappelle que ce phénomène social et politique n'est pas nouveau. Si les révélations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, connue sous le nom de commission Charbonneau, incitent à la colère et à l'indignation, des sentiments similaires accueillent les travaux des commissions d'enquête, formées dans les années 1940 et 1950, sur le phénomène de la corruption à Montréal.

Dans sa minutieuse étude sur la corruption à Montréal, Lapointe s'intéresse à la complicité entre les forces policières et les autorités municipales pour protéger les lieux où prolifèrent la prostitution et les jeux du hasard. Il démontre surtout que c'est l'activisme citoyen, appuyé par les médias, qui oblige l'État à intervenir, par d'autres moyens, pour mettre un terme à la corruption. Si les forces policières dans le dossier de la répression de la prostitution à Montréal dans les années 1940 et 1950 sont hésitantes et souvent complaisantes, l'État recourt à la commission d'enquête comme mécanisme de répression.

Divisé en sept chapitres et deux parties, l'ouvrage de Mathieu Lapointe relate avec moult détails l'indignation qui incite des gens à se mobiliser pour lutter contre la corruption, la prostitution et les jeux du hasard. Lapointe amorce son étude par une présentation de la société québécoise dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale : le travail salarié des femmes, la présence militaire, les peurs entourant les maladies transmises sexuellement et les campagnes entreprises pour les prévenir, la prostitution ainsi que l'agitation autour de la délinquance juvénile. Les bouleversements sociaux, économiques et culturels créés par la guerre incitent de nombreux acteurs sociaux (individus, quotidiens, organismes sociaux souvent d'inspiration catholique, l'Église catholique) à se mobiliser, car il faut agir. Selon eux, le temps est venu de « nettoyer » Montréal. Cette mobilisation n'obtient toutefois pas de succès, car les dénonciations ne suffisent pas à forcer l'État à intervenir. Il faut maintenir la pression. À ce titre, les quotidiens, notamment *Le Devoir*, jouent un rôle crucial. Ils disséminent des informations documentant l'existence de la prostitution et des maisons de jeux du hasard et surtout la complicité de la part de ceux qui ont la responsabilité de les réprimer puisque ces activités sont criminelles. Ces informations dans l'espace public contribuent à multiplier les alliés qui recourent à de multiples moyens pour forcer d'autres entités étatiques à intervenir, puisque les forces policières et les politiciens municipaux ne le font pas. Ainsi La Ligue de vigilance sociale voit le jour en 1944. Ces porte-paroles demandent une enquête sur le « vice » et sur ceux qui protègent la prostitution et les jeux du hasard.

Pour ceux qui font la promotion du « nettoyage de Montréal », le temps est venu de faire le ménage lors des élections municipales de 1954 en votant pour Jean Drapeau.

Dans son étude, Mathieu Lapointe rappelle que si la prostitution et les jeux du hasard suscitent l'indignation et incitent à la mobilisation sociale, cette mobilisation n'est pas suffisante pour forcer l'État à intervenir. Des individus en particulier, notamment Pax Plante, jouent un rôle déterminant. Cet avocat de l'escouade de la moralité de la police de Montréal, qui devient le directeur de l'escouade de la moralité jusqu'à son congédiement en 1948, utilise ses fonctions pour faire la lutte au « vice commercialisé » ainsi qu'à ceux qui protègent ces activités en procédant à des arrestations et à la fermeture de certains bordels. L'activisme de Plante plaît à ceux qui dénoncent le vice, mais amène toutefois le chef de police de Montréal à le congédier. Son renvoi aide la cause des dénonciateurs du vice commercialisé. Comme le souligne Lapointe, Plante utilise ses connaissances acquises pour rédiger une série d'articles dans *Le Devoir*. Les faits présentés placent les autorités dans une position intenable. Il faut former une commission d'enquête, car ceux qui la demandent disposent, grâce à Plante, de faits qui démontrent la complicité entre les policiers, les autorités municipales, les propriétaires de bordels et les membres du crime organisé. La formation du Comité de moralité publique accentue la pression et amène la création de la commission Caron.

Le dernier chapitre de l'ouvrage de Lapointe se conclut sur les travaux de l'enquête, présidée par le juge François Caron et qui débute en 1950. Cette enquête suscite un vif intérêt chez le public, puisque policiers, politiciens municipaux et membres de la pègre y défilent. Les travaux de la commission démontrent les liens entre les politiciens municipaux, les policiers et ceux associés au « vice commercialisé ». Dans ses conclusions, le juge affirme que la tolérance de la part des représentants de l'État du « vice commercialisé » a pris fin avec la conclusion de la Deuxième Guerre mondiale. Selon lui, il n'y avait plus de complicité policière à compter de 1948. Quant aux membres du comité exécutif municipal, il n'y a pas de condamnations « faute de preuve suffisante » (p. 358). Pour ceux qui font la promotion du « nettoyage de Montréal », le temps est venu de faire le ménage lors des élections municipales de 1954 en votant pour Jean Drapeau.

On s'étonne de l'absence des femmes dans cette mobilisation sociale à Montréal. Si le cas de Montréal démontre que ce sont les membres de la classe moyenne qui s'indignent et se mobilisent, phénomène similaire dans les autres villes nord-américaines, l'absence des femmes est un fait à souligner. Comme on le sait, les femmes ont exercé, parfois un rôle de direction, dans les campagnes contre la prostitution puisque les travailleuses du sexe sont « étiquetées » comme des femmes déchues.

Il faut féliciter l'auteur pour l'inclusion de photos, d'articles de journaux et de caricatures pour agrémenter la lecture du livre. *Nettoyer Montréal* rappelle que la gestion de la prostitution et des jeux du hasard donne lieu à des réactions ambivalentes de la part de l'État. Si les jeux du hasard sont maintenant légaux et sous le contrôle de l'État, le dossier de la prostitution est toujours l'objet de vifs débats sociaux. ❖



LA MEILLEURE FAÇON DE FAIRE VIVRE UN CHEVAL

Louis Lacroix
Candidat à la maîtrise en études québécoises, UQTR



Olivier Linot et Daniel Simon (préface de Marie-Hélène Poitras)
Le cheval au service de la ville
Montréal, Écosociété, collection Résilience, 2014, 100 pages

La collection Résilience, des éditions Écosociété, donne à lire une entrevue qui inspirera celles et ceux qui s'intéressent à la vie urbaine, au développement durable ou sont amoureux de la gent chevaline. Dans *Le cheval au service de la ville*, Daniel Simon, de la revue *Sabot*, consacrée à la promotion des usages modernes du cheval, rencontre Olivier Linot, directeur général des services à Trouville-sur-Mer. En 2000, cette commune a choisi de se procurer un cheval pour assurer le ramassage de matières recyclables.

En ces temps d'austérité et de réductions budgétaires, cette lecture devrait être recommandée à nos édiles. En effet, on y démontre que la bonne gestion n'est pas qu'affaire de coupes. Elle peut aussi donner lieu à l'innovation plutôt qu'à de bêtes restrictions. Linot explique que c'est d'abord simplement parce qu'elle était moins coûteuse que l'acquisition d'un cheval a été préférée à celle d'un véhicule motorisé. Or, à la grande surprise des services publics, les avantages du cheval se sont vite avérés dépasser largement les seules considérations pécuniaires. Le premier concerne la motivation des employés municipaux. En effet, avoir pour collègue de travail un cheval est plein d'attraits. Aussi, il semble que les désagréments du tri des déchets deviennent secondaires pour les citoyens lorsque le fruit de ce labeur est ramassé par un sympathique cheval. Les chevaux ont aussi un effet positif sur l'image de marque des villes qui les emploient; à ce sujet, Olivier Linot fait remarquer avec à-propos que toutes les villes ont pour vocation d'accueillir des visiteurs. De plus, les équipements motorisés sont moins polyvalents que les chevaux, auxquels il suffit souvent d'adjoindre des accessoires simples pour qu'ils puissent accomplir d'autres tâches. Mais le grand avantage du cheval est de remédier à la minéralisation des espaces urbains parce qu'il constitue un élément vivant, si déficient dans nos villes modernes. Le principal effet de cette revitalisation urbaine est qu'elle civilise le comportement des automobilistes.

Simon et Linot insistent sur l'aspect moderne de l'utilisation du cheval. À plusieurs reprises, ils soulignent l'importance de ne pas se laisser mener par la nostalgie dans l'implantation d'un service hippomobile. Cette modernité s'illustre de diverses manières. L'enthousiasme suscité par le cheval urbain en France en est un, alors que plus de 400 municipalités y ont recours. Mais surtout, le service hippomobile répond à des défis modernes, qu'ils soient écologiques ou de gestion publique. Autre preuve de modernité, les grands groupes de prestation de service, comme Véolia et Sita-Suez, s'intéressent au cheval et se lancent dans l'aventure.

En ces temps d'austérité et de réductions budgétaires, cette lecture devrait être recommandée à nos édiles. En effet, on y démontre que la bonne gestion n'est pas qu'affaire de coupes. Elle peut aussi donner lieu à l'innovation plutôt qu'à de bêtes restrictions.

L'insistance d'Olivier Linot pour la formation des humains autant que celle des animaux relève aussi de cette vision moderne du cheval. L'approche adoptée pour promouvoir et encadrer l'utilisation des chevaux dans les services publics tend à dépoussiérer son image. Trouville joue ici un rôle prédominant. La municipalité a voulu partager son expérience, en organisant un colloque multidisciplinaire : les pratiques des autres communes y ont été relatées et des chercheurs en sciences humaines, comme l'urbanisme ou l'anthropologie, ou des étudiants en design industriel, ont discuté du travail du cheval au sein d'un service public. De ces rencontres est née la Commission des chevaux territoriaux. Il s'agit d'une structure d'encadrement et de soutien aux localités. Le succès des chevaux territoriaux a aussi suscité la création de la Société française des équidés de travail, qui regroupe les éleveurs des races de chevaux lourds. Mais cette discussion permet de constater que les activités équestres sont largement soutenues par l'État français. Ne serait-ce que par la présence de haras nationaux dans plusieurs régions. Il s'agit d'un contraste avec le Québec qui ne dispose que d'un minimum d'infrastructures en appui à la ruralité, et a désormais l'intention de les mettre au rancart.

La question du bien-être animal est traitée tout au long du livre. Dans un des chapitres, Daniel Simon demande à Olivier Linot de se mettre dans la peau d'un cheval territorial. Ainsi, on découvre que ces chevaux travaillent dans des conditions pratiquement idéales. Ils ont la possibilité de socialiser et l'occasion de s'activer tout en respectant leurs limites. De plus, les équipements qu'on leur demande de tirer sont de plus en plus légers. Sans compter qu'on leur réserve une retraite au pré plutôt qu'à l'abattoir. Éviter l'abattoir est bien un enjeu pour les chevaux lourds ayant perdu beaucoup de leur utilité dans l'agriculture moderne.

La lecture de *Le Cheval au service de la ville* est passionnante pour toute personne qui s'intéresse à des solutions novatrices et originales aux problèmes de nos villes polluées. Ce livre donnera aux fervents du cheval de nouveaux motifs d'admirer leur animal fétiche. Les thèmes couverts sont très variés, ils vont de la gouvernance municipale à la gestion des ressources humaines en passant par la gestion des matières recyclables et la réduction du trafic automobile. Il présente aussi des chevaux qui, en plus d'être bien traités, s'épanouissent et changent la ville qui les accueille.

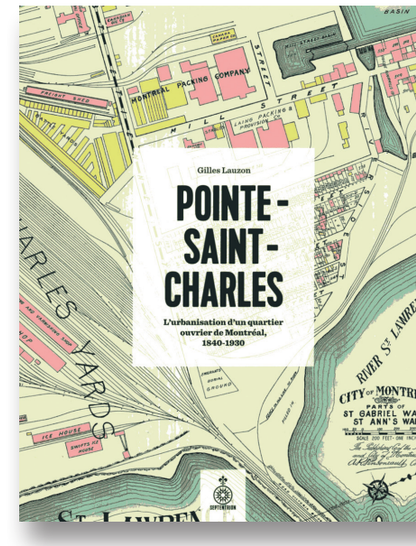
Je ne veux donc rien enlever aux qualités de ce livre. Par contre, était-il suffisant pour répondre au mandat qu'Écosociété a attribué à sa collection Résilience : « Préparer l'avenir collectif » et « nous inviter à agir » ? Un exemple concret est une bonne invitation à l'action, sans conteste. Mais un exemple venu d'outre-Atlantique peut rendre les plus enthousiastes fort sceptiques sur les chances de réussir. C'est pourquoi je considère que la préface est une occasion manquée. Entre autres parce qu'elle laisse croire qu'au Québec de telles initiatives n'ont jamais été envisagées. Pourtant, il n'est pas anodin qu'un parti politique de la métropole québécoise ait inclus dans son programme une proposition pour utiliser les chevaux dans les travaux publics. Qu'un des organismes de premier plan du monde hippique, Québec à cheval, en fasse la promotion. Ou qu'une entreprise, déjà, compte

suite à la page 8



BÂTI AU CARREFOUR DES VOIES FERRÉES

Ian Mercier
Candidat à la maîtrise en études québécoises. UQTR



GILLES LAUZON
POINTE-SAINT-CHARLES. L'URBANISATION D'UN QUARTIER OUVRIER DE MONTRÉAL, 1840-1930
Québec, Septentrion, 2014,
246 pages

Bien des études qui traitent des quartiers ouvriers au XIX^e^ et au début du XX^e^ siècle insistent sur la précarité des ménages et les conditions de vie difficiles des travailleurs, légitimant ainsi l'interventionnisme et l'aide sociale qui viendront. Ce point de vue misérabiliste est critiqué par Gilles Lauzon. Dans ce livre, il décrit l'évolution socioculturelle du quartier Pointe-Saint-Charles par l'histoire de ses industries, de ses constructions, mais surtout des gens qui y ont habité. Il s'agit d'une histoire incarnée où *l'agentivité* des familles, dans un contexte d'industrialisation et d'urbanisation, est mise en évidence.

Le propos de cet ouvrage, situé à la croisée de l'histoire urbaine, de l'histoire sociale et du patrimoine architectural, s'accorde parfaitement avec les qualités professionnelles de l'auteur, à la fois architecte, historien et spécialiste des quartiers ouvriers montréalais. La longue période à l'étude et la diversité des sujets abordés imposent l'utilisation de multiples sources dont le croisement permet de tracer un portrait complet et détaillé de la vie de quartier. L'auteur met notamment à contribution des rôles d'évaluation, des annuaires, des recensements et des photos d'époque. Le livre est découpé en cinq chapitres dont trois relatent, de manière chronologique, le développement de Pointe-Saint-Charles de ses débuts jusqu'à sa maturité. Les deux autres portent sur le parcours de trois familles.

Dès les premiers chapitres, on comprend que les balbutiements du quartier vont de pair avec l'implantation des réseaux de transport tel que le réaménagement du canal Lachine dans les années 1840, mais surtout la construction du réseau du Grand Tronc une dizaine d'années plus tard. L'excellente documentation de l'apport du monde ferroviaire au quartier s'explique par le fait qu'avant que la Société d'histoire de Pointe-Saint-Charles soutienne le projet de ce livre, une enquête avait déjà été amorcée dans le cadre d'un projet pancanadien inabouti concernant le Canadien National. Des plans ainsi que des photos d'époques illustrent bien l'importance que prend le chemin de fer, autant par le faisceau formé par ses voies ferrées vues de haut que par la dimension des entrepôts voués à l'industrie. Ainsi, bénéficiant de la convergence des réseaux de transport sur son territoire, Pointe-Saint-Charles devient un point de rupture de charge, donc un lieu de transbordement et d'entreposage. À l'instigation de l'industrie, les premiers logements s'érigent, bien que ce ne soit que des baraquements temporaires. Ces installations favorisent les conditions nécessaires au développement résidentiel ultérieur. D'abord orienté vers l'industrie ferroviaire, le secteur va vivre une diversification de ses activités et l'on voit apparaître des fabriques de bois, de métal, des usines de textile et une raffinerie de sucre.

Le propos de cet ouvrage, situé à la croisée de l'histoire urbaine, de l'histoire sociale et du patrimoine architectural, s'accorde parfaitement avec les qualités professionnelles de l'auteur, à la fois architecte, historien et spécialiste des quartiers ouvriers montréalais.

L'évolution socioculturelle du quartier s'observe surtout par l'analyse des trois groupes culturels historiques de Pointe-Saint-Charles soit les Canadiens français, les catholiques irlandais et les protestants. En effet, cette division se manifeste géographiquement sur le territoire, car l'intégration et l'implication dans la communauté passent d'abord par sa propre église. Par ailleurs, le poids démographique de chacune de ces communautés varie au cours de la période. L'auteur note une augmentation significative du nombre de Canadiens français, en partie à cause de l'exode rural, alors que la population catholique irlandaise diminue. Cette dernière, qui s'était installée massivement lors des années 1840, semble quitter le quartier. Puis arrivent les immigrants provenant de l'Europe de l'Est au début du XX^e^ siècle, ce qui contribue à enrichir la mosaïque culturelle qu'est Pointe-Saint-Charles. Des inégalités sociales sont également observables entre ces groupes : tandis qu'à la fin du XIX^e^ siècle les protestants sont, d'une manière générale, mieux nantis, les Canadiens français et les catholiques irlandais partagent des conditions de vie plus difficiles. Néanmoins, Lauzon affirme que bien que des divisions religieuses, linguistiques et reliées au travail s'inscrivent dans le tissu urbain, tous les habitants se croisent et se côtoient, en particulier près des commerces lors des achats quotidiens. Afin d'analyser étroitement la vie des familles, l'auteur enquête sur le parcours de trois d'entre elles : les Galarneau, les Mullins et les Turnbull. Ces familles et les ménages qui les constituent représentent autant de prétextes pour visiter des secteurs du quartier et en comparer les différentes architectures.

De cette façon, on constate que l'organisation et l'architecture des bâtiments construits dans les débuts répondent à des obligations et des stratégies des familles propriétaires pour organiser l'espace et mettre en valeur leur terrain. À titre d'exemple, la présence de maisons unifamiliales en fond de cours témoigne d'une planification de la propriété foncière selon laquelle on bâtit d'abord une habitation élémentaire en retrait afin de préparer scrupuleusement la construction principale attenante à la rue. Cette première phase du développement résidentiel, marquée par un accès à la propriété et la construction de maisons unifamiliales, est suivie d'une autre au cours de laquelle apparaissent des bâtiments à logement plus volumineux, qui ont pour effet de restreindre l'accès à la propriété. De la porte cochère qui permet d'accéder au logement du haut par la cour arrière à l'escalier extérieur accroché à la façade de devant, l'évolution du bâti est racontée tout en soulignant les particularités montréalaises. L'intérieur même des habitations est scruté par Lauzon qui analyse la densité des logements et constate que les gens peuvent profiter de plus en plus d'espace et que, d'une manière générale, la qualité des loyers semble plus convenable que ce que l'on en dit. D'ailleurs, l'auteur précise que le haut taux de mortalité infantile n'est pas imputable à l'insalubrité des logements, mais bien à l'alimentation.

L'ouvrage jette des ponts entre la description et l'illustration, puisque le texte est ponctué de photographies et de plans d'époque ; il en jette aussi entre le passé et le présent, car l'auteur montre l'empreinte

suite à la page 8



suite de la page 7





suite de la page 6



architecturale de cette période sur les bâtiments d'aujourd'hui. Par ailleurs, la volonté de rompre avec des descriptions miséreuses des vieux quartiers en insistant sur la mobilité résidentielle et la diversité des conditions sociales est un point de vue essentiel. Toutefois, il faut éviter que cette diversité ne voile des conditions globales difficiles, occultant certains phénomènes sociaux de dépendance telle que la concentration de la propriété immobilière. Comme démontré dans l'ouvrage, les familles bénéficient de certaines libertés et stratégies, auxquelles on pourrait ajouter l'hypothèque, lorsqu'ils possèdent et aménagent leur espace dans les premiers temps de l'urbanisation. Cependant, on passe à une simple liberté de mouvement lorsque l'accès à la propriété s'amenuise. Ce livre est un outil précieux pour la compréhension du développement urbain et des conditions de vie ouvrière ainsi que pour la reconnaissance du patrimoine architectural industriel et résidentiel. Il constitue également un appel aux études de quartiers, puisque la recherche historique fait office ici de point de départ valable pour stimuler l'appartenance au quartier et la conscience communautaire.. ❖

faire de cette activité son fonds de commerce, comme le montre le texte de Mathias Marchal paru dans le journal *Métro* le 21 mars 2013. Cette évocation de la réalité québécoise aurait aussi permis de servir l'histoire de Trouville-sur-Mer en réponse à l'opposition frileuse des associations animalistes, qui disent vouloir le bien-être des bêtes. En effet, c'est bien la principale force de ce livre : démontrer que, comme le disait Félix pour les hommes, la meilleure façon de faire mourir les chevaux est peut-être de les empêcher de travailler. ❖



Guy Durand
Brouillon de culture québécoise. Pour une démocratie authentique
Montréal, Fides, 2014, 163 pages

Ce petit ouvrage réunit les réflexions de Guy Durand sur divers enjeux publics, notamment : les valeurs québécoises, la laïcité, le cours d'Éthique et culture religieuse, les écoles privées, les institutions démocratiques, la désobéissance civile, l'euthanasie, l'avortement et les paradis fiscaux.

Comment l'auteur parvient-il, en 163 petites pages, à traiter de tous ces sujets sans faire dans le commentaire superficiel ? Disons-le d'emblée : il n'y parvient pas tout à fait. Pour arriver à ratisser aussi large tout en maintenant une démarche rigoureuse, l'auteur aurait pu se contenter de clarifier des notions de base et d'éclairer certains débats de société. De son propre aveu, c'est avant tout ce que cherche à accomplir le livre (p. 9). Il consacre ainsi plusieurs pages (notamment tout le premier chapitre) à distinguer l'éthique du droit, la culture de la foi, la démocratie directe de la démocratie représentative, le régime parlementaire du régime présidentiel, le mode de scrutin majoritaire du mode de scrutin proportionnel et l'évasion fiscale des paradis fiscaux. Que penser de ces clarifications ? Dans un ouvrage de vulgarisation destiné à un lecteur peu politisé, elles auraient été judicieuses, voire nécessaires. Mais il nous est impossible de ne pas percevoir ces « clarifications » comme d'agaçantes digressions, comme de longues parenthèses entre lesquelles se dégage le véritable propos, celui-ci destiné à un lecteur critique qu'il s'agit de convaincre plutôt que d'éduquer.

En effet, au-delà du didactique « brouillon de culture » citoyenne, le professeur émérite de l'Université de Montréal nous livre ici un essai sur les contours d'une « démocratie québécoise authentique ». Sans l'affirmer explicitement, on comprend que pour être « authentique », la démocratie québécoise ne peut se contenter d'être fidèle aux principes universels de la démocratie ; elle doit aussi être fidèle à sa propre identité, façonnée par un héritage chrétien séculaire.

Ainsi, dans la première partie de l'ouvrage, Guy Durand élabore un modèle proprement québécois de laïcité, qui se caractérise notamment par la volonté de conserver le patrimoine culturel chrétien. Il précise que doivent être conservés le calendrier chrétien, les signes et symboles chrétiens inscrits dans l'architecture des édifices publics, les noms religieux (par exemple de nos lacs et de nos rues), les décorations, célébrations et symboles liés aux fêtes chrétiennes, ainsi que les statues et crucifix dans les salles de conseils municipaux. Aussi, les privilèges fiscaux dont bénéficient les églises et autres institutions religieuses en guise de reconnaissance de leur contribution à la société devraient être maintenues car tout aussi justifiables que ceux dont bénéficient les ONG ou les maisons d'édition. Enfin, dans la mesure où les écoles privées confessionnelles respectent les programmes scolaires, elles devraient continuer à être subventionnées. Il propose même de nous inspirer de la France, où les écoles privées confessionnelles sont financées à 90 % par l'État, la formation religieuse étant évaluée à environ 10 % des coûts.

Dans la deuxième partie du livre, Guy Durand réfléchit à des réformes pour renforcer le caractère démocratique des institutions québécoises et canadiennes. Son programme est chargé. Il nous invite à limiter les pouvoirs de nomination du premier ministre, à condamner les projets de loi mammouth et les recours abusifs au bâillon, à encadrer l'activisme judiciaire, à adopter un mode de scrutin proportionnel, à se doter d'élections à date fixe, à rehausser le statut des députés d'arrière-ban en allégeant la ligne de parti et en favorisant le vote libre, à légitimer la clause dérogatoire, à favoriser des mesures incrémentales et la recherche constante du consensus dans le respect de la paix sociale, et à reconnaître la pertinence de la désobéissance civile.

Enfin, dans la troisième et plus petite partie de l'opuscule (40 pages), l'auteur explore cinq exemples d'enjeux publics (l'euthanasie, l'avortement, l'école privée, le cours Éthique et culture religieuse et les paradis fiscaux) dans la perspective démocrate-chrétienne modérée qui est la sienne.

Sur tous ces sujets, les positions de l'auteur apparaissent, sinon justes, du moins raisonnables. Mais en tant « qu'essai », le résultat est plutôt malheureux, ces positions n'étant que très superficiellement argumentées. Pourquoi notre héritage chrétien mérite-t-il en particulier d'être préservé ? Quelles importantes fonctions sociales (justifiant leurs privilèges fiscaux) les églises remplissent-elles exactement aujourd'hui ? Pourquoi les régimes parlementaires semblent-ils incapables de respecter la tenue d'élections à date fixe ou de valoriser les députés d'arrière-ban ? En pratique, pourquoi les parents envoient-ils leurs enfants à l'école privée ? Bien que centrales à son propos, ces questions sont essentiellement laissées sans réponse. Guy Durand a certes déjà beaucoup écrit sur la plupart des sujets abordés expéditivement dans l'ouvrage, mais on ne peut supposer que le lecteur, intrigué, ira naturellement consulter ses autres écrits pour comprendre comment il en arrive à ses conclusions et comment il répond aux principales ripostes qu'on pourrait leur opposer.

En somme, la « bête » est difficile à saisir. Bien que ses patientes « clarifications » seront jugées utiles par certains et que la perspective démocrate-chrétienne (une expression jamais utilisée par l'auteur) qui s'en dégage soit loin d'être dépourvue d'intérêt, l'ouvrage n'en demeure pas moins insatisfaisant sur les plans de la vulgarisation et de l'argumentation. Espérons seulement que cet éclectique *Brouillon de culture québécoise* donne envie au lecteur, quel qu'il soit, de poursuivre plus loin son exploration de la pensée durandienne et des enjeux publics abordés.

Gabriel Arsenault
Doctorant en science politique, Université de Toronto

LE DÉMANTÈLEMENT

Pierre Pagé
Historien des médias, UQAM



ALAIN SAULNIER
ICI ÉTAIT RADIO-CANADA
Montréal, Boréal, 2014, 278 pages

Sur une photo insolite, le titre de ce livre aux connotations d'une nécrologie officielle pourrait donner à penser qu'il est une dramatisation journalistique pour attirer l'attention sur un vieux mausolée menacé par les vents de la privatisation à cause de sa visibilité. Mais la lecture du cheminement historique rigoureux proposé par Alain Saulnier, jusqu'à son terme où l'on voit les décisions d'un travail de démantèlement, impose au lecteur, qu'il soit citoyen ou historien, une prise de conscience. L'auteur donne le goût de lancer un appel : « militants de tous les partis unissez-vous ! » pour protéger l'institution publique qui est depuis 75 ans la référence pour l'information libre au Canada et au Québec.

Pour jalonner son analyse, l'auteur a identifié dix moments de débats professionnels et politiques : « 1. Fin du monopole, début des tensions (1961) » ; « 2. La collision identitaire » ; « 3. De la crise d'Octobre en 1970 à l'élection du Parti québécois en 1976 » ; « 4. Pierre Trudeau promet du changement » ; « 5. Marcel Masse et Pierre Juneau » ; « 6. De référendum en référendum » ; « 7. D'un gouvernement à l'autre » ; « 8. Le style Lacroix » ; « 9. Le style conservateur » ; « 10. Le démantèlement ».

On souhaiterait que les citoyens d'aujourd'hui, puisant dans la connaissance des institutions, se lèvent dans toutes les régions pour retourner vers le gouvernement fédéral les mots prononcés en 1969 par un premier ministre qui s'est situé dans l'histoire en disant à propos de Radio-Canada : « C'est fini les folies ». Même si les premiers ministres n'ont aucune autorité constitutionnelle directe sur la Société d'État, Pierre E. Trudeau menaçait de fermer cette institution nationale parce que l'objectivité de ses journalistes ne correspondait pas à la sienne. C'est pourquoi le directeur du *Devoir* Claude Ryan, le lendemain matin 22 octobre 1969, répliquait vigoureusement au premier ministre dans un éditorial intitulé « La colère intempestive du prince ». Le ministre Gérard Pelletier, un mois plus tard, corrigeait les propos de Pierre Elliott Trudeau dans une conférence publique à Québec : « Pourquoi Radio-Canada fut créée libre ».

Depuis ce temps se sont écoulées trois décennies marquées par des épisodes de compressions financières déraisonnables, dictées par des idéologies partisanes et destructrices d'un service public essentiel à l'information des citoyens et à la démocratie de la société. C'est le sens même de l'institution publique qui est détourné aujourd'hui par les promoteurs d'une privatisation à tout prix – à bas prix – des productions médiatiques, qui veulent ramener le pays à un niveau de *show-business* inoffensif. Chez les Romains de l'Antiquité, on proclamait : « Du pain… et des jeux ! »

Une grande liberté est donnée comme une condition essentielle au développement de la démocratie et de la culture. Cette vision classique ne semble plus convenir à certaines autorités actuelles qui voient Radio-Canada comme une *business*.

Dans certains milieux politiques, le journalisme d'information et surtout le journalisme d'enquête sont perçus comme une menace à l'idéologie dominante des gouvernements et, pour en convaincre l'opinion publique, ils sont présentés comme causant des dépenses excessives. Sans doute, pense-t-on à Ottawa, de la musique douce et lénifiante serait plus profitable que l'information documentée pour occuper l'opinion publique des citoyens. Autrefois, quand on construisait ce service public, le vice-président et directeur général de la radiodiffusion française, Raymond David, déclarait dans une conférence en 1979 :

> Il n'est guère possible à une radiotélévision d'être le ferment démocratique et culturel d'une société si elle ne jouit pas d'une indépendance garantie à l'égard des pouvoirs. Si Radio-Canada a pu jouer ce rôle, c'est précisément qu'elle a pu, grâce à sa constitution héritée de la BBC, garder ses distances à l'égard de tous les pouvoirs politiques et des groupes de pression.

L'élévation de la pensée philosophique et politique de cette époque nous donne un repère pour évaluer les conceptions courantes qui veulent faire de Radio-Canada une entreprise de *show-business* comme une autre. Dans ce même texte intitulé *Radio-Canada et la culture québécoise,* où le pluralisme de l'information et des affaires publiques est réaffirmé dans un double rôle de *miroir ou moteur,* l'auteur affirme à bon droit que l'histoire de Radio-Canada de cette époque pouvait « se confondre avec l'histoire du Québec ». C'est cette perspective socio-politique vaste qui a inspiré Alain Saulnier comme son livre le montre avec évidence.

C'est un long regard sur l'histoire des politiques de l'information à Radio-Canada depuis les années 1960-1970 que raconte avec rigueur et documentation Alain Saulnier, qui y fut directeur général de l'information. Toute sa carrière professionnelle, à divers postes de journaliste et de cadre, lui permet de documenter avec précision les décisions publiques et les pressions occultes qui ont marqué l'évolution récente de la chaine publique. À la base de ses analyses, on trouve toujours le concept de service public défini dans la loi sur Radio-Canada et les définitions officielles contenues dans la *Politique journalistique* de la Société Radio-Canada, publiée en 1982 sous la signature du président A. W. Johnson. Cette vision officielle, si mal connue des personnalités politiques, affirme des dimensions essentielles du mandat de la SRC : « Organisme public, elle exerce sa responsabilité devant le Parlement et elle est jugée sur l'exécution des prescriptions de la loi ». Selon ces politiques sur *les émissions d'information* :

> Entrent dans cette catégorie les bulletins de nouvelles et toutes les émissions qui abordent un aspect quelconque des affaires publiques (politique, économie, affaires sociales) ou traitent de science, d'art, d'agriculture, de religion, de sport ou de tout sujet susceptible de soulever une controverse.

Une grande liberté est donnée comme une condition essentielle au développement de la démocratie et de la culture. Cette vision classique ne semble plus convenir à certaines autorités actuelles qui voient Radio-Canada comme une *business*.

Tout au long de son livre, Alain Saulnier montre comment c'est le sens même de l'institution qui est méthodiquement modifié par la haute direction et orienté vers un changement progressif des structures et des activités par le moyen purement technique d'une gestion des budgets selon des priorités qui vont à l'encontre de la mission de Radio-Canada. Les derniers plans stratégiques en disent long sur cette mission tout en occultant l'essentiel. Les dernières mutations gérées en catimini par la direction sont

VOIR ICI ÉTAIT
suite à la page 10

Ici était

suite de la page 9



résumées dans une synthèse éloquente au dernier chapitre intitulé « Le démantèlement ». Le plan stratégique 2010-2015, préparé avant l'entrée en scène d'Hubert Lacroix, affirmait encore la responsabilité culturelle de Radio-Canada : « Dans le cadre de notre mission qui consiste à nous faire la voix de la culture canadienne et à enrichir la vie démocratique du pays, nous nous efforçons d'être une organisation responsable sur le plan social dans tout ce que nous faisons ». À l'étape suivante, pour le plan 2015-2020, c'est déjà un virage majeur : « CBC/Radio-Canada exprime la culture canadienne et enrichit la vie de tous les Canadiens en leur offrant un contenu diversifié qui informe, éclaire et divertit ». On observe la disparition sans bruit ni débat du mot *démocratie* et le silence bruyant concernant la *responsabilité sur le plan social*. Mais la suite de cette orientation avec ses entailles dans la vie culturelle est traduite en langage financier lorsqu'on fait apparaître le mot clé : des *consommateurs*. Dans une déclaration au Comité permanent des langues officielles, en mai 2014, le président Lacroix annonçait : « En 2020, nous devrons être une organisation de média publique plus petite et plus ciblée, plus souple et capable de s'ajuster au changement dans les habitudes de consommation des médias par les Canadiens ». Devant les critiques immédiates, Lacroix a fièrement répondu : « Ce n'est pas du fatalisme. C'est une réalisation ».

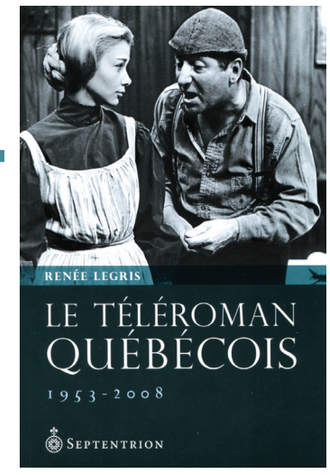
Pour prendre le virage numérique, il aurait fallu que la direction de Radio-Canada plaide énergiquement devant le Parlement pour une augmentation substantielle des crédits puisque des instruments nouveaux seront nécessaires. Il faudra ajuster l'expertise précieuse de son personnel aux contextes en mutation, créer des groupes de réflexion prospective pour dessiner les contenus et les formes de communication nouvelles. L'histoire nous apprend que d'autres virages majeurs dans le passé ont été vécus avec intelligence, en particulier par la création des groupes de travail du Sénat. Mais en ces périodes d'idéologie conservatrice, le temps n'est plus à la réflexion, mais aux élections, car le temps, c'est de l'argent.

Alain Saulnier élève la voix pour secouer les fatalistes et les citoyens démunis devant une telle situation et il déclare en conclusion :

> La catastrophe peut être évitée. L'avenir de Radio-Canada et de CBC ne peut plus reposer entre les seules mains de sa haute direction et celles du gouvernement. Le débat doit être transporté au Parlement. Un projet pour une nouvelle loi sur la radiodiffusion à l'ère numérique doit être développé. Il appartient à la société civile, aux individus préoccupés du bien public, aux experts en médias, aux démocrates et à tous les partis politiques de s'exprimer sur ce projet.

Les citoyens et citoyennes doivent faire écho largement à cette nécessité bien démontrée par le livre d'Alain Saulnier. ❖

Renée Legris
Le téléroman québécois 1953-2008
Montréal, Septentrion, 2014, 431 pages



Voici l'ouvrage de référence et en même temps la synthèse qui s'imposait sur une des formes culturelles dans lesquelles les Québécois excellent et manifestent une originalité assez unique au monde : le téléroman (incluant la télésérie). Renée Legris présente ici une vue d'ensemble des travaux qu'elle-même et ses étudiants ont conduits depuis près de quarante ans sur la production de ce genre télévisuel depuis ses origines, en 1953, jusqu'à la période actuelle.

L'auteure fonde d'abord la valeur du téléroman comme expression culturelle. Loin d'être le sous-produit de la littérature auquel bien des journalistes et des universitaires l'ont ravalé, le téléroman est un genre en soi, et même un genre complexe fondé sur un double dialogue : entre les personnages et entre le texte et l'image. Est-il seulement un « miroir-reflet » de la société à laquelle il s'adresse ? Pour l'auteure, nul doute qu'il a pu l'être jusqu'aux années 1980. Dans ses trente premières années d'existence, quoique à travers le destin de familles voire d'individus d'exception, le téléroman s'est voulu peinture des divers milieux sociaux, ruraux et urbains, historiques et actuels, qui ont composé la société québécoise ; son discours était celui de la modernité, bien en phase avec les valeurs des téléspectateurs. Toutefois, pour les productions réalisées depuis les années 1980, l'auteure remet en question cette théorie du reflet. La « culture de mort, de violence et le fétichisme sexuel » qui caractérisent plusieurs téléromans lui semble aller bien au-delà d'une relative adoption des valeurs post-modernes par les Québécois : les thèmes des téléromans obéissent désormais davantage à des impératifs commerciaux, ceux des firmes externes qui ont remplacé les stations comme producteurs ; s'ils reflètent quelque chose, c'est d'abord et avant tout la standardisation des modèles médiatiques dans une optique de marchandisation et de massification. Reflet « déformant », ces téléromans ne sont pas innocents : tout en divertissant, ils font la « propagande inavouée » de valeurs que l'auteure juge nocives, surtout pour ce qui concerne l'image des femmes et des jeunes. En même temps, la période 1980 à nos jours a aussi produit de très grandes œuvres téléromanesques, sur les plans littéraire, visuel et technique tout à la fois. Renée Legris en offre une analyse nuancée et riche.

L'analyse se déploie en 8 parties et 25 chapitres, tous plus intéressants les uns que les autres. Les parties 2 et 3 sont plus théoriques et méthodologiques. Dans la première partie, l'auteur analyse les différents modes d'écriture dramatique à la télévision et leur évolution. C'est l'occasion pour elle de scruter non seulement les genres, mais aussi les auteurs, les manières d'écrire, de produire, les contraintes et les possibilités techniques de chaque époque. J'ai particulièrement apprécié la partie 4, sans doute parce que, comme historienne, je suis sensible aux perspectives sociales que donnent à voir les téléromans. À partir d'une sélection d'œuvres représentatives de chaque période, l'auteure étudie comment sont présentés les milieux urbains et régionaux, les figures masculines marquantes, les mères et épouses ; elle consacre tout un chapitre aux téléséries et téléromans sociohistoriques, et un autre aux séries comiques. La 5e partie fait état des ruptures éthiques et des stratégies de commercialisation liées à la promotion de la postmodernité dans les feuilletons après 1980 : tout en mettant au jour des ressorts idéologiques bien réels, l'auteure ici n'évite pas toujours les jugements de valeur associés à une visée normative (elle veut dénoncer ce qui lui semble dangereux, mais qui n'apparaîtra peut-être pas comme tel à tout le monde). De nouveau, les parties 6 à 8 sont captivantes : l'évolution du religieux dans le téléroman, celle des fonctions féminines et la figure des Amérindiens sont traitées de manière fine, subtile ; l'analyse dévoile des lignes de force qui n'apparaissent pas spontanément.

Il y a tellement à lire et à réfléchir dans cet ouvrage qu'un signalement ne peut tout indiquer. Il faut le prendre aussi comme un ouvrage de référence, une somme. D'ailleurs, le livre comporte une très utile bibliographie. On a là, pour longtemps, une « bible » du téléroman qui rendra de très grands services. On en mesure tout l'intérêt quand on veut bien se souvenir que le téléroman est le type de création culturelle qui rejoint le plus les Québécois.

Lucia Ferretti
Chef de pupitre, histoire et culture

ILS L'ONT DIT À LA TÉLÉ

Martin David-Blais
Université St-Paul



MICHEL LEMAY
VORTEX. LA VÉRITÉ DANS LE TOURBILLON DE L'INFORMATION
Montréal, Québec Amérique, 2014, 464 pages

Michel Lemay, un relationniste de grande expérience, pose dans cet ouvrage une question classique qui, même si elle a provoqué de très nombreuses réflexions, mérite qu'on la repose de nouveau : les médias et les journalistes qui les font fonctionner parviennent-ils de manière générale à produire sur une base quotidienne des nouvelles précises et exactes ? La réponse de l'auteur est passablement négative. Sans aller jusqu'à dire que l'information que l'on trouve dans l'ensemble des médias constitue une vaste blague, il soutient, dossier à l'appui, que la situation s'est absolument dégradée. Ce qui le préoccupe au plus haut point : non seulement le manque de rigueur journalistique qu'il observe un peu partout altère-t-il la confiance que le grand public accorde aux médias, mais elle a aussi un lourd impact sur le fonctionnement de la démocratie.

La réflexion de Lemay s'appuie sur un ensemble de présupposés. Deux me semblent absolument majeurs. Le premier est que les médias font le commerce de l'information vérifiée. Voilà un postulat qui ne fera pas l'unanimité. Certains observateurs feront valoir que, depuis le début de l'existence de la presse quotidienne au XIX^e^ siècle, les médias font avant toute chose le commerce d'histoires qui se vendent bien, ce qui est passablement différent. Voilà qui expliquerait que, depuis lors, l'information cohabite avec le divertissement et l'expression d'opinions ; cela expliquerait en outre que les journalistes ont toujours eu recours à des procédés de toutes sortes pour provoquer l'intérêt des lecteurs et flatter les convictions publiques majoritaires. D'autres observateurs, bien campés à gauche, diront que les médias sont des appareils au service des grands intérêts économiques, qu'ils sont immergés dans la lutte idéologique et que, partant, le travail premier des journalistes est de propager l'idéologie dominante dissimulée sous un mince vernis d'objectivité. On ne tranchera pas sitôt cette discussion ancienne à laquelle on pourrait ajouter d'autres voix ; j'accepte toutefois pour ma part le postulat de Lemay, mais j'aurais aimé que l'auteur s'en explique davantage, ne fût-ce qu'en quelques pages. Le second présupposé est qu'en information, le concept de vérité signifie quelque chose. Il s'agit pour l'essentiel de produire des comptes rendus 1) dont les objectifs et les délimitations sont établis de manière précise, 2) qui sont complets, précis, conformes aux objectifs annoncés, 3) qui comportent des faits vérifiés et 4) dont les composantes sont rigoureusement liées. Prenons un exemple entre mille pour fixer les idées : la couverture du problème récemment vécu à la ville de Longueuil dans les réserves d'eau potable. Pour qu'une histoire cherchant à expliquer le problème en question soit jugée bien faite et rigoureuse, il faudra que son auteur cherche à établir avec minutie et précision la chaîne des phénomènes techniques ayant entrainé ledit problème. Le journaliste, pour ce faire, devra recueillir une documentation suffisante et pertinente et se fier à un vaste ensemble d'experts. Il lui faudra en outre vérifier sa compréhension d'ensemble ainsi que toutes les composantes de son compte rendu. De cet exemple ne retenons pour le moment que ceci : pour Lemay la vérité existe en information, mais elle se produit à la suite d'un rigoureux travail de reconstruction.

L'ouvrage devient passionnant lorsque l'auteur utilise son expérience de relationniste pour analyser certaines pratiques très courantes : la sélection des nouvelles, les procédés de cadrage, le choix des sources, les préférences lexicales.

Partant de là, Lemay, qui est manifestement grand consommateur d'informations, nous offre une profusion d'histoires mal faites. Il les a amassés en de nombreux médias, dont de très prestigieux tels le *New York Times* ou le *Globe and Mail*. Je me suis questionné sur la nécessité d'une telle accumulation d'exemples d'histoires déficientes ainsi que sur la minutie qu'il déploie à analyser certains cas problématiques. Par moment, les lecteurs ont envie de lui rétorquer qu'ils ont compris et que cela suffit. Il reste que le constat est accablant et qu'on ne saurait l'écarter du revers de la main. L'auteur nous expose donc des cas d'histoires où l'on voit tout de suite que l'on a eu recours à des sources non pertinentes, ou à des faits dont on aurait pu facilement voir qu'ils étaient faux si l'on avait effectué quelques vérifications. Il montre des histoires proposant des conclusions fortes sans aucun lien avec le dossier de faits apportés. Ou encore, il présente des histoires coiffées de *leads* ou de titres accusateurs sans relation avec ce qui est présenté. Je pourrais continuer longtemps l'énumération des cas de figure retenus par l'auteur qui a, je le redis, constitué un dossier accablant. Si bien qu'il est difficile de croire que tout va pour le mieux dans le monde de l'information.

Lemay ne se montre pas plus tendre envers le journalisme d'enquête malgré son prestige considérable depuis l'âge d'or du *muckraking* (NDLR Journalisme d'enquête en vogue aux États-Unis au tournant du XX^e^ siècle) et malgré le fait que certaines enquêtes ont véritablement contribué à la démocratie (comme le célébrissime travail de Woodward et Bernstein lors de l'affaire du Watergate). Pour lui, ce type de journalisme présente sensiblement les mêmes problèmes que le journalisme plus quotidien.

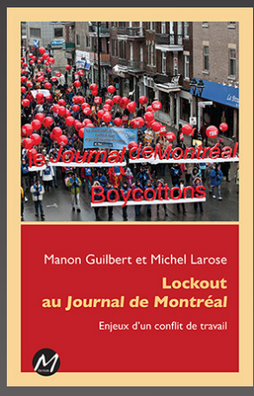
Il y a dans ce livre un appel aux citoyens et aux consommateurs de nouvelles pour qu'ils se montrent plus exigeants de même qu'aux journalistes pour qu'ils prennent leur rôle plus au sérieux et qu'ils réfléchissent collectivement aux moyens d'élever leur rigueur collective. À mon sens, cet ouvrage ferait une excellente base pour des séminaires et des colloques de journalistes professionnels ; je ferai cependant le pari que très peu de journalistes québécois prendront connaissance du livre de Lemay et se sentiront interpelés.

L'ouvrage de Lemay est surtout intéressant du point de vue de l'analyse du phénomène. L'auteur, soulignons-le, est absolument conscient des contraintes qui sont imposées au journaliste : le peu de temps pour travailler une histoire, l'absence d'équipes dans la majorité des médias, la disparition des spécialisations, le poids des modèles d'affaires, la rareté des instances dites de vérification des faits. Néanmoins, il insiste sur la responsabilité – individuelle et collective – des journalistes : en de nombreux cas, montre-t-il avec clarté, les

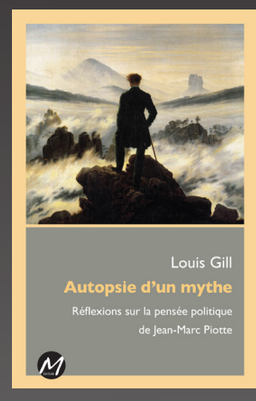
VOIR VORTEX
suite à la page 12

ÉDITEUR
C.P. 221
Saint-Joseph-du-Lac (Québec)
Canada J0N 1M0
m.editeur@editionsm.info
www.editionsm.info/





Devant le capitaliste Goliath, le travailleur David a dû s'avouer vaincu. L'histoire troublante du lockout au *Journal de Montréal*.
Collection Mouvements
184 pages, 18,95 $



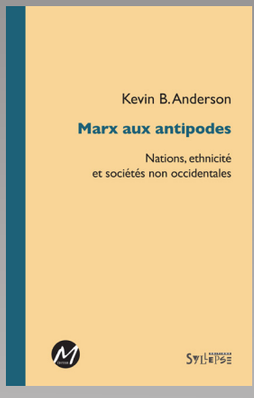
Un débat salutaire à gauche sur le syndicalisme, le partenariat social, le socialisme, la laïcité et l'indépendance du Québec.
Collection Marxismes
144 pages, 16,95 $



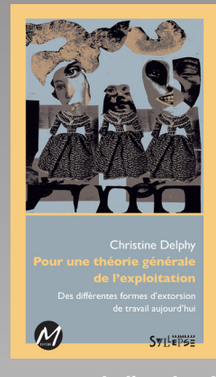
L'assaut contre les régimes de retraite a connu une accélération, ce qui suscite des luttes et l'avancée de propositions démocratiques pour les sauver.
Collection Mégaphone
168 pages, 16,95 $



Une œuvre fondamentale d'Ernest Mandel enfin disponible en français. Une analyse qui fournit les clés indispensables à la compréhension du fonctionnement historique du capitalisme.
Collection Marxismes
250 pages, 24,95 $



Une analyse novatrice des rapports nationaux, raciaux et coloniaux dans l'œuvre de Marx. Pour l'indépendance de l'Irlande et de la Pologne, contre l'esclavagisme....
Collection Marxismes
392 pages, 34,95 $

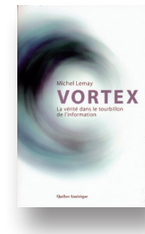


Un examen de l'enchevêtrement du mode de production capitaliste avec le mode de production patriarcal. Le poids important du travail gratuit dans les sociétés.
Collection Marxismes
128 pages, 12,95 $

TÉLÉCHARGEABLES EN FORMAT PDF
Conseil des arts du Canada Canada Council for the Arts
SODEC Québec
DIFFUSION PROLOGUE

Vortex

suite de la page 11



journalistes impliqués auraient pu éviter de sauter sur des conclusions abusives s'ils avaient pris la peine de mieux comprendre ce dont il était question ou de vérifier tant soit peu la nature des preuves amassées.

L'ouvrage devient passionnant lorsque l'auteur utilise son expérience de relationniste pour analyser certaines pratiques très courantes : la sélection des nouvelles, les procédés de cadrage, le choix des sources, les préférences lexicales. Lemay montre très bien en quoi ces pratiques, banales et courantes, peuvent souvent se révéler fallacieuses. Plus intéressant encore est le recours de l'auteur à la psychologie sociale. Lemay montre bien, par exemple, que les journalistes sont aussi sujets au « biais de confirmation » que n'importe qui ; qu'ils sont eux aussi portés à accorder plus de crédits aux croyances de groupes même lorsqu'elles apparaissent fragiles à qui les scrute minimalement ; qu'ils sont portés à opérer en meute ; qu'ils sont eux aussi sujets au phénomène classique d'investissement (ce que l'on a commencé à faire est valable et doit être poursuivi même lorsque l'on accumule les indices que l'on est sur une fausse piste). Le mot « vortex » qui constitue le titre du livre désigne (je l'ignorais) un tourbillon de fluide : cette métaphore évoque divers processus collectifs de production de nouvelles au cours desquels une compréhension erronée d'un quelconque phénomène s'installe parmi les journalistes et devient irrésistible (notamment parce qu'un fait apparemment plausible énoncé péremptoirement par les uns devient immédiatement un fait avéré par d'autres journalistes qui reprennent l'histoire et que, par ailleurs, les médias n'ont pas l'habitude de reculer).

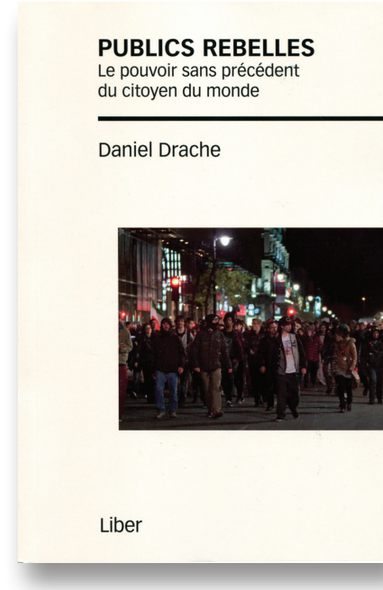
Il y a dans ce livre un appel aux citoyens et aux consommateurs de nouvelles pour qu'ils se montrent plus exigeants de même qu'aux journalistes pour qu'ils prennent leur rôle plus au sérieux et qu'ils réfléchissent collectivement aux moyens d'élever leur rigueur collective.

De tout cela, il ressort un tableau sombre. Voilà un ensemble de professionnels éduqués qui, même s'ils pratiquent un métier centré sur la vérité, n'ont pas développé tellement plus de sens critique quant à leurs pratiques routinières que le commun des mortels, ni de compréhension des facteurs banals et ordinaires qui, tous les jours, les éloignent de la vérité qu'ils disent pourtant rechercher avec cœur. (Loin de moi l'idée de lancer la pierre aux seuls journalistes : je ne crois pas que le bilan des sciences sociales pratiquées en université soit tellement plus brillant.)

À mes yeux, ce livre est fort réussi. Il est très clair, bien documenté, dépourvu de tout maniérisme. La démonstration d'ensemble est saisissante même si l'on a soi-même observé un peu tout ça. Cela dit, j'aimerais que l'auteur lui donne une suite dans quelques années et qu'il réfléchisse cette fois à la vérité journalistique en ce qui concerne des cas vraiment complexes. Je pense ici à des cas comme la crise des prêts à haut risque de 2008, aux jeux diplomatiques quant à une possible intervention militaire en Syrie ou encore la pertinence des réformes en santé entreprises par l'actuel gouvernement libéral. Je me demande comment le travail journalistique, de première ligne par définition (comme disait jadis Walter Lippmann), pourrait prétendre à la vérité alors que l'étude de telles questions commande la prise en compte de tellement d'éléments et qu'elle appelle une véritable expertise. ❖

L'UTOPIE POLITIQUE DU E-PUBLIC

Philippe Boudreau
Ph. D. science politique, Université d'Ottawa



Daniel Drache
Publics rebelles. Le pouvoir sans précédent du citoyen du monde
Montréal, Liber, 2014, 271 pages

La maison Liber nous offre ici une traduction du livre de Daniel Drache, professeur à l'Université York, paru initialement en 2008 chez Polity Press et intitulé *Defiant Publics*. Cette nouvelle édition, six ans plus tard, permet à l'auteur d'enrichir sa démonstration en invoquant l'impact d'événements phares survenus après la crise capitaliste mondiale de 2008 : *Occupy Wall Street*, le Printemps arabe, la résistance contre les mesures d'austérité en Europe, la mobilisation des carrés rouges en 2012, etc.

En introduction, Drache demande « Que penser de ces publics en colère, rebelles, qui s'organisent eux-mêmes tout en reconfigurant la sphère de la communication interactive et en modifiant le paysage de la politique électorale ? » Il entend décoder cette nouvelle géographie du pouvoir, c'est-à-dire élucider « pourquoi et comment les gens décident [...] de se constituer en communauté, de modifier la conversation publique, de se mobiliser, puis de se déconnecter pour traiter d'autres questions hors-ligne ».

Sa thèse pourrait se résumer ainsi : on assiste à un phénomène politique sans précédent dans l'histoire, à savoir l'émergence d'un nouveau public « nourri par la méfiance et la suspicion à l'égard des pouvoirs en place, et assisté par les nouveaux flux culturels de personnes, d'idées et d'informations ». Les élites économiques et politiques sont déroutées par l'influence de ce nouvel acteur multiforme, dont « personne ne parvient à brider l'évolution rapide », celui-ci pouvant compter sur une « organisation innovante et ouverte ».

La structure du livre permet de retracer les conditions d'émergence de ce nouvel acteur (chapitres 1 et 2), de cartographier l'espace physique et virtuel qu'il occupe (chapitre 3), de caractériser son positionnement idéologique (chapitre 4), puis d'anticiper les configurations par lesquelles une nouvelle citoyenneté cosmopolite pourrait être reconnue (chapitre 5).

Au cœur des raisons de l'émergence de ce nouveau sujet historique propulsé à l'avant-scène de l'actualité mondiale se trouve un profond désenchantement face aux dividendes de la globalisation. Drache soumet en outre que trois récits de la mondialisation ont successivement prédominé dans la conscience publique. Le premier promettait au début des années 1980 une plus grande prospérité générale, au rythme de la déréglementation, du rétrécissement des pouvoirs de l'État-nation et de l'accroissement de la liberté des entreprises multinationales. Le second a insisté « sur les possibilités que permettaient le progrès technologique et la montée en force des informaticiens » ; il s'accompagnait d'un processus de délocalisation du travail. Avec le troisième, « l'attention des publics est passée des marchés au difficile problème de la gouvernance mondiale ». Ce dernier récit, actuellement en cours d'évolution, restaure l'enjeu de l'État-Providence comme rempart devant la globalisation et ranime « l'importance de l'identité, de l'appartenance et de la citoyenneté ».

L'auteur y analyse les caractéristiques des internautes, puis tente de mesurer l'ampleur et les attributs de leur force, tant individuelle que collective. Il propose une cartographie du *e-public* et recense une variété des tactiques que celui-ci emploie pour diffuser ses critiques ou imposer son ordre du jour

Le nouveau public s'est constitué au travers des aléas de cette globalisation, dont les coûts sociaux se sont avérés prohibitifs. Il s'est construit dans la dichotomie ayant opposé les intérêts privés du marché et les préoccupations de la majorité en faveur de l'équité, de la démocratie et d'une sécurité pour tous. Les promesses non tenues du libre échange, ainsi que les nouveaux moyens de circulation de l'information, ont créé une opinion publique plus critique à l'égard des élites, moins déférente à l'égard des institutions politiques et moins fidèle dans ses affiliations partisanes ou catégorielles. Drache conçoit qu'un méta-acteur, le public connecté (comptant 1,2 milliard d'individus), a ainsi fait irruption dans une nouvelle arène, sorte de société civile internationale, où se joue désormais – en partie – l'affrontement avec les forces du marché.

Le chapitre 3 examine « le nouvel univers numérique dans lequel les publics se sont installés et au moyen duquel ils articulent leurs besoins ». L'auteur y analyse les caractéristiques des internautes, puis tente de mesurer l'ampleur et les attributs de leur force, tant individuelle que collective. Il propose une cartographie du *e-public* et recense une variété des tactiques que celui-ci emploie pour diffuser ses critiques ou imposer son ordre du jour. Le numérique a ouvert la voie à « de nouvelles pratiques citoyennes » ; plus précisément, la dissension en ligne a « rapatrié l'idée du bien commun [...] en tant qu'élément indispensable du débat politique moderne ».

Dans l'avant-dernier chapitre, l'auteur repense la grammaire gauche/droite en fonction des transformations décrites dans les deux premiers tiers du livre. Il propose en outre une boussole postmoderne, mieux à même de rendre compte, estime-t-il, des clivages sur lesquels se fondent aujourd'hui les sensibilités idéologiques progressistes. Du même souffle, Drache offre une nomenclature des publics dissidents ou mécontents. La droite n'est pas en reste, elle qui laisse sa marque dans l'univers numérique comme ailleurs ; dans ce cas aussi, le professeur torontois revisite les credos de cette tendance politique afin de nous indiquer les points cardinaux de la posture conformiste.

Le dernier chapitre amène Drache à refaire la généalogie de la notion de domaine public, à l'échelle des royaumes, des États, et éventuellement de la sphère internationale. Au fur et à mesure que celui-ci se solidifie, c'est la citoyenneté au sens fort qui s'épanouit. L'accès à l'éducation et à l'information ouvre la possibilité d'un monde public réellement coextensif d'une participation populaire, plutôt que construit d'en haut par l'État. L'auteur cherche à savoir si le socle de la citoyenneté peut également exister à une autre échelle que celle de l'État-nation, alors que prennent forme les prémices d'une gouvernance mondiale, ainsi que des expériences politiques intégratrices à l'échelle continentale (ex. : Union européenne).

Le livre appelle toutefois un certain nombre de réserves. D'abord, on se demande ce qu'il advient des vieux marqueurs identitaires (sexe, classe, nation, etc.) à l'heure de l'émergence de ce nouveau public. Ceux-ci sont absents du portrait d'ensemble et l'analyse postmoderne de Drache invite –

Voir Publics rebelles
suite à la page 14

Publics rebelles

suite de la page 13



dans une bonne mesure – au dépassement de ce type de rapports sociaux, s'agissant de la compréhension des formes contemporaines de mobilisation citoyenne. Or, l'actualité internationale et nationale regorge d'exemples suggérant qu'au contraire, les filiations traditionnelles ne cessent de jouer un rôle déterminant dans la vie politique, en structurant jusqu'à un certain point la dissension.

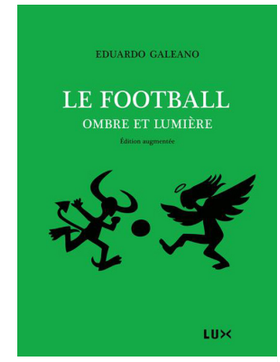
Dans le même ordre d'idées, une certaine forme d'apologie du e-public peut parfois créer un malaise. Il arrive que l'auteur exagère les mérites du micromilitantisme de la Toile, tout en minimisant les possibilités offertes par les vieux acteurs collectifs. Ainsi, il écrit : « les médias sociaux ont remplacé les syndicats et les autres organisations collectives et [...] deviennent l'unique institution ayant la capacité de mobiliser les foules ». Heureusement, les partis ne sont pas évacués, mais ils sont traités comme un phénomène ontologiquement séparé du mouvement de la société civile et on voit mal comment certains d'entre eux auraient pu (ou pourraient) émerger d'une action militante quelconque.

[...] une certaine forme d'apologie du *e-public* peut parfois créer un malaise. Il arrive que l'auteur exagère les mérites du micromilitantisme de la Toile, tout en minimisant les possibilités offertes par les vieux acteurs collectifs.

Drache le reconnaît lui-même, il présente une vision optimiste des capacités offertes par ce nouveau public. Son enthousiasme peut parfois laisser dubitatif, en cette ère où s'imposent brutalement, aux quatre coins du globe, les politiques d'austérité des gouvernements. Quand on lit que « comparativement à il y a 10 ans, la culture néolibérale [...], de plus en plus [...] est sur la défensive, partout dans le monde », on ne peut que rester songeur.

Malgré cela, cet ouvrage demeure un apport significatif à l'étude de l'émergence de nouveaux acteurs collectifs, par-delà les vieux mouvements sociaux. En définitive, il nourrit notre compréhension des termes selon lesquels se recompose l'action collective aujourd'hui, à une échelle souvent ignorée par la recherche en sciences sociales, parce que plus difficile à appréhender. ❖

Eduardo Galeano
Le football. Ombre et lumière
Montréal, Lux Éditeur, 2014, 310 pages



La première version du livre d'Eduardo Galeano date de 1995 ; il a été ensuite réédité en 2003, 2006, 2010 et 2014, avec à chaque fois des mises à jour reliées aux différents mondials. Lux Éditeur a eu la bonne idée de publier la version 2014, ce qui nous a valu le plaisir infini de la lire et de la présenter dans les *Cahiers de lecture*.

Ma première idée était de n'en faire qu'un bref signalement : un livre sur le foot, bof... Mais au fur et à mesure que ma lecture avançait, le style d'Eduardo Galeano, la poésie qui traverse son propos, sa richesse documentaire, son humour et surtout son amour incommensurable du football m'ont « scotché » à l'ouvrage. Cet amour, l'auteur le tient certainement au fait qu'il est Uruguayen. Ce petit pays de même pas 4 millions d'âmes, planté à la pointe sud du Brésil, possède une histoire footballistique impressionnante : trois fois vainqueurs du Mondial, très souvent parmi les quarts, demies finales ou même finaliste. L'amour de ce sport semble intrinsèque dans ce pays et chaque Uruguayen rêve d'être footballeur, l'auteur aussi mais, comme il le dit humblement à la page 13 : « j'étais la pire jambe de bois qu'on ait vue dans son pays ». Alors, pour compenser, il a écrit sur le foot et il a fort bien écrit...

> En écrivant, je ferais avec les mains ce que je n'avais jamais été capable de faire avec les pieds : maladroit invétéré, honte des stades, je n'avais d'autre solution que de demander aux mots ce que la balle, si désirée, m'avait refusé (p. 262).

Le football, ombre et lumière n'est pas tout à fait un essai ; ce n'est pas du tout un roman ; comme il est dit à la quatrième couverture au sujet de l'œuvre de Galeano : il échappe à toute catégorie et dépasse les frontières entre les genres. Il s'agit de trois cents courts textes sur un nombre impressionnant de sujets, tous footballistiques bien sûr : les supporteurs, le but (comme un orgasme) et les buts célèbres, le fanatique, « le supporter à l'asile », le ballon, l'arbitre, l'entraineur, les Mondials, les joueurs de légende, la sorcellerie, etc. C'est un survol historique du football depuis le début du XX^{e} siècle. On s'attarde un peu sur chaque Mondial en le resituant toujours dans le contexte de l'époque. C'est une orgie de foot réservée aux aficionados seulement ; le foot dans toute sa lumière, mais aussi ses zones d'ombres ; le tout avec une plume alerte, de la poésie, de l'humour et beaucoup de nostalgie.

Deux grandes thématiques émergent des écrits de l'auteur. Il déplore vivement la professionnalisation du football qu'il qualifie de montée de la morale du marché et à laquelle nous assistons depuis une cinquantaine d'années. Sous l'impulsion de la FIFA (Fédération internationale de football association), les joueurs et les équipes sont devenus de fantastiques machines à fric. La publicité et la télé dictent leurs normes aux organisateurs des grands tournois et des championnats nationaux. Lors des grandes compétitions et dans certains pays, les organisateurs font par exemple débuter des parties aux heures les plus chaudes de la journée, afin de profiter des heures de grandes écoutes dans les pays européens. Ou encore, la caméra qui s'attarde sur le pied d'un joueur qui rattache son soulier, pour rendre plus visible la marque du commanditaire de la chaussure. Ce ne sont que deux exemples parmi tant d'autres.

L'autre thématique, c'est bien entendu le jeu pour lui-même. Galeano est un nostalgique du football d'antan, plus spontané, plus ouvert, plus individualiste et plus « flamboyant », avec beaucoup plus d'exploits individuels. L'auteur déplore qu'on soit passé d'un jeu collectif, à un jeu plus stratégique et systémique, souvent plus défensif et ennuyeux. Les résultats des matchs témoignent de cette transition : 0-0, 1-1, 1-0, tous des scores rachitiques, conclusions de parties monotones ; et ne parlons pas des duels qui se terminent aux tirs de pénalités, une loterie selon l'Uruguayen. Je le trouve quand même un brin sévère. Il mentionne même le cas du football africain si prometteur à ses débuts et qui serait devenu soporifique, ce en quoi d'après moi, il n'a pas tout à fait tort. Selon lui, les clubs obéissent désormais aux lois de la mondialisation. Ils sont composés de joueurs mercenaires à contrat qui rentabilisent leur capital, jouent pour le plus offrant et prennent le moins de risques possible, alors que les équipes d'antan étaient surtout composées de joueurs locaux ou nationaux, avaient plus d'âme et pratiquaient un jeu plus flamboyant.

À travers ces thématiques, Galéano nous régale de mille et un propos ou anecdotes sur la planète foot. L'auteur nous entretient du racisme qui sévit dans ce sport, de la pauvreté à laquelle il est souvent rattaché, de ses liens avec la politique et la guerre. On apprend, par exemple qu'en 1942 les joueurs du Dynamo de Kiev en Ukraine furent fusillés parce qu'ils avaient eu l'outrecuidance de battre une sélection de joueurs allemands sélectionnés par Hitler. Mais également sur le rôle politique des équipes de Barcelone et d'Euzkadi (Pays basque) face au Réal Madrid, soutenu par le régime de Franco en Espagne. Et puis des buts d'anthologie : de Rahn, de Zarra, de Zizinho, de Di Stefano, le grand Di Stefano, et tant d'autres. Et évidemment sur Pelé, décrété « trésor national du Brésil » et interdit à l'exportation ; et sur Garrincha, que les docteurs avaient diagnostiqué à ses débuts « anormal... résidu de la polio, avec un cerveau d'enfant... » (p. 134). Au mondial, il fut décrété meilleur joueur du tournoi. « Quand il était là, le terrain de jeu était une piste de cirque ; le ballon, un animal dressé, le match une invitation à faire la fête. » (p. 134). Garrincha mourut pauvre, ivrogne et seul. Galeano n'oublie évidemment pas Maradona ; cinq pages sur lui, ça dit tout.

> « Un journaliste demanda un jour à la théologienne allemande Dorothee Sölle :
>
> — Comment expliqueriez-vous à un enfant ce qu'est le bonheur ?
>
> — Je ne lui expliquerais pas, répondit-elle. Je lui lancerais un ballon pour qu'il joue avec » (p. 261-262).

Daniel Gomez
Chef de pupitre, essais politiques

D'OÙ VIENT L'ÉCOLE PUBLIQUE AU QUÉBEC ?

Jocelyne Murray
Chercheuse en histoire



JEAN-PIERRE PROULX (AVEC LA COLLABORATION DE CHRISTIAN DESSUREAULT ET PAUL AUBIN)
LA GENÈSE DE L'ÉCOLE PUBLIQUE ET DE LA DÉMOCRATIE SCOLAIRE AU QUÉBEC. LES ÉCOLES DE SYNDICS 1814-1838
Québec, PUL, 2014, 504 pages

L'originalité de cet ouvrage en histoire de l'éducation réside dans l'approche adoptée par Jean-Pierre Proulx qui analyse les débuts de l'école publique sous l'angle de la démocratie scolaire. En avant-propos, il fait sienne une réflexion de Fernand Dumont : « À la suite d'une maturation plus ou moins longue, un tournant si décisif est parfois intervenu dans le passé d'une collectivité que le sens même de son devenir s'en est trouvé changé » (p. xxi). C'est l'esprit de cette recherche qui expose combien l'établissement d'écoles rurales publiques gérées par des syndics élus par les populations locales était pour le moins novateur dans ce pays.

Il faut souligner la collaboration des historiens Christian Dessureault et Paul Aubin qui apportent chacun une expertise précieuse à l'élaboration de cet ouvrage. Les sources diversifiées de cette recherche puisent autant dans la presse libérale et conservatrice, les greffes de notaires, les journaux de la Chambre d'assemblée que dans les archives du Canada et du Royaume-Uni et les législations de nombreux pays ainsi que dans les propres travaux des auteurs.

L'ouvrage se divise en deux parties, la première se concentre sur « Le projet politique » et comporte cinq chapitres. On y analyse dans le détail les aspects sociopolitiques en ce premier tiers du XIX^e^ siècle : des débats politiques aux multiples projets de loi en passant par les idéologies sur l'éducation. La résilience des députés à faire adopter une loi créant un système d'écoles publiques pour le monde rural est remarquable, ils y mettront quinze ans.

Une « embellie politique » permet, en 1829, la promulgation de la loi intitulée Acte pour encourager l'Éducation élémentaire, largement connue comme la loi des Écoles de syndics. Enfin un succès après de nombreux refus de la part du pouvoir colonial (chapitre 2). Cette loi correspond à un « projet idéologique et politique des élites intermédiaires visant la formation des citoyens "éclairés" et "libres", plus à même de contribuer au "progrès" économique » (p. 46). L'insuccès de la loi des Écoles de fabrique, adoptée en 1824, peut servir de faire-valoir à cette nouvelle loi qui crée des écoles laïques, sans empêcher que des curés et des ministres protestants les dirigent.

« L'essor et l'effondrement de ces écoles » (chapitre 3) s'intéresse aux structures qu'on met en place pour répondre à une demande d'écoles toujours croissante. Le législateur ne pouvait tout prévoir et c'est au fur et à mesure de l'organisation des écoles de syndics que l'on apporte les améliorations nécessaires à leur bon fonctionnement. Par exemple, la mise sur pied du Comité permanent de l'éducation pour assurer un contrôle du versement des subventions, la nomination de visiteurs, l'élection des syndics par arrondissement, l'émission de certificats de compétence pour le personnel enseignant. D'un autre côté, le Conseil législatif voulait obtenir le contrôle général du système éducatif. Tous ces tiraillements ne peuvent empêcher la population de vouloir ces écoles si bien que l'État se trouve dans l'incapacité de répondre financièrement à la demande.

Ce travail devient un incontournable pour qui s'intéresse à l'origine des écoles publiques au Québec. « Le premier grand projet politique » des Québécois méritait bien cette genèse qui prend racine grâce aux députés du Parti patriote.

La population était loin d'être indifférente à l'instruction. Le chapitre 4 consacré aux idéologies emprunte aux débats parlementaires et à la correspondance publiée dans les journaux pour démontrer le vif désir d'éducation souhaitée par de nombreux citoyens et députés. L'Église catholique aurait bien aimé prendre les écoles sous sa direction, mais les députés d'allégeance libérale voient les choses autrement, sans toutefois lui fermer la porte des écoles. Les influences extérieures traitées au chapitre 5 montrent que le Bas-Canada était bien de son temps et tentait, à son tour, de profiter des avancées scolaires qu'il constatait sur le plan éducatif tant aux États-Unis qu'en Europe.

La seconde moitié de l'ouvrage, « La mise en œuvre », est répartie en sept chapitres qui décrivent la dure réalité que représente l'implantation d'écoles à partir de si peu. Tout est à construire, édifices, corps enseignant, habitude d'aller à l'école avec assiduité, évaluation de l'enseignement, participation des citoyens à la fois comme syndics ou contribuables et parents qui acceptent de payer pour l'instruction de leurs enfants et d'un certain nombre d'écoliers pauvres. L'État doit également apprendre à déléguer, à bien gérer ses subventions et à s'assurer qu'il n'y a pas gaspillage des maigres fonds publics mis à la disposition de l'éducation. Tâche énorme pour tous, les débuts scolaires sont ardus.

Cette deuxième partie se présente davantage comme une synthèse de nombreuses recherches élaborées de Lionel Groulx à Bruce Curtis, mais s'en distingue également. Pour notre intérêt, Proulx indique en quoi ses interprétations des écoles de syndics se démarquent de celles des autres chercheurs. En effet, les historiens de l'éducation ont traité de ces aspects propres aux écoles de syndics comme les abus pécuniaires ou l'incompétence du personnel enseignant ou encore la progression du nombre des écoles et celui des écoliers. La sociographie des élus nous apporte de nouveaux éléments. Malgré quelques longueurs, les auteurs nous livrent une vision complète de ce qu'ont été ces écoles de syndics. Quelques chiffres illustrent leur popularité. En 1829, on en dénombre 262 et, en 1835, 1202. Le nombre des élèves passe de 14 735 à 38 887 à l'automne 1835. On peut parler de succès. Et pourtant, les autorités coloniales mettent fin à ce système. Sans les fonds nécessaires, on ne peut maintenir ces écoles. L'idée d'une taxe foncière est lancée, celle de la récupération des biens des jésuites également, mais en vain ou trop tard. La fermeture des écoles de syndics, en 1836, est inévitable étant donné la détérioration du climat politique. De ces crises pourtant renaîtront des lois scolaires qui prendront en compte toutes les expériences amorcées avec les écoles de syndics.

Cet ouvrage comble un vide, car le début de notre système d'éducation publique n'avait jamais été traité dans son intégralité dans un ouvrage entièrement dédié à cette question. Ce travail devient un incontournable pour qui s'intéresse à l'origine des écoles publiques au Québec. « Le premier grand projet politique » des Québécois méritait bien cette genèse qui prend racine grâce aux députés du Parti patriote. Sans aucun doute, ces années tumultueuses ont laissé en héritage la démocratie scolaire. ❖



Ethel Groffier
Réflexions sur l'université. Le devoir de vigilance
Québec, PUL, 2014, 402 pages

Les rapports et les études n'ont pas manqué ces dernières années sur l'université, sa mission principale et ses mandats, son évolution et surtout ses défaillances. À quoi sert ou devrait servir l'institution de « haut savoir » ? À la recherche intensive de la vérité ? Au développement des compétences et de l'employabilité ? À « laver » les cerveaux au nom des idéologies du moment, dominantes ou plus nouvelles ? À former des esprits cultivés, critiques et ouverts ? À dire et promouvoir le bien commun, au risque d'affronter les pouvoirs qui la mandatent et la financent ? À procéder aux innovations scientifiques ou techniques réclamées par des entreprises privées soucieuses de profits et de rentabilité ?

À son tour, Ethel Groffier se pose et nous pose ces questions. Professeure de droit, elle a décidé de consacrer une part de son temps libre de retraite à une réflexion sur son alma mater et d'inviter ses collègues enseignants et chercheurs à la vigilance requise pour préserver une université indépendante face aux incursions exigeantes d'une économie capitaliste mondialisée qui réclame, entre autres revendications fortes, des savoirs productifs et « marchandisables ».

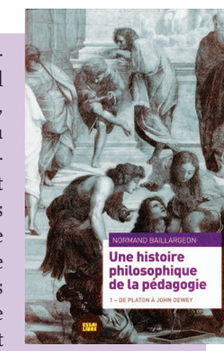
Ethel Groffier passe en revue de détail les diverses problématiques avec l'expérience d'une carrière dans le sérail. L'institution universitaire a pris sans trop de précautions un virage entrepreneurial qui semble déformer les conditions d'exercice de sa mission. La formation et les recherches de haut niveau sont souvent limitées par leur encadrement budgétaire et gestionnaire. Les « humanités », qualifiées de sciences « molles » [sic], sont très largement menacées dans leur survie et leur rayonnement. Quant à la gratuité et à l'accessibilité, la récente offensive gouvernementale pour augmenter les droits de scolarité témoigne bien des menaces qui pèsent sur la démocratisation des savoirs et de la « culture générale », même si les luttes étudiantes ont réussi à reporter l'offensive. Le professorat, naguère encore perçu comme « le plus beau métier du monde », est de plus en plus encombré de tâches lourdes et hors mandat. Les nouvelles technologies d'information et de communication, qui ont fait irruption dans des salles de classe concrètes ou virtuelles, ne sont pas étrangères à cet alourdissement avec leur logique propre d'efficacité et sous la pression intempestive de gestionnaires plus préoccupés de rentabilité à court terme que de la mission même de l'institution qui les emploie. Le financement public ou privé des travaux de recherche en dit long sur les intentions des promoteurs et subventionneurs, dont les exigences sont de plus en plus dangereusement sélectives. La gouvernance globale ressemble souvent à une administration de biens au détriment de la qualité des services et du projet éducatif. Quant à l'éthique institutionnelle, Ethel Groffier décrit l'inquiétante absence d'équilibre entre les risques souvent courus et le respect du principe de précaution.

Je suis sorti de la lecture de ces « réflexions » assez bien documenté sur tous les principaux enjeux des changements traversés, opérés ou subis, par les universités et leurs tutelles respectives. Tout est là, et le dossier bien fait, en particulier pour le néophyte qui aborde ce sujet difficile. Ethel Groffier écrit avec l'aisance et la clarté que procure l'expérience et on ne s'ennuie pas, même si les thèmes abordés sont assez techniques. Le survol est bien fait, même si on a parfois l'impression d'une revue classique de littérature, rapport cumulatif sur des rapports d'experts qui en ont déjà dit long sur les passivités, les pesanteurs et la relative inefficience du système.

Ainsi décrite et critiquée de l'intérieur, l'institution universitaire risque de disposer de moins de leviers de changement, de moins de chances de trouver en elle-même et par elle-même les expertises et la réflexion nécessaires pour surmonter les multiples résistances de ses responsables et acteurs et pour concevoir et mettre en place les forts changements qui devraient s'imposer à elle. Ethel Groffier souligne à plusieurs reprises l'importance de sensibiliser l'opinion publique à l'importance des universités dans une société en pleine mutation ; je crains que ses analyses ne produisent parfois l'effet contraire, sous la pression des milieux politiciens qui pourraient y trouver des arguments pour de nouvelles compressions ! Le risque va ainsi croissant pour l'université et ses acteurs majeurs, professeurs et chercheurs, de se voir imposer des mandats inadéquats et des priorités injustifiables par des décideurs externes peu ou moins enclins à mesurer et comprendre les exigences propres de l'institution.

À la fin de son livre, Ethel Groffier en appelle à l'optimisme d'Edgar Morin : « Des forces dispersées sont en mouvement, qui ne sont pas encore reliées. Pour le moment on ne voit rien venir, mais tous les grands débuts demeurent invisibles. » Je souhaite et espère un nouveau livre de l'auteure qui nous éclaire sur ces perspectives, mieux repérées et construites.

Jean Carette
Professeur retraité de l'UQAM



Normand Baillargeon
Une histoire philosophique de la pédagogie. 1- De Platon à John Dewey
Montréal, Poètes de brousse, Collection Essai libre, 2014, 224 pages

On sait l'intérêt de l'auteur pour la pédagogie, au sujet de laquelle il a déjà pris la plume. On sait aussi ses propres qualités de pédagogue, qu'illustrent la clarté, la vivacité et la concision rigoureuse de ses propos. On retrouve avec plaisir ces qualités dans ce nouvel ouvrage.

En introduction, Baillargeon présente clairement son propos : on ne lira pas ici une énième histoire de la pédagogie, mais plutôt une synthèse de l'histoire de l'idée d'éducation. Cette idée rassemble les théories de l'éducation – des pédagogies, pour reprendre le terme même de Baillargeon – qui ont été développées en Occident au cours des âges. Il s'ensuit que cette histoire est, en un premier sens, philosophique. En un second sens également, puisque Baillargeon se propose de montrer que le concept d'éducation est toujours développé à partir de principes philosophiques qu'il qualifie de « positions fondationnelles ». On peut de là estimer le caractère polémique de cette histoire, mais encore mieux en comprendre et évaluer les différentes propositions. Ainsi devient-il possible de clarifier les enjeux d'aujourd'hui. Car c'est bien là l'objectif ultime de l'ouvrage.

C'est la juste conviction de l'auteur que toute pédagogie est avant tout une vision ou une théorie de l'éducation reposant sur des positions normatives, à la fois épistémologiques, anthropologiques et sociopolitiques. Trois grands noms s'imposent, comme autant de tournants de l'histoire de la pédagogie occidentale : Platon, Rousseau et Dewey. Chacun de ces auteurs développe une «position fondationnelle» en éducation et instaure une tradition qui en recueillera les variantes. L'étude de ces grands foyers et des variantes qu'ils ont engendrées adopte la périodisation classique.

Le premier chapitre rappelle l'idéal grec de la *paideia* qu'a si bien mis en lumière l'ouvrage classique de Werner Jeager. Centré sur la figure pivot de Platon, il résume la conception grecque de l'éducation depuis Homère jusqu'à l'âge hellénistique. Il y est fait mention d'un auteur moins connu, Isocrate, ce qui est l'occasion de rappeler l'importance de la rhétorique dans l'éducation antique. Le second chapitre reprend quelques aspects classiques de l'apport médiéval. Le troisième chapitre, outre le résumé des grandes lignes culturelles de l'époque et le rappel de grandes figures comme celles de Montaigne et de Rabelais, présente l'éminente figure de Comenius (1592-1670), l'un des grands noms de l'histoire de la pédagogie. Le chapitre consacré aux Lumières fait bien entendu large place à Rousseau, sans oublier les Kant et Condorcet parmi tant d'autres figures importantes de l'époque. Le lecteur trouvera ainsi, dans les quatre premières parties, un abrégé d'histoire intellectuelle de l'Occident. La cinquième partie, qui couvre le XIX[e] siècle, tout en poursuivant la présentation des grands courants de pensée et des grandes figures intellectuelles, aborde des auteurs dont le nom est directement lié au développement des sciences de l'éducation. Les philosophes côtoient désormais les pionniers de cette discipline nouvelle. À travers l'analyse des apports du positivisme, de l'utilitarisme, du marxisme, du libéralisme ou encore du libertarisme, Baillargeon rappelle la figure oubliée de Herbart, disciple de Kant et n'oublie pas la conception humboldtienne, fameuse, de l'université. L'imposante figure de Nietzsche clôt ce chapitre. L'épilogue présente les vues révolutionnaires de John Dewey et ouvre ainsi sur la période contemporaine dont il sera question dans le second tome.

L'ouvrage est à recommander. Il pose les jalons essentiels d'une réflexion approfondie sur l'éducation. Il faut souligner la qualité du travail de l'éditeur qui nous offre un ouvrage à l'abord très avenant. On attend la suite avec impatience.

Louis Perron
Vice-doyen, Université St-Paul

DES CITOYENS LIBÉRÉS DE LA NÉCESSITÉ

Henri Lamoureux
Praticien et théoricien de l'action communautaire, l'auteur est écrivain et socioéthicien



Jean Carette
L'âge citoyen
Montréal, Boréal, 2014, 240 pages

Gérontologue réputé, sociologue, professeur à l'UQAM, ex-animateur radiophonique sur les ondes de Radio Ville-Marie, activiste social très engagé, notamment pour ce qui concerne la défense des personnes âgées, Jean Carette n'a pas d'âge. S'il sait que le temps passé ne revient plus, il sait aussi que celui qui reste n'a pas de prix. Il renaît donc sans cesse au fil des années et poursuit inlassablement une vie mise au service de ses semblables. Son travail est admirable, et il suffit de lire son dernier essai, *L'âge citoyen*, pour s'en convaincre.

Dans ce livre dense et bien documenté, l'enseignant à l'UQAM livre un plaidoyer passionné et très stimulant contre la retraite, définie comme une cessation d'activité obligée. Il suggère plutôt que le retrait du marché de l'emploi soit vu comme une étape, un segment de vie, l'occasion d'entreprendre d'autres tâches et de relever d'autres défis. « Au fond, dit Carette, une société idéale n'est pas une société de loisir et d'oisiveté. Une société travaille à plein temps sur elle-même, à travers le travail de tous ses membres actifs, quels que soient leur statut d'emploi et leur âge. » De la part d'un type qui a fréquenté Marcuse dans ses vertes années, et qui a cru que « sous les pavés, il y a la plage », voici un bel aveu.

Carette appartient à cette lignée d'humanistes qui croient en l'égale humanité des personnes, malgré leurs différences. Riche de cette foi, il n'hésite pas à plonger dans la bagarre visant à faire reconnaître concrètement cette vérité. Parce que cette vision du monde, pour prendre sens, doit s'incarner dans le concret des jours. Or, en ce domaine comme en d'autres, rien n'est gagné d'avance.

L'âge citoyen est aussi une mise en accusation de toutes les formes que peut prendre l'âgisme, notamment celle de la relégation des « vieux » à la marge de la société, dans la catégorie « jeter après usage », ou « bon pour la casse. » Dénonciation également d'un discours politique inspiré par l'idéologie productiviste qui pèse la valeur des personnes à la balance de leur profitabilité.

S'alimentant aux produits des recherches les plus récentes, s'appuyant sur la pensée de brillants intellectuels progressistes, riche de cinquante ans d'observations sociales au ras des marguerites, Carette nous rappelle des évidences. On vit plus vieux aujourd'hui parce que des générations se sont battues pour de meilleures conditions de travail, l'accès à l'éducation, l'accès universel aux soins de santé, un filet de sécurité sociale, etc. Conséquence de tout cela, des avancées spectaculaires dans le domaine scientifique, notamment pour ce qui concerne la santé et la longévité des personnes. Forts de ces gains, pouvons-nous être cohérents ? La réalité, c'est que nous ne sommes plus des vieillards à soixante ans. Nous sommes au début d'une nouvelle vie. Libérés de la nécessité de louer notre force de travail, nous pouvons choisir un engagement qui vise un monde meilleur pour toutes les générations. Nous pouvons faire le choix de l'engagement citoyen.

Si nous analysons d'où viennent quelques-unes de nos plus belles réalisations, force est de constater que souvent elles ont été inspirées par la sagesse populaire, par des populations instruites de leurs besoins et ayant acquis la capacité de les exprimer.

Parce que c'est bien de cela dont parle Carette dans *L'âge citoyen* : réunir tous les âges de la vie dans l'incessant combat pour donner toujours plus de sens à cette grande idée d'une commune humanité, formée de sujets égaux, libres de définir leur destin. Or, le gérontologue discerne dans le discours politique actuel une dangereuse dérive. On n'a qu'à entendre les tristes et pontifiants couplets du trio de docteurs et leurs acolytes du merveilleux monde des affaires qui dirigent le Québec actuel, accompagné par le chœur des sous-fifres s'agitant dans les officines du pouvoir, pour réaliser que Carette voit clair. Présidé par un premier ministre qui maîtrise la novlangue[1] comme pas un, ne sommes-nous pas en train d'assister à un travail de démantèlement de notre société, largement fondé sur une idéologie qui entretient les oppositions entre des groupes sociaux ? « Qu'allons-nous laisser à nos enfants », s'interrogent cyniquement des politiciens incapables de juguler l'évasion fiscale à laquelle s'adonnent leurs maîtres ? N'avons-nous pas entendu le ministre Leitos suggérer que les organismes communautaires pourraient prendre à leur charge une partie du travail des fonctionnaires dans les domaines de la santé et des services sociaux ?

Citant Paulo Freire et Paul Ricoeur, Carette fait l'éloge du savoir : celui qui s'est construit en permanence tout au cours d'une vie. Si nous analysons d'où viennent quelques-unes de nos plus belles réalisations, force est de constater que souvent elles ont été inspirées par la sagesse populaire, par des populations instruites de leurs besoins et ayant acquis la capacité de les exprimer. La fréquentation des mouvements sociaux permet de comprendre l'importance cruciale de l'action de citoyennes et de citoyens éclairés et engagés. Ainsi, où en serions-nous dans l'œuvre de destruction environnementale si ce n'était de l'action des organisations écologistes ? Le pipeline de Trans-Canada déverserait déjà son pétrole pourri à Kiev. Qui se soucierait du sort réservé aux personnes les plus vulnérables si ce n'était des organisations comme l'AQDR, l'Union des consommateurs, le regroupement des banques alimentaires, les centres d'aides aux femmes victimes de violence, etc. ?

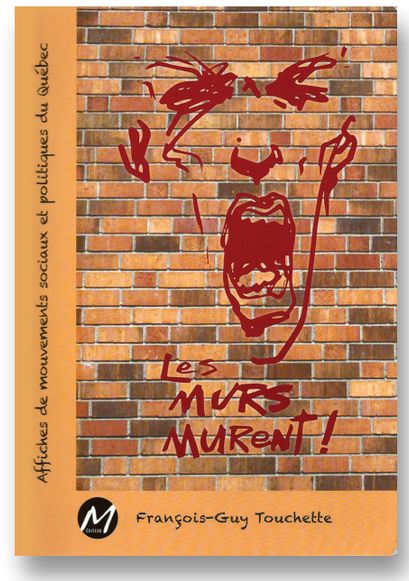
L'âge citoyen, c'est celui de l'action. C'est de cet âge-là que parle Carette. Cet essai parle aussi de dignité et de respect des personnes. Agir, oui. Certainement. Mais en tenant compte de ses limites. Parce que la maladie, la pauvreté, les handicaps peuvent empêcher d'agir autant qu'on le souhaiterait. Alors, quand la chandelle s'éteint et que les yeux se ferment sur la beauté du monde. Peut-être alors qu'agir, c'est tout simplement prendre la main et adresser un dernier sourire à celle ou à celui qui part. Et lui dire merci.

Cela, Carette l'a très bien saisi, et il réussit à nous le faire comprendre dans une langue belle et accessible, ponctuée ici et là de traits d'humour et de calembours qui allègent le sérieux du propos et arrachent un sourire au lecteur. ❖

1 La novlangue est celle utilisée dans le monde imaginé par Georges Orwell dans le célèbre roman d'anticipation *1984*. Cet idiome vise le laminage des idées et le ratatinement de la pensée. Par exemple, on dira « l'esclavage, c'est la liberté ». Le discours politique actuel n'est pas sans ressembler à ce langage aliéné et aliénant.

LE CATALOGUE DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Olivier Bruel
Graphiste et directeur artistique



François-Guy Touchette
Les murs murent ! Affiches de mouvements sociaux et politiques du Québec
Mont-Royal, M éditeur, 2014, 186 pages

De quel bois se chauffe cet ouvrage dont le titre intrigant est contrebalancé par un sous-titre particulièrement clair ? Du bois dont on fait les barricades, de toute évidence !

François-Guy Touchette est historien, bibliothécaire et collectionneur. On lui doit déjà quelques ouvrages dont la thématique commune est le patrimoine historique du Québec des 100 dernières années. Il possède, semble-t-il, la plus importante collection d'affiches québécoises des 50 dernières années.

Ici, Touchette présente en images et en mots sa collection d'« affiches de mouvements sociaux et politiques du Québec » exposée à l'Écomusée du fier monde à l'été 2012, et dont le livre constitue *a posteriori* le catalogue complet. Par pure coïncidence, ce travail de collaboration entre le collectionneur-historien et René Binette, directeur de l'Écomusée, a été présenté au public montréalais à l'issue d'une mobilisation populaire comme le Québec récent en a peu connue : celle qui restera dans nos mémoires sous le nom de *Printemps érable*. Si ce hasard n'a officiellement influencé ni le choix des pièces ni celui de la scénographie, il ne peut passer inaperçu ni à l'œil de l'historien ni même à celui du simple citoyen.

Corpus

Le livre s'articule autour de huit thèmes, commandés par le corpus d'affiches plus que par une décision éditoriale concertée : « Prisonniers politiques, « Syndicats », « Conflits », « 1er mai et 8 mars », « Mouvements populaires », « Organisations politiques », « Solidarité ! », « Affiches de Vittorio et de Gitano », et « Au service des luttes ». Le propos est donc essentiellement historique et documentaire, ce qui constitue à la fois la légitimité et la limite du livre.

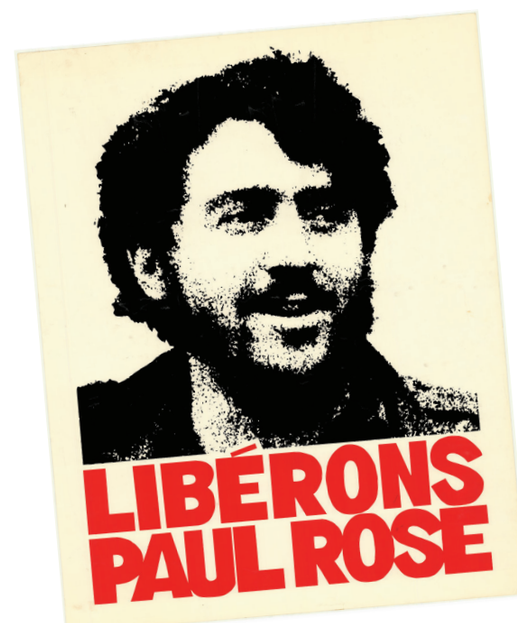
L'ouvrage comporte donc une préface et une entrée en matière, toutes deux assez brèves, ainsi qu'une mise en contexte de chacun des huit thèmes. Pas d'autres textes, si ce ne sont les légendes des affiches, claires et complètes. La place de choix revenant aux reproductions, décrire le livre avec davantage de précision reviendrait à dépasser le nombre de mots qu'il contient !

De fait, un gros effort a été fourni pour que les 137 reproductions soient aussi fidèles et lisibles que si le lecteur se trouvait devant l'affiche originale. Notons que les dommages subis par certaines affiches – déchirures, taches, traces de plis – ont été laissés tels quels, même lorsqu'ils auraient pu être numériquement réparés : l'effet « exposition » peut donc opérer pleinement.

Art pauvre

La principale erreur de l'auteur de ces lignes, parce qu'il est lui-même graphiste, est de vouloir voir en cet objet un livre d'art, voire ce qu'on appelle un *beau* livre. Or il n'en est rien. Ce modeste ouvrage au format moyen et à la couverture souple n'a visiblement pas été conçu pour enjoliver votre bibliothèque ni pour attiser la convoitise de vos voisins. C'est une œuvre documentaire et testimoniale au sens le plus pur, c'est-à-dire que les affiches y sont présentées dans leur plus stricte essence et que l'éditeur n'a pas cherché à donner un écrin à ce trésor historico-social. Ce parti pris est justifiable dans la mesure où il s'agit d'art pauvre, mais l'absence de vision esthétique confine ici à un certain amateurisme, pour ne pas dire à une certaine maladresse. À commencer par la couverture : un cri de colère qu'un infographiste a naïvement collé sur un fond de briques jaunâtres pour simuler un graffiti. De la même couleur sang s'affiche un titre sous forme de mauvais calembour. *Les murs murent* ? Du verbe mouvoir ? Du verbe murer ? Le message est-il clair ? Rien n'est moins sûr. Passons sur le fond beige et la scripte un peu scolaire, voilà un livre qu'on n'achètera certainement pas pour son design ! L'intérieur a le mérite d'être clair et bien structuré, à défaut de chercher à séduire le lecteur. Vouloir rester modeste et abordable n'obligeait pourtant pas à faire l'économie d'un professionnel du visuel : n'oublions pas qu'il s'agit d'affiches !





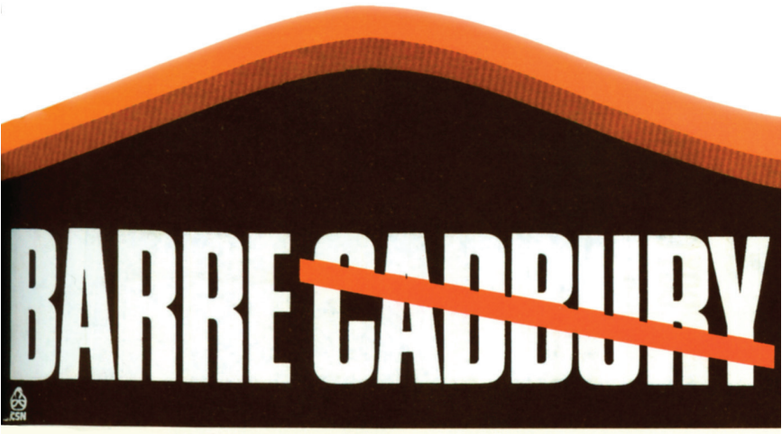


Fig. 23. *Barre Cadbury.*
Anonyme, 1978, offset sur papier glacé, 35,5 cm x 16,5 cm.

Volontiers sarcastiques, les syndicats détournent allègrement les codes publicitaires et n'hésitent pas à mettre en scène les logos de ceux qu'ils condamnent et boycottent.

Bien entendu, qui dit art populaire dit moyens de production et de diffusion à échelle humaine. On constate au gré du feuilletage que le charme de la spontanéité rattrape souvent le manque de rigueur ou de moyens graphiques. Si la colère s'exprime, c'est souvent avec une brutalité qui en fournit en quelque sorte la caution. On pourrait lire en sous-texte qu'une affiche trop léchée perdrait une part de crédibilité. Outils de production limités, urgence, manque de qualification : la débrouillardise règne en maître, et le résultat est souvent aussi spontané qu'approximatif.



Même si beaucoup de ces affichent ne méritent pas le nom d'art sans l'ajout d'un qualificatif comme *populaire, participatif, communautaire* ou encore *révolutionnaire,* il peut être amusant d'y chercher des références aux différentes écoles qui ont fait l'histoire de l'affiche « noble ». Ainsi, on ne s'étonnera pas que la Ligue communiste et les partis d'influence marxiste-léniniste puisent largement dans l'esthétisme constructiviste russe des années 1920, on constatera que le minimalisme donne souvent les affiches les plus fortes, on notera l'influence du naturalisme, du surréalisme, du symbolisme, du Pop Art, et de beaucoup d'art naïf – mais bien loin du Douanier-Rousseau ! En marge de ces grands courants ressortent la bande dessinée, le dessin d'enfant, des illustrations – tantôt maîtrisées et tantôt maladroites –, des œuvres purement typographiques, et des clins d'œil ponctuels, comme la CSN avec ce qui ressemble à une affiche de cinéma, ou le *Rosemont en lutte* au look résolument western, mais aussi des fausses unes de journaux, ou ces terribles cliparts qui font des ravages dans les années 1980 et donnent naissance à des affiches qui vieillissent particulièrement mal. Parfois, on emprunte au registre de l'illustration de science-fiction, comme c'est le cas pour la FTQ, ou pour Frédéric Back et son *Opération para-pluies acides.* Volontiers sarcastiques, les syndicats détournent allègrement les codes publicitaires et n'hésitent pas à mettre en scène les logos de ceux qu'ils condamnent et boycottent.

Derrière l'inégalité de l'inspiration, c'est la diversité des approches qui retient l'attention.

Et puis il y a Vittorio et Gitano. Ces deux affichistes apparaissent en vedettes invitées, réunis par la pertinence et le volume de leur contribution. Vittorio Fiorucci, l'Italien aux illustrations sympathiques et colorées ; et Gitano, le Chilien exilé qui utilise souvent la photo pour donner naissance à des œuvres fortes aux aplats percutants. Ces deux-là donnent à la collection un fini graphique qui tranche avec le quasi-amateurisme général, malgré la présence dans ces pages de plusieurs autres artistes de talent.

Ce qu'il en restera

L'un des buts de l'exposition et du catalogue est de garder une mémoire tangible du moyen d'information qu'est l'affiche, normalement voué à une vie éphémère. En *sauvant* ces affiches, Touchette va au-delà du travail de collectionneur et d'archiviste : il donne un nouveau destin à la part visuelle de notre histoire récente, car ces artefacts peuvent et doivent être vus et partagés.

De l'aveu même de l'auteur, l'âge d'or de ce phénomène se trouve dans « l'effervescence de la société québécoise des années 1960-1980 ». Trace désormais indélébile d'un engagement social, la collection surprend parfois par des détails, comme ces formats d'affiches verticaux, ces slogans curieusement formulés (Faut choisir nos quotidiens), ou même les façons inattendues d'indiquer une heure de rendez-vous ! En voici quelques exemples glanés à même les affiches : 20 :00 HRES, 19 HEURES, 7.30 h. p.m., 7 HRES 30 P.M., 7.30 p.m., 21 heures, 19 :30h, 7.00 H pm., 20hres, 1 :30 hre, 10. hrs. A.M., 10. 00, 7 :30, 5 1/2 à 7 1/2, 9Hres AM, 15.15 à 17.00 hres, 14 00 hr, 19,30 HR. À bas la normalisation !

En revanche, on peut remettre en question la promesse non tenue de la couverture, dans la mesure où l'ouvrage ne contient aucun graffiti. Autre question qu'on aurait préféré ne pas avoir à se poser : qu'en est-il de cette œuvre textile visiblement en courtepointe (p. 92), mais présentée comme une impression offset sur papier glacé ?

Il reste néanmoins des créations fortes et pérennes, comme l'affiche de la CSN (p. 31), qui marque la naissance d'un des logos les plus forts du l'histoire du Québec. Et, à la toute fin du recueil, une idée qui donne envie d'en voir plus : la genèse d'une affiche dessinée par Robert Laliberté pour une manifestation du 1er mai. On y voit le dessin original au pastel gras, le premier passage couleur sérigraphique, puis le résultat final, passionnant cheminement de l'idée jusqu'au mur.

En résumé, voici un petit livre étoffé et sans prétention, dont la valeur documentaire fait vite oublier la forme un peu fruste. À recommander aux amoureux de l'Histoire, du Québec et de l'art urbain. ❖



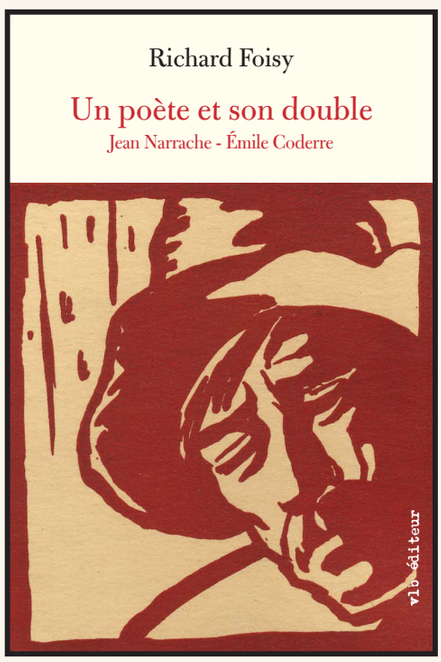
Extraits de l'ouvrage à paraître en mai 2015 chez VLB Éditeur

Richard Foisy
UN POÈTE ET SON DOUBLE
JEAN NARRACHE - ÉMILE CODERRE

Une oeuvre autobiographique

Pour notre chance, Émile Coderre s'est beaucoup raconté, soit sous son vrai nom, soit sous son pseudonyme de Jean Narrache. Ainsi, cette biographie pourrait être une sorte d'« Émile Coderre par lui-même », nos références premières ayant été les textes de l'auteur sur sa propre vie. Partout, dans ses conférences, dans ses articles de journaux et de revues, dans ses séries et entrevues journalistiques et radiophoniques et dans les carnets intimes et agendas qui nous sont parvenus ainsi que dans sa correspondance, Émile Coderre y est allé de souvenirs personnels innombrables. Sans cesse, il a parlé de sa vie et aussi, en observateur sensible qu'il était, de la vie autour de lui et de ceux sur qui il avait choisi en particulier d'arrêter son regard, les démunis de la société.

Le besoin de se raconter, de s'épancher, de se confier au papier, de faire le bilan de ses expériences et d'en tirer les leçons qui s'imposent, bref, cette attirance pour l'introspection, Émile Coderre l'a ressentie très tôt, sur les bancs du collège où, dès l'âge de quinze ans, il tenait un journal personnel. À dix-sept ans, il débutait une correspondance intime avec son condisciple Alphonse Désilets (1888-1956), correspondance qui ne sera interrompue que par la mort de cet ami, quarante-cinq ans plus tard. L'habitude de tenir un journal et de maintenir les liens de la correspondance ne se relâchera guère tout au long de la vie d'Émile Coderre, s'amplifiant même au cours des années, selon les événements et au gré de la multiplication des amitiés littéraires, notamment avec Alfred DesRochers (1901-1978).



À partir du milieu des années 1930 et jusque dans les années 1960, c'est Jean Narrache – nom de plume désormais connu sinon célèbre – qui, dans les périodiques et sur les ondes de la radio, se fait le mémorialiste d'Émile Coderre. Il livre quantité d'anecdotes et de souvenirs de son enfance, de son adolescence et de sa prime jeunesse, mais des pans entiers de sa vie privée sont volontairement passés sous silence. Parfois, il y a des entorses à cette règle. Par exemple, dans sa chronique « J'parl' pour parler » de *La Patrie du dimanche*, c'est d'une façon habile et discrète que la présence dans la vie du couple Coderre d'une petite fille – non officiellement adoptée – est rendue publique au début des années 1940. C'est comme une page de son journal personnel que livre alors Jean Narrache. Il y en aura bien d'autres dans la même chronique.

Pour connaître sa vie de pharmacien et de voyageur de commerce, il faut se plonger dans la correspondance qu'il adressait à ses amis, grâce à laquelle nous pouvons le suivre à partir de son adolescence. Quelquefois, aussi, dans sa chronique « J'parl' pour parler » ou dans une page de *La Vie nicolétaine*, ou encore à la radio dans les monologues de ses *Rêveries* et de ses *Confidences* ou même dans certaines dramatiques, il détache un ou deux feuillets de sa vie personnelle.

Par ailleurs, dans ses récits – contes, romans ou nouvelles – qui se présentent sous les dehors de la fiction, nous découvrons, à force de recoupements avec d'autres sources, qu'Émile Coderre truffe ces œuvres d'imagination d'épisodes vécus que, bien souvent, il ne transpose que sommairement. Ces tentatives d'évasion par l'imaginaire romanesque s'avèrent autant de jalons d'une autobiographie à peine déguisée. A-t-il, un jour, l'idée d'un roman populiste signé Jean Narrache ? Aussitôt, la poussée irrépressible de ses souvenirs personnels le submerge et, ébauchant le plan de son roman, il se laisse emporter par un récit purement et simplement autobiographique. Une nouvelle comme *Jeanne Maury*, par exemple, contient, enfouis sous les apparences romanesques, bien des souvenirs de sa vie d'étudiant en pharmacie et du jeune amoureux qu'il fut autour de 1913.

Le réflexe mémorialiste accompagnera Émile Coderre jusqu'à la fin de ses jours. Il témoigne de l'emprise de la mémoire sur ce grand sensible dont un des mouvements les plus instinctifs est de jeter un long regard en arrière, de considérer le chemin parcouru, de faire son bilan, de peser ses joies, ses peines, ses réalisations, ses échecs.

[...]

Parler d'Émile Coderre, c'est toujours parler de quelqu'un d'autre, c'est-à-dire de Jean Narrache. S'intéresser à cette double vie, c'est partir à la découverte d'un écrivain multiforme et d'un homme doté d'une personnalité extrêmement attachante, faite de simplicité, de transparence et de sensibilité à fleur de peau ; c'est être captivé par une voix qui a l'étonnante singularité de ne pas savoir mentir, dont le timbre rend un accent de vérité immédiat et qui fait le charme de son œuvre. Tout ce qui relevait du fabriqué lui répugnait, toute pose littéraire lui était étrangère. Il exigeait le cœur sur la table, et, pour reprendre la formule de Cyrano de Bergerac qu'il citait si souvent, il s'appliquait à poser son âme à côté du papier et à la recopier.

Émile Coderre a plus d'une fois envisagé l'éventualité de sa biographie et sa postérité littéraire – mais sans trop y croire. Sur le ton de l'humour, il affirmait : « Je ne me leurre pas de l'idée qu'un jour, quelque jeune illuminé me redécouvrira et remettra mes vers en lumière. » D'avance, il avait désigné son biographe sous l'appellation de « chercheur de puces littéraires ». Mais loin de lui chercher des puces, fussent-elles littéraires, nous n'avons fait, au cours de ces années de recherche, que découvrir un être d'une probité humaine et littéraire exceptionnelle. De multiples critères peuvent certes faire varier l'évaluation d'une œuvre, mais celle d'Émile Coderre est comme l'homme qui l'a produite : plus on la découvre, plus on s'y attache.

Tout au long de cet ouvrage, c'est la couleur sépia de la mémoire d'Émile Coderre qui domine, avec ce côté un peu vieillot, toujours nostalgique du temps passé qui pèse si lourd sur ses frêles épaules. Mais, en dépit de tout ce qui aurait pu concourir à lui faire adopter l'attitude contraire, il ne s'est jamais empêché d'aimer la vie, comme il le disait aux auditeurs de ses *Rêveries* radiophoniques qu'il concluait toujours par ces mots : « J'aime ben la vie quand même j'en arrache ! »

L'art de manquer sa vie

« Un jour, j'écrirai le journal d'un raté. Et comme la vie a de ces ironies, ce sera mon succès ! » Voilà ce qu'Émile Coderre confiait en 1930 à Alfred DesRochers. Il avait alors trente-sept ans et considérait avoir « merveilleusement raté [sa] vie ». Moment de déprime passagère ? On peut en douter : à la veille de ses soixante-neuf ans, au moment de prendre sa retraite, son attitude n'avait pas varié : « En somme, j'ai raté ma vie. » [...]

Celui qui s'est voulu un jour le romancier de « la "bad luck" récurrente » ne changera donc guère sa vision de l'existence : « La vie est un contrat très mal fait dans lequel les obligations, les devoirs, les pénalités sont tous jetés sur le même côté ; c'est de plus, un contrat qu'on n'est pas libre d'accepter ou de refuser : on est forcé de l'accepter », écrivait-il en 1926 à son ami Désilets. Quarante ans après, il exprime la même idée à peu près dans les mêmes termes en parlant de « cette terrible sentence » qu'est notre venue en ce monde. Conclusion : « J'espère que je mourrai en pardonnant à mes parents de m'avoir mis au monde. »

Un mauvais départ dans la vie, quand il touche à la psychologie de l'enfance, lui imprime une tendance qu'il est difficile d'infléchir. Et ni l'amour enfin rencontré en la personne de Rose-Marie Tassé, ni le succès littéraire obtenu avec Quand j'parl' tout seul, ni la solide reconnaissance du milieu pharmaceutique n'y ont pu rien changer, sinon que de rendre cette existence tolérable. L'image de l'homme de douleur, imprimée une fois pour toutes au-dedans de soi, est indélébile.

Pour exprimer ce qu'il y avait de plus secret en lui et faire œuvre de création, Émile Coderre a dû emprunter la voix de Jean Narrache et celle du Vagabond, un ouvrier pauvre et un itinérant, autrement dit deux ratés – aux yeux de la société. Le rimeur Jean Narrache est plus pessimiste que le Vagabond prosateur : le premier est un citadin prisonnier du cercle vicieux de la misère et n'a de consolation que son épouse, tandis que le second, célibataire ou plutôt veuf, est un homme libre qui court les routes et récolte sa pitance avec ses contes et ses chansons. [...]

S'il n'a finalement pas écrit ce « journal d'un raté », Coderre en a disséminé les fragments tout au long des poésies de Jean Narrache et des proses du Vagabond, alternant la face sombre et la face ensoleillée d'un double lui-même dédoublé. Poète et prosateur, il a eu, auprès du public lecteur et audiophile, un succès indéniable. Il a donc admirablement réussi en littérature son « échec » dans la vie.

Chômage (poème inédit)

Paraît qu'c'est pas ros', les affaires !
Paraît qu'c'est un temps d'dépression,
que l'commerce est rendu à terre
pi qu'tout l'mond' perd leu position.

Y'en a ben qui parl'nt du chômage
comm' si ça v'nait d'être inventé.
Pour les quêteux manquer d'ouvrage
c'est sûr'ment pas un' nouveauté.

Y'en a ben qu'ont l'cul su' la paille
qu'avaient jamais manqué d'argent,
Y vont apprendr' pendant qu'i' braillent
c'que c'est que d'êtr' des pauverr' gens.

Les p'tits avocats qu'ont pu d'causes,
les p'tits docteurs qu'ont pus d'clients,
V'nez-y don' nous en dir' des choses
pour prouver qu'on est des feignants !

Hein ? mes vieux ! on manqu' de courage ?
On est sans cœur ? pi paresseux ?
Ben, trouvez-vous en don' d'l'ouvrage
puisque vous êt's si courageux !

Vous autr's, les p'tits messieurs d'la banque
au collet blanc pi au ling' fin,
À c't'heur' que vot' ouvrag' vous manque,
voyez c'que c'est que d'crever d'faim.

Pi, vous autr's, les agents d'immeubes,
les propriétair's exigeants
qui saisissaient nos pauverr' meubes,
c'est drôle hein ? d'pas avoir d'argent ?...

Ben non ! J'ai pas piquié d'vous autres !
Arrachez-z-en, band' de maudits !
« Ceux qu'ont d'la misèr', c'est d'leu faute »,
C'est vous autr's qui nous l'avez dit.

« [...] de les comprendre à les aimer, de les aimer à les plaindre et à vouloir parler pour eux, il n'y avait qu'un pas ». – Jean Narrache

Alors qu'il a relâché toute prétention sur « la langue des dieux » et qu'il se trouve vacant de tout projet littéraire, se livrant à des fantaisies rimées qu'il appelle des « poésies fugitives », Coderre, durant ses déplacements de commis voyageur, feuillette *Les Soliloques du Pauvre* de Jehan Rictus. Sur la page de faux titre du recueil, cette phrase en épigraphe l'arrête déjà : « Faire enfin dire quelque chose à Quelqu'Un qui serait le Pauvre, ce bon pauvre dont tout le monde parle et qui se tait toujours. Voilà ce que j'ai tenté. J. R. » Entreprise peu commune : faire parler le « bon pauvre qui se tait toujours ». Comme c'est vrai ! Quelle résonance ces mots trouvent en Coderre ! C'est toute son expérience de pharmacien sur le Plateau Mont-Royal et à Saint-Henri qui lui revient car, de ces bons pauvres, combien il en a connus, combien il en a servis à son comptoir, de combien d'entre eux n'a-t-il pas recueilli les confidences ! Sa position de pharmacien n'était-elle pas alors celle d'un témoin privilégié ?

Le pharmacien, par état, vit en contact quasi quotidien avec une bonne partie des gens de son quartier. Il devient vite leur ami et enfin leur confident. Il a tôt fait de partager leurs inquiétudes et leurs angoisses encore plus que leurs joies et leurs bonheurs... d'occasion comme dirait une illustre et grande romancière[1].

[...]

L'exergue des *Soliloques du Pauvre* est la formule magique qui fait remonter en Coderre un monde qu'il a quitté voilà tout juste un an mais qui s'étend sur une longue période de sa vie, allant de son premier emploi chez le docteur Nault, rue Sainte-Catherine, en 1912, en passant par la grippe espagnole de 1918 sur le Plateau Mont-Royal, pour aboutir aux officines du docteur Trempe en 1922-1924 à Saint-Henri, « où les riches et les gens simplement à l'aise étaient la grande exception[2] ». Il se souvient :

> J'ai recueilli des confidences, j'ai vu de pauvres gens essayer d'obtenir un peu de crédit pour acheter des remèdes à un enfant malade... quand ce n'était pas 25 sous pour aller manger ! [...] tout ce que j'ai vu... et *surtout entendu*, car ce sont ces conversations de pauvres gens qui m'ont profondément ému[3].

Il a vu défiler « toutes les nuances de la misère, de la pauvreté et de la déchéance physique et parfois même morale[4] ». L'étape de Saint-Henri fut la plus décisive, celle qui le mit en prise directe avec la pauvreté, qui était le lot de la majorité des habitants de ce quartier. Il explique :

> Je me mis à voir vivre de près tous ces ouvriers, à les voir vivre d'une existence précaire, faite de soucis, d'inquiétudes du lendemain, puis insensiblement, je me mis à étudier leur cœur, leur âme, à essayer de comprendre et d'expliquer leurs préjugés et leurs opinions[5].

Bientôt, les distances s'annulent et le spectateur entre dans le tableau pour en devenir un des personnages : « Lentement, lentement, ce fut comme une espèce d'envoûtement ; je me mis à vivre de leur vie[6]. » Bref, « de les comprendre à les aimer, de les aimer à les plaindre et à vouloir parler pour eux, il n'y avait qu'un pas[7]. »

1 Jean Narrache, « *Qui est Jean Narrache ?* », *Bonjour, les gars !*, poésies, Montréal, Les Éditions Fernand Pilon, 1948, p. 27-28. L'allusion renvoie à Gabrielle Roy dont le premier roman, *Bonheur d'occasion*, qui se déroule dans le quartier de Saint-Henri, a paru en 1945.

2 Émile Coderre, « Ce qu'est pour moi la poésie », *Archives des lettres canadiennes, tome IV*, « La poésie canadienne-française », Université d'Ottawa, Fides, 1969, p. 385.

3 Lucille Desparois, « En causant... avec Jean Narrache ! », Radiomonde, 9 mai 1942, p. 5. C'est Coderre qui souligne.

4 *Ibid.*

5 « Texte du discours de M. Coderre (suite et fin) », *La Vie nicolétaine*, novembre 1935, p. 90.

6 Émile Coderre, « Ce qu'est pour moi la poésie », *op. cit.* p. 385.

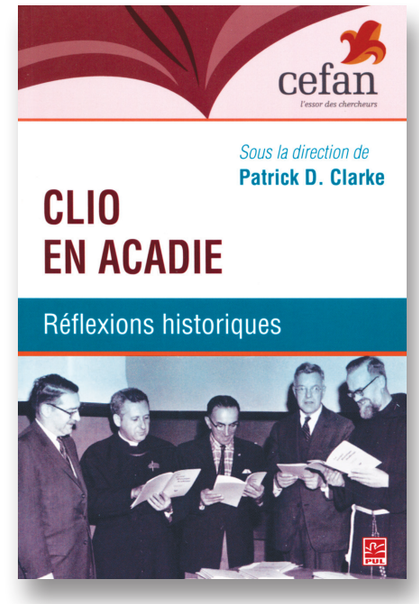
7 Jean Narrache, « Qui est Jean Narrache ? », *op. cit.*, p. 28.



Les Cahiers de lecture et L'Action nationale sont membres de la Société de développement des périodiques culturels

PENSER LA TRADITION HISTORIOGRAPHIQUE ACADIENNE

François-Olivier Dorais
Doctorant en histoire, Université de Montréal



Patrick D. Clarke (dir.) **Clio en Acadie. Réflexions historiques** Québec, PUL, 2014, 255 pages

Quiconque s'intéresse de près au Canada français hors Québec constatera le peu d'attention dévolu aux conditions socio-historiques et épistémologiques d'élaboration de ses savoirs. Ce déficit de réflexivité sur la connaissance a peut-être partie liée avec les spécificités de la condition minoritaire en elle-même, dont la fragilité n'autorise pas aisément un regard critique sur ses moyens intellectuels et scientifiques. Or, comme l'affirmait récemment un sociologue acadien, se refuser de penser l'historicité particulière des savoirs en milieu minoritaire « revient à laisser à d'autres le soin de penser vraiment pour nous[1] », si tant est que les « petites sociétés » comme l'Acadie s'approprient différemment les grandes traditions scientifiques occidentales. Pour cette unique raison, il faut saluer l'entreprise derrière ce *Clio en Acadie*, qui, pour la première fois dans une publication à caractère monographique, donne à voir toute la complexité et le relief de l'historiographie acadienne.

Cet ouvrage collectif propose de faire le point sur les fondements, les objets, les parcours et les finalités de la pratique historienne en Acadie, depuis ses premières formalisations au XIX^e^ siècle jusqu'à nos jours, en insistant tout particulièrement sur la seconde moitié du XX^e^ siècle. Fruit d'un colloque universitaire tenu à Dieppe à l'automne 2009, les huit contributions réunies dans ce recueil, dont plusieurs sont le fait de jeunes chercheurs et professeurs, s'intéressent à l'histoire de l'histoire, l'analyse critique de textes, la sociographie, l'épistémologie et la philosophie de l'histoire. Dans l'ensemble, les articles sont riches, d'une bonne tenue analytique, et portent un éclairage sur plusieurs aspects de l'écriture historique et du métier d'historien en Acadie.

En ouverture, une préface de l'historien Serge Gagnon campe l'objet du livre dans la suite des récents débats entourant l'avenir, plutôt incertain, de l'histoire sociale. L'introduction de Patrick D. Clarke, assez substantielle quoiqu'à l'allure parfois ampoulée, offre un bon arrière-plan théorique, typologique et bibliographique sur l'exercice historiographique en Acadie. La démarche est quant à elle placée à l'enseigne de la « nouvelle sensibilité » en histoire, par laquelle il s'agit de « creuse[r] les ressorts du régime régnant » et de « contrer l'amnésie » en « rappelant la dette qu'on doit aux aïeux » (p. 6). Ce souci traverse en effet tout l'ouvrage, qui souhaite offrir un regard empathique sur l'histoire traditionnelle et l'apport des historiens amateurs.

S'ensuit un texte de facture épistémologique, signé par Patrick Michel Noël. L'auteur propose d'étudier non pas le discours que les historiens tiennent sur le passé acadien, mais plutôt le *discours historiographique* en lui-même, « ce que les historiens disent de leur savoir/langue (métalangue) » (p. 29). La réflexivité historienne, plus particulièrement celle qui s'est élaborée depuis les années 1970, y est ainsi envisagée comme un *objet* à part entière et documentée dans sa textualité, indépendamment de son contexte socio-culturel d'énonciation. Ce faisant, l'auteur démontre qu'à rebours du cliché de l'historien empiriste peu soucieux de comprendre et d'analyser ses propres présupposés épistémologiques, les historiens acadiens ont réfléchi à l'évolution de leur propre pratique dans le temps. Cette introspection témoigne entre autres d'un souci particulier pour la genèse du savoir historique, sa contextualisation, ses possibles et ses limites.

Les deux autres textes suivants sont respectivement de Julien Massicotte et de Joël Belliveau. À la différence de la perspective privilégiée par Noël, ils proposent d'étudier la discipline historique et ses représentations successives dans le temps en tenant compte de l'évolution du contexte social, des enjeux et des idéologies de chaque époque. Massicotte s'attache, pour sa part, à cerner les différentes représentations sociales de l'histoire qui se sont succédé en Acadie du Nouveau-Brunswick des années 1950 aux années 2000. Il présente une lecture plutôt nuancée de l'historiographie traditionaliste, dominante de la fin du XIX^e^ siècle jusqu'au milieu du XX^e^ siècle, dans le souci de rappeler comment s'y articulent des préoccupations liées tant à la survivance nationale qu'au développement du savoir historique d'un point de vue disciplinaire. S'ensuit une analyse de l'historiographie « contestataire » et néonationaliste des années 1970, héritière des « années Robichaud » et porteuse d'une représentation « prospective » de l'histoire sur un mode tantôt pondéré et transitoire (Léon Thériault), tantôt plus critique et frondeur (Michel Roy et Régis Brun). Puis, Massicotte se penche sur la montée de l'histoire sociale acadienne, devenue au fil des ans le paradigme historiographique dominant, avant de s'intéresser, en dernière analyse, à l'histoire régionale et populaire, courant important s'il en est, mais souvent négligé par les travaux d'historiographie existants sur l'Acadie.

Joel Belliveau offre quant à lui une analyse complémentaire à celle de Massicotte, dans laquelle il insiste tout particulièrement sur l'influence de la pensée sociologique des années 1960 dans l'évolution de l'écriture historienne en Acadie. L'article se divise en deux parties : la première propose un survol de l'historiographie acadienne du milieu du XIX^e^ siècle jusqu'aux années 1950, période au cours de laquelle des historiens comme François Edme Rameau de Saint-Père, Émile Lauvrière et Antoine Bernard ont établi les fondements de la trame narrative traditionnelle de l'historiographie acadienne en l'inscrivant dans une démarche de « nation-building ». Belliveau s'attache aussi à montrer les réactions différenciées des nationalistes acadiens de l'après-guerre devant l'arrivée des techniques modernes des sciences sociales. En seconde partie, l'auteur analyse la contribution des « sociologues résidants » tels Camille Antoine Richard, Jean-Paul Hautecoeur et Alain Even dans l'établissement d'un terreau intellectuel critique en Acadie, lequel servira, en quelque sorte, de rampe de lancement au « tournant critique » à saveur néonationaliste des historiens des années 1970.

Patrick D. Clarke poursuit avec un article traitant de l'évolution de la temporalité dans l'historiographie acadienne, s'inspirant entre autres des analyses de François Hartog sur les régimes d'historicité. À l'aide des concepts de « flèche du temps » et de « lumière », métaphores par lesquelles sont saisies la direction du temps historique et ce qui en module l'orientation,

Voir Clio
suite à la page 24

1 Mourad Ali-khodja, « Réflexions sur les figures de l'intellectuel et du savant en milieu francophone minoritaire », *Minorités linguistiques et société / Linguistic Minorities and Society*, No. 3, 2013, p. 45.

Clio

suite de la page 23



Clarke sonde les profondeurs des écrits historiens acadiens au fil des générations, en prenant pour cas de figure les travaux de Rameau de Saint-Père, Michel Roy et ceux des historiens du Groupe de recherche en histoire économique et sociale de l'Université de Moncton (GRHESUM). Ces derniers décrivent, à ses yeux, trois dynamiques temporelles distinctes, lesquelles fournissent une clé de lecture originale de l'évolution de l'historiographie acadienne sur une période de 150 ans.

S'ensuit une bibliographie commentée sur l'historiographie acadienne réalisée par Philippe Volpé. Divisé en sections thématiques – « Bilans et débats », « L'Acadie et ses histoires/historiens », « Réflexions théoriques » et « Acadie et société » –, cet outil de recherche et de référence met à jour, de façon assez exhaustive, l'ensemble des publications se rapportant à l'historiographie acadienne.

Ronald Rudin ferme la marche avec une postface dans laquelle il interroge les contours du savoir historique acadien et du sujet acadien en lui-même. Ne cédant pas aux remarques complaisantes, l'auteur n'hésite pas à souligner, avec raison, la « commande plutôt restreinte » de l'ouvrage qui consistait surtout à réfléchir à l'*écrit* historien portant sur le passé acadien. Ce faisant, les auteurs ont négligé de considérer les autres voies – la télévision, le cinéma, la commémoration, les musées, les journaux – par lesquelles l'histoire s'est inscrite dans l'espace public acadien. Pour notre part, nous aurions souhaité une composition peut-être davantage soucieuse d'interdisciplinarité et, surtout, d'un dialogue, sous forme d'articles ou d'entrevues, avec d'autres acteurs importants de l'historiographie acadienne des dernières décennies. Ce ne sont là toutefois que de bien modestes critiques en regard de l'apport de cette étude, qui offre un excellent bilan de l'historiographie acadienne et contribue à renouveler ses questionnements et à diversifier ses objets. Il est d'ailleurs à espérer que ce travail saura inspirer les historiens de l'Ontario français ou encore de l'Ouest francophone à lancer des projets de recherche similaires. ❖

Deux petits livres d'une « centcinquantaine » de pages, chacun issu de la collection Mobilisation de M éditeur, la collection qui, comme elle le dit, à la page 159 de *L'empire du libre-échange*: « [...] est consacrée aux problèmes sociaux et économiques ainsi qu'aux questions d'actualité, et cela, du point de vue des dominés et des exploités. » Nous nous doutons d'emblée bien sûr qu'avec deux titres pareils et une telle vocation les deux ouvrages ne peuvent qu'être très critiques envers l'environnement économique dans lequel nous évoluons.

Daniel Gomez, chef de pupitre, essais politiques



Claude Vaillancourt
L'empire du libre-échange
Mont-Royal, M éditeur, 2014, 155 pages

L'empire du libre-échange constitue une charge virulente contre le libre-échange. Pour Claude Vaillancourt, président d'ATTAC Québec: « le libre échange est l'un des moyens les plus importants par lesquels une très petite minorité richissime et minoritaire – le fameux 1 % dénoncé par les IndignéEs [sic] – consolide son pouvoir » (p. 20). Il soutient mordicus que ces accords sont « visiblement nuisibles à leurs populations ». À la page 21, l'auteur réfute la théorie économique qui les soutient et veut comprendre leurs principes généraux, ainsi que les acteurs à qui ils profitent, et ce que peuvent être leurs conséquences à court et à long terme. Sa démonstration s'étale sur trois parties. Dans la première, il passe en revue de façon critique quelques « principes » du libre-échange, tels le secret entourant les négociations, les stratégies des parties, l'élimination des frontières, la protection des investissements, etc. Il fait ensuite un survol historique des différentes phases des accords de libre-échange depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Vaillancourt situe le début de ce courant libre-échangiste aux accords économiques signés à Bretton Woods (New Hampshire) en 1944 qui ont dessiné les grandes lignes du système financier international. Leur objectif principal était de mettre en place une organisation monétaire mondiale et de favoriser la reconstruction et le développement économique des pays touchés par la guerre.

Pour Claude Vaillancourt, ces accords avaient en réalité comme objectif de permettre aux futurs vainqueurs de la guerre de préparer des « [...] lendemains glorieux qui se sont organisés à leur grand avantage. » L'auteur analyse ces institutions dans ce qu'elles ont de négatif, évidemment. Enfin, et en conclusion, l'auteur propose non pas de sortir du libre-échange, titre de sa conclusion, mais d'établir de nouvelles règles plus équitables pour les pays les plus vulnérables. Il parle alors de transparence, de protection de l'environnement, d'élimination de la protection des investissements étrangers, de souveraineté alimentaire, de protection des services publics, bref toutes sortes de mesures susceptibles de limiter le pouvoir des grandes entreprises et de « l'idéologie néolibérale ».



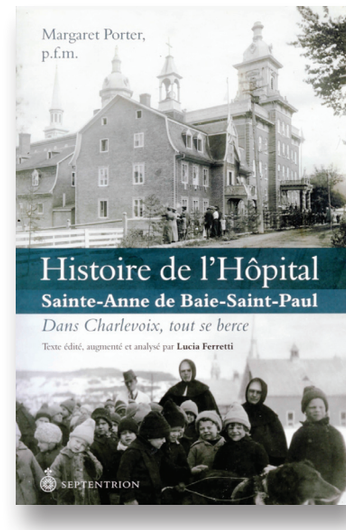
Bernard Élie et Claude Vaillancourt (coord.)
L'économie toxique
Mont-Royal, M éditeur, 2014, 148 pages

Le prolifique essayiste et président d'ATTAC Québec ne s'arrête pas là dans sa croisade anti néolibéralisme puisque, la même année, il a coordonné avec Bernard Élie, professeur en sciences économiques à l'UQAM, le petit ouvrage *L'économe toxique*. Avec l'aide de huit collaborateurs, cet essai s'efforce de démontrer la « toxicité » du système économique dans lequel nous évoluons. Nous nous instruisons ainsi sur les effets délétères pour la société de l'économie libérale actuelle dans des domaines tels l'enseignement de l'économie, l'économie financière, les paradis fiscaux, les lobbies, les inégalités, etc. La petite taille de l'ouvrage (150 pages) oblige à une certaine concision des textes, ce qui entraine une certaine vertu pédagogique, mêlée parfois à un caractère « profession de foi militante ». Sylvie Morel, par exemple, déplore qu'à l'université l'on n'enseigne que les théories économiques libérales et que cela empêche de penser l'économie dans sa réalité actuelle ou autrement. Éric Pinault, lui, s'attarde sur l'importance démesurée de l'économie financière actuelle. Nous apprenons ainsi qu'en 2013, il s'est produit pour 73 tétra dollars (un tétra=1000 milliards) de biens et services dans le monde pour 1883 tétra dollars en biens strictement financiers. Dans le même ordre d'idées, Bernard Élie condamne les banques privées. Il suggère également quelques mesures pour réduire l'emprise du secteur financier sur l'économie mondiale dont, entre autres, l'instauration d'une « gouvernance mondiale ». Fidèle à ses préoccupations, Claude Vaillancourt s'en prend aux paradis fiscaux et déplore le manque de volonté des gouvernements à agir contre eux. Il est en revanche avare de solutions concrètes pour endiguer ce fléau.

L'on retrouve évidemment dans cet ouvrage la sempiternelle dénonciation de l'inégalité croissante des revenus entre le 1 % dominant et les 99 % dominés. On flirte là avec la paupérisation absolue de Karl Marx. Mais paradoxalement l'on retrouve aussi sous la plume d'Yves-Marie Abraham des exhortations à réduire la consommation, au nom de l'écologie cette fois. Faire le lien entre paupérisation et surconsommation n'est pas toujours évident. Mais ce n'est pas l'objectif de ce manuel, comme du précédent. L'objectif des pamphlets de M Éditeur est de fournir aux militants de l'argumentaire-choc pour ébranler les certitudes néolibérales. C'est dans cet esprit qu'il faut les lire.

D'HOSPICE À CENTRE HOSPITALIER

Marie-Claude Thifault
Professeure agrégée, Chaire de recherche sur la francophonie canadienne en santé, Université d'Ottawa



MARGARET PORTER ET LUCIA FERRETTI
HISTOIRE DE L'HÔPITAL SAINTE-ANNE DE BAIE-SAINT-PAUL. DANS CHARLEVOIX, TOUT SE BERCE
Québec, Septentrion, 2014, 259 pages

C'est entre 1975 et 1980 que sœur Margaret Porter a rédigé *Mille en moins* devenu sous la plume avisée de Lucia Ferretti *Histoire de l'Hôpital Sainte-Anne de Baie-Saint-Paul. Dans Charlevoix, tout se berce*. Sœur Porter, directrice de l'école de réadaptation de l'hôpital, malgré la commande qui lui avait été passée d'écrire précisément sur la réforme qui anima l'institution, décida plutôt de témoigner de la principale œuvre des Petites Franciscaines de Marie pour attirer l'attention du lecteur sur les personnes vivant avec un handicap intellectuel. Son manuscrit ne satisfit pas les attentes de la direction de l'institution et ne fut pas édité. C'est donc entre les mains de l'historienne Lucia Ferretti, spécialiste de l'histoire socioreligieuse, que l'ouvrage, remanié et enrichi de quelques passages tirés d'un article paru dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*[1], est publié plus de trente ans plus tard.

Vingt courts chapitres présentent l'institution sur près d'un siècle, de l'arrivée du curé Ambroise Fafard à l'automne 1889 au déploiement dans les années 1960 et 1970 de l'intégration sociale des personnes vivant avec des incapacités intellectuelles. Selon la ronde des saisons, le paysage charlevoisien s'anime sous la plume de Porter. De riches tableaux aux métaphores évocatrices, inspirées des multiples aspects de la nature, nous font découvrir l'histoire du modeste hospice. Celui-ci, d'abord voué à l'accueil des vieillards pauvres et infirmes de Baie-Saint-Paul comme de tout Charlevoix, laissera ensuite affluer, pour céder aux exigences du gouvernement, les aliénés ainsi que « les jeunes enfants mal arrivés du néant et les adolescents mal accordés au pas de la caravane » (p. 223). L'acquisition de la maison rouge, la signature du premier contrat entre Fafard et le gouvernement au printemps 1891, l'arrivée des Petites Franciscaines de Marie en novembre de la même année ou celle de Cléophas à l'automne 1897 sont les points de départ pour raconter que « c'est jour après jour que se vit la vie » (p. 49) à l'hospice. Malgré les chagrins, les misères, la fatigue et l'épuisement, « le soleil se lèvera quand même » (p. 61) sur une autre journée, une autre saison ou une nouvelle année remplie de défis. Car les défis sur les « Chemins de misères » (chapitre 9) sont nombreux à s'ajouter au labeur du quotidien tels les incendies qui ont ravagé plusieurs fois l'hospice ou la situation économique qui invite à plus d'austérité de vie. Avec sagesse ou spiritualité, Porter pose un regard lumineux sur l'œuvre des Petites Franciscaines de Marie en insistant peu sur la contribution exceptionnelle des hospitalières pour attirer notre attention sur les prouesses habiles ou les exécutions maladroites – néanmoins utiles – des nombreux hospitalisés qui avaient tous un petit quelque chose d'unique. Rendre compte ainsi de l'expérience des hospitalisés est inusité, dans les années 1970, alors que cette approche sera popularisée une décennie plus tard par l'historien Roy Porter[2].

Ferretti mesure la contribution de sœur Porter à l'historiographie comme étant inédite, solide sur le plan historique et renversante sur le plan spirituel.

« Virage et tournant » (chapitre 16) accueille discrètement dans le texte de Porter des compléments d'information de Ferretti qui attisent l'intérêt du lecteur. En particulier, les ajouts sur le contexte de la Révolution tranquille qui entraine la transformation radicale des établissements psychiatriques suite aux recommandations du rapport Bédard. Ferretti précise également, dans le chapitre suivant, que les changements majeurs exigés sont mis en place grâce à l'arrivée de nouveaux professionnels, l'ouverture d'une école de gardes-malades et l'embauche de nombreux spécialistes dans divers domaines de la réadaptation. Dans « Mille en moins » (chapitre 19) – à partir de 1965, près de mille résidents quittent l'hôpital – Ferretti s'impose davantage et permet au lecteur de découvrir l'envergure du centre médicopsychopédagogique qui se déploie à l'Hôpital Sainte-Anne et qui « représente une richesse pour le Québec tout entier » (p. 211). C'est en 1972 que la Loi sur les services de santé et les services sociaux entre en vigueur et que les hôpitaux psychiatriques cessent d'exister comme établissement distinct et spécialisé. L'année 1973 enregistre un tournant sans conteste, soit la passation des biens à l'État : l'hôpital prend le nom de Centre hospitalier de Charlevoix et aucun membre de la congrégation ne siège au nouveau conseil d'administration. Je pense que le lecteur aurait aimé ici que le ton de Porter s'enflamme un peu. Au lieu de cela, elle reste calme :

> Il serait présomptueux de poser « l'acte aristocratique » d'un jugement qui se voudrait valable sur l'actuel courant de normalisation. Il nous est permis tout au plus de situer et d'observer un phénomène qui, depuis quelques années, s'impose en facteur de réadaptation particulièrement au niveau de la déficience mentale (p. 216).

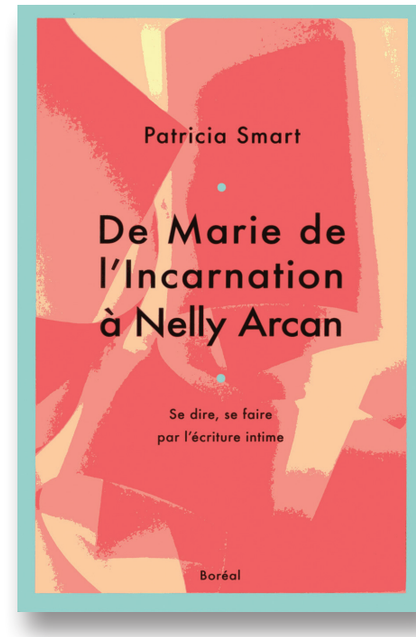
L'avant-propos de Ferretti prépare le lecteur au fait que sœur Porter était peut-être mal outillée pour relater à vif les événements récents des années 1960 et 1970, alors qu'elle était, pendant la réforme, une actrice de premier plan dans son rôle de directrice de l'école de réadaptation de l'hôpital. Néanmoins, Ferretti mesure la contribution de sœur Porter à l'historiographie comme étant inédite, solide sur le plan historique et renversante sur le plan spirituel. Et si une première lecture de l'ouvrage ne permet pas au lecteur, selon l'historienne, d'en saisir toute la richesse, le dernier chapitre « Pour une conversion du regard », écrit par Ferretti, remédie à cette situation. Il s'agit là d'un apport majeur au livre. Le style réfléchi, le ton posé et la critique honnête séduisent le lecteur. La fine analyse de Ferretti nous rassure en confirmant, entre autres, que les Petites Franciscaines de Marie ont mal encaissé les recommandations de la commission Bédard ; que les choix du gouvernement rendent impossible après 1928 la poursuite des activités de l'asile-école ; que les professionnels qui débarquent à l'hôpital entre 1960 et 1980 ont regardé les religieuses avec beaucoup de condescendance… En fait, de nombreux irritants, des confrontations, des revers aussi – faisant partie de la trame historique de l'Hôpital de Sainte-Anne de Baie-Saint-Paul – que ni les magnifiques photographies ni la plume imagée et aimante de sœur Margaret Porter ne révèlent explicitement. ❖

1 Lucia Ferretti, (2011-2012) « De l'internement à l'intégration sociale. L'Hôpital Sainte-Anne de Baie-Saint-Paul et l'émergence d'un nouveau paradigme en déficience intellectuelle, 1964-1975 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 65.2-3 : 331-361.

2 Roy Porter (1985) 'The Patient's View. Doing Medical History from Below', *Theory and Society*, vol. 14, no 2 : 175-198.

L'IDENTITÉ AU CŒUR DES ÉCRITS INTIMES DES QUÉBÉCOISES

Françoise Bouffière
Écrivaine



PATRICIA SMART
DE MARIE DE L'INCARNATION À NELLY ARCAN. SE DIRE, SE FAIRE PAR L'ÉCRITURE INTIME
Montréal, Boréal, 2014, 428 pages

Patricia Smart est professeure émérite à l'Université Carleton et auteure d'*Écrire dans la maison du père, l'émergence du féminin dans la tradition littéraire du Québec* (1988) ainsi que des *Femmes du Refus Global* (1998). Quel plaisir de la retrouver dans cet essai au titre tout aussi audacieux que son contenu.

L'ouvrage de plus de 400 pages analyse les écrits intimes des femmes, de la Nouvelle-France jusqu'aux années 2000. Il fait entendre la singularité des voix féminines «qui ont accompagné et rendu possible les grands moments de l'histoire officielle du Québec.»

Il est donc question ici de représentations subjectives livrées par différents types d'écritures personnelles dans un contexte culturel spécifique et dans un rapport avec l'identité sexuelle de leurs auteures.

L'auteure a choisi volontairement d'organiser le livre de façon chronologique. La première partie du livre est entièrement consacrée aux écrits de Marie de l'Incarnation (Les Relations et la correspondance). 1654 est l'année de la rédaction de la première autobiographie de cette grande mystique et le lecteur comprend il n'y en aura plus d'autres avant 1661. Cette absence ou ces «autobiographies de l'absence», conduisent Patricia Smart à analyser d'autres formes d'écriture personnelle: la correspondance (1748-1862) et le journal intime (1843-1964) avant de retourner à l'autobiographie, «ce courage du Je» (1965-2012), pour finir avec les autofictions de Nelly Arcan.

L'essayiste nous fait découvrir Marie de l'Incarnation en relatant son évolution en deux chapitres. Le lecteur y suit la passionaria de Dieu dans toutes ses contradictions: du désir de liberté et d'action que la religieuse n'aurait pas pu combler en France, jusqu'à la recherche du total anéantissement de soi. C'est passionnant. Le tout se lit comme un roman où s'entrelacent le quotidien et le divin, la puissance de l'érotisme, l'angoisse de l'amour maternelle et l'abnégation jusqu'au mépris de soi.

La deuxième partie de l'essai comprend deux chapitres. Le premier «Te dire que je suis là» donne à lire les lettres d'Élisabeth Bégon à son gendre Michel de Villebois de la Rouvillière. Ces lettres, chroniques mondaines et familiales de la vie au XVIII[e] siècle «dans une colonie pas très sûre d'elle-même, se sachant pas tout à fait civilisée selon les standards de la métropole, mais aspirant à le devenir», sont d'abord et avant tout des lettres d'amour qui évoquent «l'absolue nécessité du lien avec l'autre.»

Patricia Smart constate à travers cette correspondance que les femmes de cette époque et de cette classe sociale sont relativement libres de s'exprimer et d'agir à leur guise. Ceci, en partie, parce qu'elles ne sont pas encore emprisonnées par la maternité contrairement à Julie Papineau qui fait l'objet du deuxième chapitre, «On ne nait pas mère, on le devient», et qui écrit alors qu'elle a déjà plusieurs enfants.

Écritures féminines par leur contenu et leur forme, ces textes jettent une lumière sur la réalité nationale des rêves et des accomplissements des fondatrices jusqu'au long repli sur soi qui a suivi la Conquête, dont les effets, si on en juge par leurs témoignages, n'ont pas cessé de se faire sentir, malgré d'immenses pas vers la libération (p. 397).

Julie Papineau, comme on le sait, a dû accepter les absences prolongées de son mari et assumer seule les problèmes de santé de ses enfants. Elle adresse donc à son mari des lettres qui traduisent souvent la colère et l'amertume d'une femme passionnée de politique que la vie a finalement cantonnée au foyer et à une plainte sans fin. Pourtant, les idées de Julie Papineau, nous dit Smart, «préfigurent celles qui seront exprimées plus d'un siècle plus tard par des artistes indépendantistes comme Hubert Aquin et Denys Arcand à propos de l'ambivalence des Québécois devant la réalité canadienne». Époque difficile pour les femmes alors que la Chambre d'assemblée présidée par Papineau lui-même leur enlève le droit de vote et qu'un «enfermement grandissant des femmes dans le rôle maternel et une réduction progressive de leurs possibilités d'actions» se fait de plus en plus sentir.

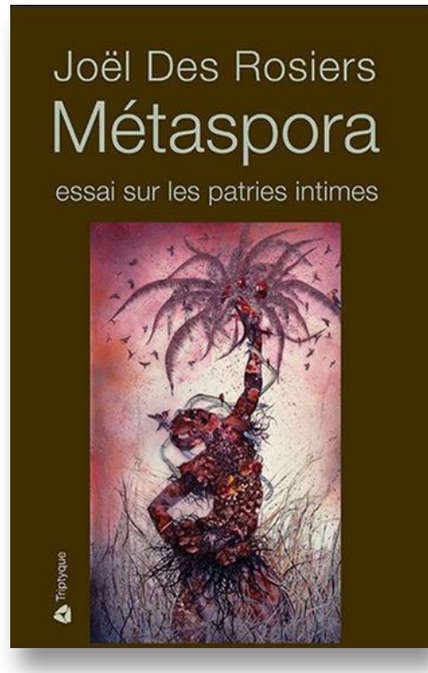
Dans la troisième partie: «Écrire pour soi: le journal intime (1843-1964)», l'auteure continue sa méticuleuse recherche en épluchant de nombreux journaux personnels. Ceux qui ont été retrouvés sont rédigés par des femmes appartenant à une certaine élite (les Dessaulles, McGil, Cartier, Lacoste, Marchand, Dandurant ou Laurendeau). Les diaristes s'y préoccupent d'identité tout en y tenant leur agenda social (les sœurs Joséphine et Hortense Cartier). C'est visiblement le désir de trouver un mari acceptable aux yeux de tous qui prime alors. Ces journaux sont souvent écrits sous l'œil contrôlant des religieuses et la question de le partager ou non avec le futur conjoint fait couler beaucoup d'encre. À la fin du siècle, les journaux intimes d'Henriette Dessaulles et de Joséphine Marchand, ces deux rebelles nous dit l'auteure, exposent de façon évidente la douloureuse question de l'autonomie de la femme dans un contexte étouffant. Les liens difficiles avec la mère ou la belle-mère s'y retrouvent souvent relatés. Ces mères condamnées aux sacrifices se révèlent être geignardes, exigeantes et jamais satisfaites conformément «à l'archétype négatif de la mère canadienne-française».

La quatrième partie de l'ouvrage «Écrire pour se mettre au monde: l'âge de l'autobiographie (1965-2012)» fait entendre des voix féminines issues de milieux autres que celui de la bourgeoisie. Il s'ouvre sur le livre de Claire Martin *Dans un gant de fer* dont l'essayiste vante la valeur historique et la qualité de l'écriture. L'étude des écrits des Lise Payette, France Théoret, Denise Bombardier, Marcelle Brisson, Adèle Lauzon et Gabrielle Roy, entre autres, interroge le rapport à la pauvreté et les différentes réactions qu'elle provoque d'une part, mais aussi le rapport à la mère et toujours, ce nœud à défaire pour pouvoir s'en séparer. L'ambivalence de la fille vis-à-vis de la mère jugée souvent écrasante est au cœur des propos de ces femmes au même titre que la nécessaire écriture pour se réconcilier avec soi-même et devenir autonome. Je laisse au lecteur le plaisir de lire les excellentes analyses littéraires faites par Patricia Smart dans cette riche partie du livre.

VOIR DE MARIE...
suite à la page 28

L'HOMME RAPAILLÉ DES CARAÏBES

Pascal Chevrette
Chef de pupitre, essais littéraires



Joël Des Rosiers
Métaspora. Essai sur les patries intimes
Montréal, Tryptique, 2013, 320 pages

À première vue, *Métaspora* est un titre qui fait sourciller. Néologisme forgé par le poète québécois d'origine haïtienne Joël Des Rosiers, il recèle de nombreuses significations et s'apparente à « diaspora » ; disons qu'il approfondit l'idée de la dispersion en l'amenant du côté de l'art et de l'imaginaire.

Les essais, notes de lecture, conférences et entretiens qui composent cet essai original explorent les aspects d'une esthétique se voulant « transnationale » et « postcoloniale ». Après un texte d'introduction où il présente sa notion (« Fabriques de la métaspora »), Des Rosiers l'applique aux œuvres de plusieurs écrivains, poètes et artistes, principalement originaires des Caraïbes, qui ont tâché, par l'art – par la sublimation – de se guérir des blessures et drames issus d'un passé colonial.

Des Rosiers est un poète prolifique, médecin et aussi psychanalyste. Sa prose, précieuse et élégante, florissante, se nourrit à ces trois racines et allégeances. Ayant étudié en Europe, il réside actuellement au Québec où il pratique la médecine. C'est un homme de science à l'âme de poète, un poète qui procède en médecin. Cet heureux mélange se retrouve également au cœur de sa poésie tout habitée par le symbolisme des plantes, les souvenirs et la célébration de la vie. Dans un entretien passionnant (« Brûlerie Saint-Denis »), on y apprend également que Des Rosiers a contribué à l'inscription du concept d'écriture migrante dans le champ littéraire québécois. Sa métaspora achève ainsi une réflexion sur le travail intime de la culture que provoque l'expérience de l'exil et de la migration.

Les divers textes de son *Essai sur les patries intimes* constituent donc un vaste commentaire de sa vision esthétique. Dans un superbe texte d'introduction, « Élégies », Des Rosiers interroge la figure emblématique de l'arrière-grand-père, Alix Olivier, pour comprendre sa « filiation douloureuse » à l'univers colonial haïtien. Tout en commentant les œuvres d'écrivains issus de la créolité (Lautréamont, entre autres, né en Uruguay) ou encore en explorant la sensibilité du poète Saint-John-Perse, Des Rosiers ouvre nos horizons sur l'espace littéraire caribéen. Se faire sa propre interprétation de soi, être « le contemporain de soi-même », tel semble être son mantra. Une « Oraison pour Édouard Glissant », des références à Aimé Césaire, des écrits sur Frantz Fanon, permettent également de mieux comprendre ses nourritures intellectuelles. Le livre est construit en trois parties : « Esthétique et littérature de la métaspora », « Dialogues » et « Modes de fabrique et autres applications ».

Du déracinement

L'expression « patries intimes » n'est pas qu'un jeu de mots de psychanalyste. Elle est empruntée à l'écrivain argentin Jorge Luis Borgès qui parlait ainsi de Genève, mais on la retrouve également chez le poète québécois Nérée Beauchemin. La patrie intime, c'est le nouveau point de départ de l'exilé, du déraciné ; c'est une aventure dans des territoires, des paysages, objets d'espoir et de désir. Dans un essai précédent, *Théories caraïbes*, des Rosiers écrivait cette idée aux accents étrangement mironiens :

> Le véritable lieu de naissance est celui où l'on a porté, pour la première fois, un regard d'étranger sur soi-même : mes premières patries ont été des terres étrangères. J'ai aimé ces rapports étrangement élusifs, étrangement intimes qui existent entre un homme et des terres chaudes dont il est dépossédé pour miser ses efforts sur des terres promises, désormais objet de son désir.

L'un des chocs de Miron n'avait-il pas été de se sentir étranger en son propre pays ? Son premier effort de poète – et Des Rosiers le rappelle dans « Brûlerie St-Denis » – a été de se reconquérir dans l'intimité, en explorant l'amour et ses « pâturages », ses territoires, pour s'ouvrir par la suite à des horizons plus larges, politiques, sociaux, culturels, identitaires. Chez Miron, si engagement il y a, il s'adjoint à ses chants d'amour. Malgré les différences d'époques et d'idéologies, la démarche de Des Rosiers semble répondre à la même énergie, au même vitalisme.

Alors que généralement le membre d'une diaspora se pense à l'aune de la patrie quittée (sous le mode de l'exil, comme Ulysse sur les mers), est « métasporique » celui qui, bien au contraire, évite cette « perversion digitale de la nostalgie » – telle est l'expression de Des Rosiers – pour voir plus large, transcender le récit de ses origines, naître à lui-même dans le mélange artistique des références, des lieux parcourus et des cultures rencontrées. Mélange, métissage, hybridité, créolité sont des maîtres mots pour entrer dans cet univers.

Évidemment, une telle pensée cherche à se proposer comme réponse aux bouleversements provoqués par la mondialisation des cultures et aux problématiques identitaires générées par les phénomènes de l'immigration et de l'intégration culturelle :

> Les flux migratoires et la superposition des histoires ont largement contribué à déstabiliser les identités, ont engendré une pluralité et une diversité de mémoires, de perceptions et d'imaginaires collectifs dont le choc et les entrelacs ont produit des effets inédits que j'appelle métaspora.

En étudiant ces effets dans l'art, Des Rosiers poursuit son idée en affirmant plus loin que « le paradoxe de la globalisation, par les résistances à la dilution culturelle et à l'homogénéisation, favorise le retour au local, à l'intime, dans une démarche progressive de conquête de l'autre en soi. » Nous ne sommes plus dans le paradigme de la décolonisation ou de lutte contre l'aliénation. L'affirmation identitaire s'effectue, selon sa logique, un peu comme la photosynthèse, en incorporant l'autre culture. Résulte du constat de ces expériences de déracinement, un engagement dans l'art et dans le travail de la culture. La littérature apparaît comme le parangon d'un processus de guérison : le littéraire rejoint ici le médecin, comme dans l'œuvre de l'écrivain portugais Antonio Lobo Antunes que commente Des Rosiers, comme chez Jacques Ferron, qu'il évoque.

Des trajectoires fulgurantes

Nombreux sont les cas d'artistes et écrivains couverts par Des Rosiers : Perse, Lautréamont et Antunes, mais aussi la

Voir Métaspora
suite à la page 28



De Marie...

suite de la page 26

Pour clore ce livre remarquable, Patricia Smart nous donne à entendre le cri de Nelly Arcan piégée plus que toute autre dans son corps, dans l'image qu'elle a projetée d'elle-même alors qu'elle aurait tant voulu être reconnue comme la grande écrivaine qu'elle était. C'est une voix tragique, obsédée par la peur de ressembler à sa mère, que l'essayiste nous transmet à travers l'analyse de *Putain*, de *Folle* et d'un recueil de textes inédits : *Burqa de chair*. C'est également un moi anéanti comme celui de Marie de l'Incarnation, un moi qui tend à se désincarner jusqu'à la perdition : celui de la sainte et de la putain réunies en une seule, sous la plume lucide de Patricia Smart dont je transmets la conclusion :

> Écritures féminines par leur contenu et leur forme, ces textes jettent une lumière sur la réalité nationale des rêves et des accomplissements des fondatrices jusqu'au long repli sur soi qui a suivi la Conquête, dont les effets, si on en juge par leurs témoignages, n'ont pas cessé de se faire sentir, malgré d'immenses pas vers la libération (p. 397).



Métaspora

suite de la page 27

romancière haïtienne Maryse Condé, l'écrivaine Marie NDiaye, le rappeur Wyclef Jean. La méconnaissance de certaines des figures abordées par Des Rosiers prive malheureusement le lecteur néophyte d'une pleine saisie de ses études. Certaines incursions permettent néanmoins de belles découvertes, comme c'est le cas de l'artiste Wangechi Mutu et du parcours « métasporique » de Wyclef Jean, des poètes Frankétienne et Magloire de St-Aude.

Par leurs arts, tous recherchent « la réparation de séquelles invisibles de l'héritage colonial ». Ce sont des odyssées intimes, où le drame est une « condition de l'art ». Chacun témoigne de sa trajectoire. Dans chaque cas, le passé ne fige pas l'identité. Le poète René Char écrivait que « notre naissance n'est précédée d'aucun testament » : un vers qui s'applique à merveille à la pensée de Des Rosiers.

Dans le portrait introductif de son grand-père, dont la trajectoire coïncide avec les révolutions d'Haïti et les combats pour la liberté de l'ère coloniale, Des Rosiers scrute, interroge et interprète une photo de l'aïeul qui lui révèle cet héritage non écrit à partir duquel il élabore, « métasporiquement », les propres aspects de son identité. Une identité qui ne s'inscrit pas dans le socle d'une tradition ou une reprise du même, mais qui se définit dans une démarche créative. Nous n'avons donc pas affaire à un regard blessé jeté sur la patrie abandonnée et idéalisée, mais bien tourné vers l'avant. C'est, en quelque sorte, l'art de la trajectoire et la courbe du destin que poursuit Des Rosiers, qui semble encourager une façon de travailler le monde à partir de ses déterminations, sans verser dans la nostalgie. Il parle de « multiples allégeances » et de « mouvement de camouflage » : la culture lui entre par les pores de la peau. Dans un texte révélateur (« L'Afrique invisible »), Des Rosiers tâche de surmonter les obstacles à cette démarche en analysant à l'aide des outils de la psychanalyse les origines et les pièges du racisme et de l'esclavagisme.

En une époque de globalisation qui en appelle peut-être à réinterroger le rôle du local dans le monde, où les intimités sont bousculées, où la question complexe de l'intégration culturelle suscite problématiques et interrogations, la métaspora de Des Rosiers est peut-être le geste d'un poète qui tente de penser une nouvelle étape à franchir dans les interactions entre les cultures.

Du ré-enracinement

En novembre 2011, Des Rosiers reçoit le prix Athanase-David. Dans son discours de réception, « Gouverneur de l'hiver », il confie : « Le Québec est le lieu qui a accueilli ma famille, égarée par la terreur de l'Histoire, le lieu de la blessure guérie, le pays dans lequel je travaille, mon territoire de vivre. »

En inventant le mot et en écrivant sur la métaspora, Des Rosiers me semble rechercher avant tout à mettre un mot sur une sensibilité et un état d'âme, un processus d'implantation et de lente assimilation d'une culture autre, et ce, bien plus qu'il ne s'attarde à définir un concept. Au fil de la lecture, on ressent à l'occasion un flou autour de l'idée de métaspora, comme si les significations s'accumulaient et empêchaient d'en avoir une vue nette : le concept gagnerait par moment à être mieux synthétisé. L'essayiste est définitivement plus proche du poète que du théoricien.

Sa métaspora se veut transnationale, postcoloniale ; Des Rosiers la présente à la fois comme une exploration de la langue, comme un « triomphe de la langue intime », comme une recherche esthétique, comme un engagement dans l'art. Sa pensée est combinatoire, elle est postmoderne, aux carrefours des cultures, créole ; son éthique face à l'altérité oppose à l'identité fixe les relations, les rencontres, la corporéité, le mouvement. Ouf ! Sous sa plume, rappelons-le : florissante, les adjectifs fusent : « postapocalyptique », « sporadique », « nomade ». Le résultat a de quoi, par moment, laissé confus.

Alors, que retirer d'une telle lecture ? Pour éclairer le futur lecteur de cet essai sur les patries intimes, une image simple et évocatrice suffit pour comprendre cette sensibilité d'exil et la forme qu'emprunte la prose somptueuse de Des Rosiers : la plante. Du végétal. Des fleurs, des spores. C'est la clef que révèle la magnifique image de la page couverture intitulée *Le Noble Sauvage*, créée par l'artiste africaine Wangechi Mutu. Ce *leitmotiv* au cœur de l'œuvre de Des Rosiers se retrouve dans ses titres de recueil de poésie : *Gaïac* et *Vétiver* (des plantes de Cayes, où il est né), *Savanes*, qui rappelle les paysages laissés en arrière. L'homme a vécu l'épreuve du déracinement et il vit, transplanté, le ré-enracinement dans une autre culture, un autre terroir. C'est la plante qui conserve en elle des éléments du terreau dont on l'a extraite et qui assimile ceux d'un autre. Un lent et patient travail de maturation ; le corps rejoint l'âme ; la médecine rejoint la littérature, les deux guérissent ; les sens stimulent la parole et le verbe.

Cet axe de lecture est central : c'est à travers cette métaphore élémentaire que les textes de cet essai se révèlent pleinement significatifs. En une époque de globalisation qui en appelle peut-être à réinterroger le rôle du local dans le monde, où les intimités sont bousculées, où la question complexe de l'intégration culturelle suscite problématiques et interrogations, la métaspora de Des Rosiers est peut-être le geste d'un poète qui tente de penser une nouvelle étape à franchir dans les interactions entre les cultures. Il ne faut pas oublier que Gaston Miron se parlait et se vivait aussi au travers de plantes et de végétaux : « fardoches » et « claytonies de mai » ponctuent des vers de celui qui veut nommer « les maladies de la tourbe et de l'être » qui l'accablent, de celui qui cherche « les fleurs avancées du monde ». En un certain sens, Des Rosiers est un homme rapaillé qui, comme Miron, célèbre l'amour, la liberté, la vie et sa place au monde. ❖

PARADOXE SUR LE METTEUR EN SCÈNE

Sophie Joli-Cœur
Professeure de français au Collège Montmorency



Brigitte Haentjens
Un regard qui te fracasse. Propos sur le théâtre et la mise en scène
Montréal, Boréal, 2014, 219 pages

Brigitte Haentjens est un peu partout tout en se faisant discrète, dans l'ombre des gradins ou des coulisses. Alors qu'elle vient de renouveler son engagement à titre de directrice artistique du Théâtre français du Centre national des arts jusqu'en 2018, son *Richard III* s'apprête à monter sur la scène du TNM cet hiver. Posture privilégiée, mais parfois malaisée que celle du metteur en scène qui observe sans être vu. Cela nécessite une qualité de présence et d'écoute ainsi qu'une lucidité tant en salle de répétition que dans son rapport aux autres, au monde et à soi. En lisant les propos de Haentjens sur le théâtre et la mise en scène, on entre avec curiosité dans l'intimité de la salle de répétition et de l'intériorité de cette femme de tête non sans ressentir par moments certaines hésitations en raison de contradictions et de zones d'ombre.

Le metteur en scène, un vigile

Il est intéressant de suivre l'émancipation progressive de Brigitte Haentjens en tant que femme, immigrante et metteure en scène avec en contrepoint l'évolution du théâtre contemporain et de la société québécoise. Il a fallu que cette dernière affirme sa vision en tant que metteure en scène et directrice artistique tout en surmontant les intimidations parfois sexistes et le sentiment d'imposture du fait d'être une nouvelle venue dans le milieu théâtral ontarien et québécois. Après une formation chez Lecoq à Paris, Haentjens a adhéré à la mouvance du théâtre expérimental, communautaire et engagé des années 70-80 alors qu'elle était comédienne puis directrice du Théâtre du Nouvel-Ontario. Après quelques années de travail à Montréal en tant que metteure en scène indépendante et directrice du Théâtre Denise-Pelletier, elle fonde en 1997 sa propre compagnie, Sibyllines – sa « maison » qui lui a permis de « devenir adulte » –. Aujourd'hui, avec sa feuille de route bien remplie, Haentjens « se sent plus délinquante », « plus indifférente aux critiques ».

Si sa vision de la mise en scène et ses choix artistiques ont évolué – se sont radicalisés selon ses dires –, certaines constantes sont demeurées au cœur de sa démarche artistique. Tout d'abord, il faut mentionner sa volonté de réinventer le rapport scène-salle en déployant son imaginaire hors les murs ou en jouant avec l'espace de représentation, que l'on pense au jeu admirable de Sébastien Ricard prostré dans un coin de mur dans *La nuit juste avant les forêts* présentée dans une ancienne usine.

[Haentjens] avoue, consciente de ses contradictions, que « le regard des autres sur son œuvre se rapproche d'un regard interdit, à la fois désiré et honni ; le regard d'un inconnu sur ton corps qui te fracasse. »

Pour Haentjens, le choix d'un texte et d'une mise en scène est indissociable de la mise en espace qui est en quelque sorte l'incubateur du projet en devenir. Au cœur de sa démarche de création se trouvent également ses acteurs et actrices emblématiques (Anne-Marie Cadieux, Céline Bonnier, Roy Dupuis, Sylvie Drapeau, Sébastien Ricard, James Hyndman, Marc Béland entre autres) ainsi que ses proches collaborateurs (la scénographe Annick La Bissonnière, les dramaturges Stéphane Lépine et Mélanie Dumont, etc.). Elle offre à ses interprètes des rôles de démesure à la mesure de leur talent. Ces derniers repoussent leurs limites pour certains rôles sous le regard bienveillant, mais exigeant, de cette dompteuse de fauves qui aide les interprètes à apprivoiser leurs émotions et leurs démons. Haentjens reconnaît la complexité, certes stimulante, mais parfois troublante, du rapport entre le metteur en scène et les comédiens : « Il existe bien une forme de désir, de jouissance, et de souffrance dans ce pas de deux qui mène à la création d'un spectacle. »

Chassé-croisé de regards : scène et salle

La relation qu'Haentjens entretient avec le public et plus largement la société est fascinante, mais paradoxale : elle les prend comme point d'ancrage ou point de mire tout en s'avouant dépassée et perturbée par cet « autre » qui demeure toujours un angle mort.

D'un côté, Haentjens en appelle à un véritable dialogue avec le public en dehors des visées promotionnelles convenues. Pour ce faire, elle cherche à créer des ponts avec son public par la publication de cahiers de réflexion autour de ses œuvres et par sa présence quasiment tous les soirs de représentation. D'un autre côté, elle confie que l'entrée en salle du public la bouscule et peut même aller jusqu'à la ravager ou, à l'opposé, la rendre indifférente (ce qui est tout aussi troublant). Elle a parfois l'impression que son jardin secret – la salle de répétition est pour elle un lieu magique hors du temps et des regards inquisiteurs – est piétiné par les spectateurs. Elle avoue, consciente de ses contradictions, que « le regard des autres sur son œuvre se rapproche d'un regard interdit, à la fois désiré et honni ; le regard d'un inconnu sur ton corps qui te fracasse. » Haentjens trouve peu à peu, au fur et à mesure que se dévoile sa pensée, le courage et les mots pour dire l'indicible, pour nommer ces non-dits tapis dans l'ombre de l'inconscient. Elle en vient à soulever le paradoxe entre la nécessité que l'art vivant prenne forme sous le regard d'un public pour exister et les réticences que ce dévoilement provoque. Elle avoue être tentée par moments de se réfugier dans le microcosme formé par la communauté des concepteurs et artistes ; de garder secret ce qui surgit des profondeurs de l'imaginaire et de l'intériorité des artisans et interprètes.

Un autre paradoxe que Haentjens finit par aborder à la fin de son livre – alors qu'on s'attendait à ce qu'elle en parle d'entrée de jeu – est le rapport que le théâtre entretient avec la société. Haentjens, influencée par l'esprit révolutionnaire des années 70, a cherché à ancrer son théâtre dans la communauté, mais elle a tôt fait de créer une distance proprement esthétique, poétique et réflexive avec le réel pour se donner une plus grande liberté de création. En s'arrêtant à la question de l'engagement, elle constate qu'il y a au Québec une rupture entre l'art et le politique en comparaison aux traditions théâtrales européennes plus engagées et que les démarches de créateurs engagés sont trop rares. Elle salue au passage l'audace de Olivier Keimed, Olivier Choinière et Fabien Cloutier qui osent créer un théâtre engagé dans leur époque. Pour sa part, elle concède qu'elle « ne pratique pas de théâtre

Voir Un regard...
suite à la page 30

Un regard...

suite de la page 29



engagé, pas de façon directe, frontale, militante». Mais, du même souffle, elle affirme néanmoins que «Le politique» est au cœur de toutes ses pièces en raison des sujets qui la préoccupent, tels que l'identité féminine, la guerre des sexes et les formes de violence, véhiculés par les écritures d'auteurs (Koltès, Müller, Büchner, etc.) et les productions de metteurs en scène souvent révolutionnaires qui trouvent des voies détournées pour questionner le monde. Ce qui est intéressant dans la position de Haentjens, c'est qu'elle fait ressortir les différentes formes que peut prendre le politique au théâtre qui serait à chercher aujourd'hui davantage dans l'invention de nouvelles formes et de nouveaux langages dramatiques. Cela, afin de «redonner la complexité et la densité au réel», comme le suggère le metteur en scène Joël Pommertat dont s'inspire Haentjens. Cette dernière considère qu'elle s'engage avant tout par son regard et par sa présence au théâtre. La particularité et la force de résistance du théâtre ne résident-elles pas justement dans cet acte de présence des acteurs et des spectateurs?

Peut-être que cette réserve de Haentjens en regard du rapport de son théâtre et de sa propre relation à la société québécoise a quelque chose à voir avec cette gêne d'exister sous le regard des autres qu'elle révèle? Elle confie, sans fausse pudeur, qu'elle est consciente que le théâtre lui permet indirectement une mise en scène de soi, qu'elle rejoue par l'intermédiaire du corps de ses interprètes et des mots des auteurs des «scènes réelles ou imaginaires» de son passé. Ses pièces mettent néanmoins en jeu, involontairement ou volontairement comme dans son *Opéra de quat'sous* (2012) qui faisait écho à la corruption et à la culture populaire du Montréal des années 30, des scènes de l'inconscient collectif du peuple québécois que Haentjens a longtemps hésité à nommer en raison de sa complexité.

En tant que citoyenne, Haentjens dit ressentir de plus en plus le besoin – en réaction contre l'inertie collective engendrée par l'individualisme et le capitalisme – de s'engager et de prendre la parole dans l'espace public, comme en témoignent *Le Moulin à paroles* (2009) et l'événement *Nous?*, organisé dans la foulée du printemps érable (2012), qu'elle a mis en oeuvre avec des amis pour redonner aux mots et à l'intelligence collective leur pleine portée. Et ce, en pleine lumière. ❖

Les ouvrages publiés par L'Action nationale Éditeur



action-nationale.qc.ca

Laurence Hansen-Löve (en collaboration avec Laure Becdelièvre et Fabien Lamouche)

La philosophie comme un roman

Québec, PUL, 2014, 306 pages



Laurence Hansen-Löve est connue pour ses ouvrages d'introduction et de vulgarisation en philosophie. Elle nous propose ici d'aborder la philosophie comme un roman. Un roman? Plus précisément sans doute comme une série de dialogues imaginés avec des grands philosophes. Mais l'analogie, comme elle le précise d'entrée de jeu, se justifie du fait qu'il s'agit d'une œuvre d'imagination. Cela dit, beaucoup de questions et de réponses intègrent des propos tirés des œuvres des philosophes sur la sellette.

Les professeurs de philosophie savent la difficulté d'introduire à la philosophie. S'il existe un bon nombre d'ouvrages d'introduction ou encore destinés au grand public, celui-ci est à ma connaissance d'un genre nouveau et ajoute donc à la diversité des outils proposés. On introduit ici à la philosophie par la voie dialogique et le lecteur a l'impression d'assister en direct à des interviews.

Les philosophes interrogés sont ceux que l'auteure estime les plus «aimables». On ne discutera pas ses choix: ils sont légitimes et de toute manière on ne peut tout aimer ni parler de tout! Ce sont tous assurément de grands philosophes. Elle s'entretient successivement avec Socrate, Épicure, Épictète, Descartes, Spinoza, Hume, Kant, Rousseau, Marx, Nietzsche, Freud, Russell et Arendt. Chaque entretien est précédé d'une courte biographie du philosophe interrogé et d'une liste des titres essentiels.

Les dialogues sont bien menés et ils évitent l'artificialisme. L'intérêt est maintenu tout au long. Les contributions des collaborateurs sont à la hauteur de celles de l'auteure principale.

Comme le suggère l'avant-propos, la formule du dialogue fait toucher du doigt le fait que la philosophie est un interminable dialogue, une infinie conversation où chaque philosophe se rend contemporain, fût-il du plus lointain passé.

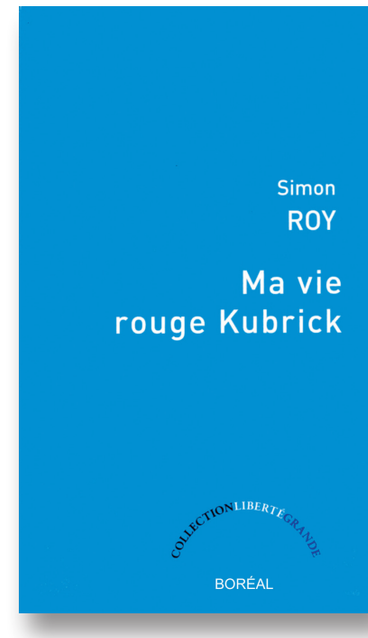
Ces entretiens évitent à dessein le langage technique. Ils cherchent à exposer le meilleur de chacun. Malgré la part d'invention, la reformulation et la traduction, les raccourcis inévitables, les penseurs ne sont pas trahis: on les reconnaît.

En somme, un livre fort recommandable pour qui cherche à s'initier à la philosophie ou simplement prendre un peu de temps pour penser.

Louis Perron
Vice-doyen, Université St-Paul

ROUGE, LA COULEUR DES ABYMES

Andrée-Anne Leblanc
Professeur de littérature, Cégep de Joliette



SIMON ROY
MA VIE ROUGE KUBRICK
Montréal, Boréal, Collection Liberté grande, 2014, 170 pages

> Comme le petit Danny qui retrouve son chemin hors du labyrinthe végétal en marchant à rebours dans ses propres traces, je devrai, guidé par les enseignements terrifiants du *Shining*, revenir sur un passé pénible pour retrouver l'issue vers la lumière et me sortir de ce bourbier (p. 28).

C'est dans cet espace trop exigu – dédales de son inconscient blessé – que nous invite Simon Roy. Invitation étrange, certes, mais qui, somme toute, se prête à une expérience de lecture intéressante. L'aveu de cette obsession presque maladive pour l'œuvre de Stanley Kubrick, *Shining, l'enfant lumière*, se retrouve dès les premières pages de cet essai autobiographique inclassable. Comment exorciser la fêlure insistante et génétique de l'auteur qui semble se refléter à même cette œuvre cinématographique, inspirée du roman du même nom de Stephen King? Peut-être en la transmettant et en l'analysant par une «pédagogie biographique, une forme d'égocentrisme très subtil qui ferait parler le prof de lui-même à travers les textes ou les films qu'il étudie et analyse (p.26)» se questionne tout d'abord cet enseignant du collège Lionel-Groulx. Et bien que cet exercice singulier d'enseignement soit exutoire, il semble que l'écriture de cet essai très intime ait été tout de même une nécessité pour son auteur.

Fulgurance

C'est vers l'âge de dix ans que l'auteur de *Ma vie rouge Kubrick* perdit toute forme de quiétude, seul, devant l'écran de sa télévision qui diffusait les images angoissantes de ce classique de l'horreur. Bouleversé par cette scène de la rencontre terrifiante entre le chef Hallorann, le guide de l'hôtel Overlook, et Danny, le gamin du film, Roy sera à jamais stigmatisé. Car il en viendra même à penser que ce même homme noir s'entretiendra non plus avec le personnage du petit Danny, mais bien avec nul autre que lui-même pour lui dévoiler un obscur et terrible secret.

Ainsi, c'est dans cet esprit que Roy erre, cherche et analyse en compagnie d'un lecteur qui sera rapidement engagé dans une voie de réflexions personnelles multiples, imbriquées les unes dans les autres, donnant cette impression de couches où le noyau, l'origine de son mal, n'est nulle autre que cette même effrayante fêlure génétique. Puis, de façon brillamment organisée, Roy relèvera une série de coïncidences inexplicables aux rapprochements presque cabalistiques entre sa propre vie et l'œuvre de Kubrick.

C'est dans la préadolescence que Roy commencera à faire certains rapprochements entre cette œuvre notoire de Kubrick et certains faits de son patrimoine familial qui lui avaient été, jusqu'alors, tus par ses proches.

Ce que ce dernier nommera «une fascination étrange» pour l'œuvre cinématographique semblera tout d'abord, au lecteur, une obsession, une hantise, quelque chose d'effroyable. Puis, au fil des pages, Roy rassemblera laborieusement un raisonnement social puis finalement personnel où la folie, la dépression et le malaise prendront place. De cette manière, Roy admet être résolument tombé dans les rets du *shining* ou bien peut-être même dans ceux de Kubrick lui-même.

Traumas génétiques

Certes, il sera difficile et assurément moins intéressant pour celui qui n'a jamais vu ce film catalyseur de bien s'imprégner de l'essence insidieuse qui occupe en toutes parts cet essai. Voici donc un petit rappel: l'histoire de Kubrick, qui aura tant hanté la vie de Roy, se déroulera à l'hôtel Overlook, fermé pendant la basse saison hivernale. Jack Torrence, ancien professeur, emmène sa femme Wendy et son fils Danny vivre quelques mois dans l'hermétisme de ces lieux montagneux pour occuper le poste de gardien avec, en tête, l'idée d'écrire un roman. Dès son embauche, il sera averti du drame survenu quelques années plus tôt où l'homme occupant ce même poste aurait assassiné sa femme et ses filles jumelles pour ensuite se donner la mort. Acceptant tout de même le contrat, la petite famille se retrouve très rapidement confrontée à la pesanteur terrible de l'isolement où la folie, tapie dans quelques recoins sombres du labyrinthique hôtel, guette patiemment la figure paternelle. Les prémonitions du petit Danny concernant ce lieu, atteint d'une fulgurance, seront fondées puisque le père, qui est une réincarnation du même meurtrier, pourchassera tout d'abord la mère et ensuite le fils dans les corridors infinis de l'hôtel puis du labyrinthe végétal enneigé qui se retrouve à l'extérieur.

Ainsi, c'est dans la préadolescence que Roy commencera à faire certains rapprochements entre cette œuvre notoire de Kubrick et certains faits de son patrimoine familial qui lui avaient été, jusqu'alors, tus par ses proches. En effet, il apprit par la bouche d'un camarade de classe que sa famille du côté maternel avait été marquée au fer rouge un certain jour de septembre 1942 dans une petite paroisse lanaudoise. Sa grand-mère aurait été assassinée à grands coups de marteau par son mari, le Dr Jacques Forest. Ce dernier aurait ensuite mis fin à ses jours, non sans avoir tout d'abord essayé de rattraper en vain, à travers un champ de maïs – un vrai labyrinthe –, ses deux filles jumelles qui avaient été spectatrices de l'horrible spectacle du meurtre de leur propre mère. Suivit ensuite une multiplication de traumas que Roy qualifiera de génétiques dont la disparition inexpliquée de l'une des jumelles, deux tentatives de suicide chez l'autre (la mère de l'auteur) dont la dernière réussie (la première la mènera en psychiatrie).

Folie meurtrière, sœurs jumelles, démence du père, suicide, labyrinthe... En relevant ces étranges corrélations entre sa propre vie et celles des personnages du film, Roy saisit ce prétexte pour établir une réflexion ayant une portée personnelle, voire intime à saveur psychanalytique, et une réflexion ayant une portée anthropologique, quoique bien trop timide.

> Jacques Forest, en tuant ma grand-mère à grands coups de marteau répétés, n'aura fait que marteler les mêmes crimes qui ont cours depuis la nuit des temps, prolongement inconscient d'une ancestrale tare héréditaire (p. 114).

Voir Rouge...

suite à la page 32

Rouge…

suite de la page 31



Cette tare qui s'obstine dans un gène commun est sans nul doute celle de la folie meurtrière. Le poids de ce questionnement sur l'hostilité de ce gène, de ce trauma, de cet inconscient génétique que porte probablement Roy sera partiellement et habilement transféré sur les épaules d'un lecteur inquiété. Car ce dernier sera invité non seulement dans un parcours où la réflexion est taraudée par la peur des pulsions personnelles de l'auteur, mais aussi de ses propres pulsions puisque « le Mal nous unit tout autant que le Bien. Sinon davantage. Car le Mal, jusque dans ses manifestations d'horreur, est finalement par sa fréquence et son universalité quelque chose de banal » (p.138).

Cependant, en pivotant toujours autour d'un *moi* d'une impudeur déconcertante, Roy fait un survol superficiel de la question alors qu'il détient là un sujet digne d'être approfondi. En effet, il aurait été fort intéressant de guider davantage le lecteur vers cette réflexion inconfortable basée sur l'origine même de nos inclinations naturelles pour le mal.

Aussi, en entrant dans cette idée de trauma, on comprend que les idées suicidaires assombrissent également le tableau familial. Roy s'avouera-t-il vaincu ? Il admettra du moins sans pudeur qu'elles sont bien là, à le guetter patiemment en attente d'une occasion, d'une faille où se glisser. Puis, il saura nous rassurer en précisant qu'il n'en veut point à cette mère qui s'est suicidée, à moins que sa propre fille n'essaie un jour à son tour ce même point final puisqu'« elle [a] semé dans la famille l'idée que le suicide est une option désormais envisageable pour tout régler quand tout tourne mal » (p. 151).

L'impasse

> Et si Stanley Kubrick voulait nous dire que nous ne sommes, jusque dans la boucherie et la cruauté, que des variations sur un même thème… Et si son *Shining* contribuait à démontrer que l'on commet toujours les mêmes erreurs… Il n'y a pas d'issue, nous sommes condamnés à reproduire les pires calamités de génération en génération, de siècle en siècle (p.114).

Un peu de la même manière que le petit Danny réussissant à s'échapper de la folie incarnée par son père, ce « fou aux abois », dans les couloirs végétaux dédaléens à l'extérieur de l'hôtel Overlook, les sœurs Forest « [p]lanquées, à l'abri dans le labyrinthe opaque des longues tiges de maïs deux fois plus hautes qu'elles […], l'ont, semble-t-il, échappé belle (p. 102) ». Ce *semble-t-il* affecté se révèlera important puisque l'essayiste, les mains liées à son destin génétique, s'admettra également pris au piège de la même manière, la folie le talonnant dans quelques recoins de sa vie. Puis, il réussira même à laisser le lecteur quelque peu troublé puisqu'« au-dessus de ma tête [celle de Roy], le soleil s'évertue à essayer de déjouer les nuages » (p. 158).

Bien au-delà de cette toute première impression d'impétuosité post-adolescente pour ce film américain, Roy parvient, au fil des pages, à démontrer que l'art, peu importe sa forme, sa source ou son essence, peut parfois être l'outil propice à l'affranchissement d'un *moi* troublé, confus dans les méandres d'un inconscient génétique meurtri. En effet, dans ce cas-ci, il admet utiliser le septième art en guise d'« œuvre tampon », car « [e]sthétiser la souffrance pour ne pas avoir à regarder l'horreur dans les yeux » (p. 28), voilà un des infinis mandats de l'art. ❖



Les Cahiers de lecture depuis 2007

25 numéros, plus de 750 recensions, des collaborateurs de tous les horizons

(tous les anciens numéros sont en vente à la boutique : **action-nationale.qc.ca**)

L'ERREUR HISTORIQUE DE RENÉ LÉVESQUE

Daniel Gomez
Chef de pupitre, essais politiques



SIMON-PIERRE SAVARD-TREMBLAY
LE SOUVERAINISME DE PROVINCE
Montréal, Boréal, 2014, 226 pages

Qu'est-ce qu'une «erreur» historique ? Une bourde de proportion colossale, une décision malheureuse qui change le cours de l'histoire. En mal.

– *Marianne*, mercredi 31 juillet 2013

En lisant l'essai de Simon-Pierre Savard-Tremblay, j'ai eu l'impression de revoir un vieux film dans lequel j'avais eu un tout petit rôle et qui s'était très mal terminé. Le scénario en était relativement simple : l'histoire se passe au Québec lors d'une élection provinciale de 1973. Quelques jours avant le vote, le Parti québécois distribue dans les résidences du Québec une petite carte qui déclare que l'enjeu de l'élection consiste à élire un bon gouvernement et que la question de l'indépendance se règlera à une date ultérieure.

À la page 115 de son essai, Savard-Tremblay mentionne ce fait apparemment anodin et qualifie cette carte d'«étonnante». Elle avait en effet étonné aussi les militants fiévreux et pointilleux que nous étions à l'époque ; il y avait de quoi : elle venait en totale contradiction avec le programme de notre parti qui ne faisait aucune distinction, ou si peu, entre la prise de pouvoir et la déclaration d'indépendance. Elle fut très fraichement accueillie dans certaines régions et quelques candidats refusèrent même de la distribuer. Cette entorse majeure au programme du PQ n'a même pas suffi à augmenter le nombre d'élus indépendantistes ; mais le ver était dans la pomme et, au congrès du parti en 1974, les membres adoptèrent une démarche qui dissociait la prise du pouvoir de la déclaration d'indépendance.

Alors là, ça devenait plus confus, le nombre d'étapes pour accéder à l'indépendance se multipliait. Le PQ devait en premier gagner une élection comme gouvernement provincial, puis gagner un référendum sur un mandat de négocier, puis négocier avec Ottawa les éléments d'une association indissociable de la souveraineté, et enfin tenir un autre référendum pour entériner le résultat des négociations avec le gouvernement fédéral ! (p. 198) Cela consacrait la victoire de la vision stratégique de Claude Morin, le nouveau gourou politique de René Lévesque. L'«étapisme» était né et le «référendisme» aigu se propageait parmi la gent indépendantiste.

> C'est alors que s'amorce le glissement vers le souverainisme de province. L'année 1974 représente le point de non-retour. Le Parti québécois a franchi une frontière de façon irréversible, adoptant carrément une nouvelle culture politique (p. 128).

Il me souvient qu'à l'époque, je soutenais avec d'autres militants que cette démarche était suicidaire, que nous mettions la main dans une «tordeuse» d'où il serait impossible de s'extraire. Comme nous avions raison ! Et comme je regrette que nous ayons eu raison…

***Le Souverainisme de province* est un ouvrage essentiel pour quiconque veut comprendre l'évolution et l'état de la question nationale québécoise actuelle.**

C'est de cette erreur historique que nous entretient Savard-Tremblay. Il retrace en 225 pages le processus qui a mené le Parti québécois et le Québec à l'impasse politique dans lequel ils pataugent. Le thème central est évidemment le dramatique choix stratégique de 1973 et ses conséquences «atrophiantes» pour l'indépendance du Québec. L'essai semble tiré d'une maîtrise et cela se ressent un peu ; on aurait pu élaguer ou alléger le propos. Je pense que l'auteur aurait pu défendre sa thèse en une centaine de pages. La conclusion, de la page 195 à 199, est une brillante synthèse pour ceux et celles qui n'ont pas le temps de tout parcourir.

Le livre ratisse large ; pour les plus vieux, il rappellera des temps plus glorieux et il instruira les plus jeunes à l'histoire du mouvement indépendantiste, de la Révolution tranquille à aujourd'hui. L'auteur fait la genèse de l'indépendantisme au Québec, il s'attarde ensuite sur le souverainisme moderne avant d'aborder le cœur de son ouvrage dans la période 1973-1976, celle qui a vu la consécration de l'«étapisme». Il fait finalement le bilan du gouvernement du PQ de 1976 à 1980 avant de s'attarder sur les suites du référendum perdu.

Savard-Tremblay ne fait pas que le bilan de l'erreur historique du tandem Lévesque-Morin ; il propose aussi des pistes d'action. Il invite les indépendantistes à faire consensus sur une réelle vision de l'intérêt national et à mettre de côté la logique partisane. On pourrait par exemple, nous dit-il, *identifier des dossiers sur lesquels les intérêts supérieurs du Québec et ceux du Canada divergent fortement*, la géopolitique de l'énergie et des ressources naturelles, notamment. Ainsi, les différents acteurs politiques n'auraient d'autres choix que de se révéler au grand jour et de choisir leurs camps. Des mesures concrètes telles que la mise en place d'une déclaration de revenus unique, un Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications du Québec et de l'établissement d'une nouvelle Charte de la langue française pourraient participer au parachèvement du pays réel. Cette partie de l'exposé m'a personnellement paru plus faible, ou trop angélique peut-être…

Le souverainisme de province est un ouvrage essentiel pour quiconque veut comprendre l'évolution et l'état de la question nationale québécoise actuelle. Le nombre relativement impressionnant de recensions de l'ouvrage qui ont été faites en un court laps de temps en témoigne : Tania Longpré, du *Journal de Montréal*, Louis Cornellier du *Devoir*, Étienne Boudou-Laforce du *Huffington Post*, Mathieu Pelletier de la revue *Argument*, Bernard Rioux de *Presse-toi à gauche*, *L'Action nationale* et d'autres médias se sont donné la peine d'en parler. Ce que je reprocherais à l'auteur, c'est de ne pas avoir mis davantage l'accent sur la grande responsabilité historique des deux principaux acteurs de ce triste mélodrame : Claude Morin et René Lévesque. À ce propos je ne peux m'empêcher de signaler qu'en 2004 Martin Bisaillon avait déjà souligné en termes très acerbes les profondes lacunes politiques de René Lévesque. Son ouvrage (*Le Perdant*, Les Intouchables, 2004), mal fait et trop iconoclaste, fut fort mal accueilli à l'époque. Et pourtant il disait pour l'essentiel ce que Savard-Tremblay nous redit une dizaine d'années après, dans un essai certes beaucoup plus étoffé.

Bisaillon était très dur avec Lévesque, plus direct que Savard-Tremblay, il le qualifiait brutalement de perdant et non pas de «libérateur de peuple» tel qu'idéalisé par Félix Leclerc. En s'inspirant des mêmes sources que Savard-Tremblay, notamment Pierre Duchesne et Pierre Godin, il tend à démontrer que Lévesque et Morin ont lié de façon inextricable la souveraineté du

VOIR SOUVERAINISME
suite à la page 34

Souverainisme

suite de la page 33

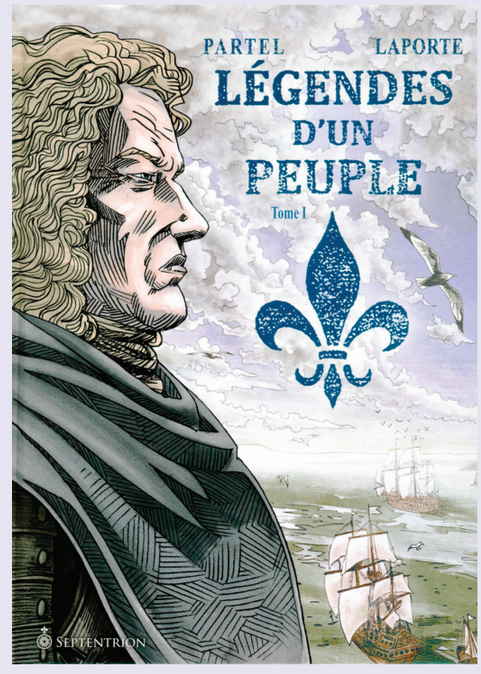


Québec et l'association avec le Canada. Pire, il soutient, déclarations à l'appui, que le référendum n'était pour les deux hommes qu'une arme pour arracher des concessions à Ottawa (p. 49-51). Il est clair pour lui que Lévesque était un médiocre stratège : il a suivi Morin dans une démarche « étapiste » suicidaire ; il lui a gardé sa confiance même après qu'il eut appris qu'il recevait de l'argent d'Ottawa pour ses « services » ; dans les négociations qui ont suivi la défaite référendaire, les deux hommes se sont fait littéralement « rouler dans la farine » par le duo Trudeau-Chrétien. Bisaillon suggère même que Trudeau préférait avoir Lévesque que Bourassa à la table de négociations… « C'était un adversaire plus facile à combattre » (p. 47). Les deux auteurs soulignent que René Lévesque n'a jamais songé à démissionner, même après le revers référendaire cinglant et l'échec constitutionnel humiliant qui s'en est suivi, alors qu'il avait souvent mis sa tête sur le billot lors de congrès du PQ ; chose à priori surprenante et édifiante.

L'essai de Savard-Tremblay a le mérite de mettre le doigt sur la raison principale de l'impasse dans laquelle se trouve le mouvement indépendantiste québécois. Il en désigne les vrais auteurs : Claude Morin, comme penseur, et René Lévesque, comme décideur. La statue du premier a commencé à être déboulonnée, même si on peut s'étonner de l'espace « médiatico-intellectuel » qu'il occupe toujours dans la planète Québec. *Le souverainisme de province* contribuera peut-être à ébranler le culte dont semble encore jouir parmi les indépendantistes et la population en général René Lévesque. Je ne sais pas si c'est souhaitable ; toute société a besoin de héros, tout symbolique puissent-ils être, pour se reconnaitre et se transcender, à fortiori le Québec… ❖

Gilles Laporte et Vincent Partel
Légendes d'un peuple. La bande dessinée
Québec, Septentrion, 2014, 64 pages

Dans le cadre du projet collectif d'Alexandre Belliard, racontant l'histoire oubliée des francophones du Québec et du Canada ayant marqué la nation, vient de paraitre la bande dessinée *Légendes d'un peuple* aux éditions Septentrion. L'historien Gilles Laporte et le bédéiste Vincent Partel y mettent en scène certains des personnages évoqués par Belliard dans les trois tomes de l'oeuvre éponyme parus depuis 2011.



On présente, dans de courtes capsules, cinq personnages historiques : Louis Hébert et son épouse Marie Rollet, une des premières familles à suivre Champlain à Québec, Pierre Le Moyne D'Iberville, navigateur et explorateur, Louis-Joseph Papineau, chef du Parti patriote, Louis Riel porte-parole de la cause des Métis, ainsi qu'Émilie et Nolasque Tremblay, fondateurs du Yukon. La structure de l'album respecte la chronologie historique depuis Louis Hébert, arrivé en 1617, jusqu'aux Tremblay établis au Yukon en 1893, de telle sorte que l'on peut voir certains liens entre l'installation de la famille Hébert à Québec, le courage de Marie Rollet, veuve de Louis Hébert, restée au pays malgré qu'il soit passé aux mains des Britanniques et la bataille navale de D'Iberville contre les Anglais. Dans une suite logique vient le récit des revendications de Papineau pour garantir l'autonomie du Bas-Canada puis celui de la lutte de Louis Riel défendant la liberté des Métis. Les quatre premières capsules évoquent les rapports entre oppresseurs et opprimés durant cette rude époque de colonisation en Amérique. La dernière histoire, dans un registre moins dramatique, raconte plutôt l'installation des francophones dans les Territoires du Nord-Ouest.

Le regroupement des contes répond à une certaine ligne politique qui se confirme avec le dernier texte, une légende wendate qui, d'une part, rappelle le métissage à l'origine de la nation, et d'autre part, sur le mode métaphorique, évoque le rapport de force entre les nations ayant construit le pays et le difficile équilibre à y maintenir. La fable met en scène un Amérindien pêchant pour sa subsistance en harmonie avec la nature : « Nous connaissons cependant chacun la règle du Manitou : jouter à armes égales pour servir de pâture au gagnant », mais l'équilibre est rompu par un militaire anglais chassant le canard avec son arme à feu et qui tue accidentellement l'Amérindien. Dans le phylactère on lit : « Nous formons un grand tout / Ni perdant, ni gagnant, demain ce sera mon fils qui te pourchassera ». Cette légende semble donner tout son sens à l'ensemble de l'album dans lequel la fleur de lys est à l'honneur. D'ailleurs, la dernière planche montre un contemporain, sa guitare au dos devant une baraque identifiée comme étant *La maison du pêcheur*. Doit-on y voir un lien entre le pêcheur amérindien et le fils d'aujourd'hui ? Dans ce dernier tableau, plusieurs indices soutiennent le ton patriotique de l'album : un personnage incarnant Alexandre Belliard avec sa guitare qui fut l'arme des indépendantistes de la Révolution tranquille, devant la maison du pêcheur au-dessus de laquelle flotte le drapeau des Patriotes et qui n'est pas sans rappeler le lieu de rassemblement en Gaspésie des futurs membres du FLQ à la fin des années soixante.

L'album, *Légendes d'un peuple*, est issu d'un projet éducatif louable auprès de jeunes élèves, mais dans son ensemble il ne satisfait malheureusement pas l'envie de connaître l'histoire de la nation francophone. Les récits anecdotiques trop courts favorisent peu la compréhension de ce qu'était la colonisation ni le climat sociopolitique de l'époque. Pour pallier leur brièveté, chacun de ceux-ci est précédé d'une rapide mise en contexte dans un cadre spatio-temporel précis servant à faire comprendre la portée de l'aventure qui est contée. On apprend davantage dans ces résumés que dans l'ensemble des histoires développées. Néanmoins, le souci de précision de l'historien Gilles Laporte se retrouve parfois dans certains phylactères dont la présence permet de saisir les enjeux dont il est question lorsque la narration n'y suffit pas. De plus, dans un souci pédagogique évident, une médiagraphie accompagne également chacune des chroniques du passé.

D'autre part, le choix des anecdotes devant servir à illustrer les périples des francophones en Amérique est discutable. Tantôt on tente de cerner une vie entière en six planches comme c'est le cas de Marie Rollet, tantôt les auteurs ne ciblent qu'un seul évènement, telle la bataille navale de D'Iberville contre les Anglais, se limitant à quelques dessins sans texte pour faire comprendre les affrontements violents de l'époque. L'épopée sur Louis Riel et les Métis, plus longue que les autres légendes, est celle qui nous informe le mieux, par contre on y évoque trop sommairement un personnage important, Marie-Anne Gaboury, grand-mère de Louis Riel et première femme blanche installée dans l'Ouest. Cela dit, l'album a néanmoins le mérite de faire une place significative aux femmes pionnières.

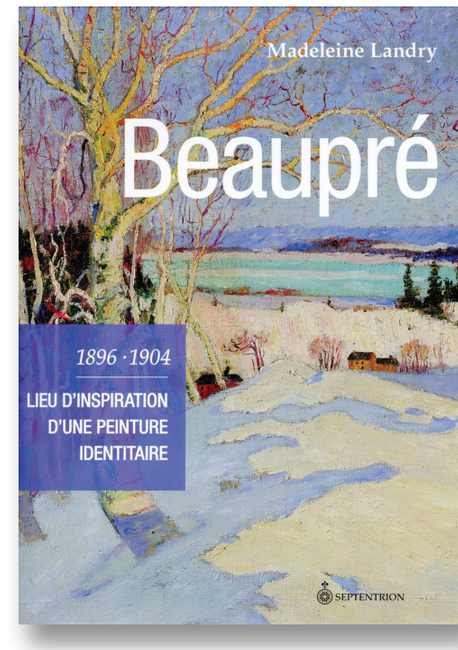
Les dessins, quant à eux, suscitent une certaine émotion par rapport à ce que pouvait être la vie dans ce grand pays sauvage. En ce sens, les planches qui illustrent l'aventure d'Émilie Fortin et de Nolasque Tremblay, traversant les terres désertes et froides du Grand Nord, rendent assez bien cette émotion. Précédant chacun des épisodes historiques, une planche symbolise, un peu à la manière des Vanités de l'époque baroque, les éléments clefs qui composent la vie du personnage qui sera présenté.

Somme toute, cette bande dessinée est avant tout un outil pédagogique. Elle met en images les héros dont parle Alexandre Belliard, mais demeure difficilement détachable de ses chansons. On aurait aimé que cette bédé approfondisse la vie des personnages évoqués par Belliard un peu comme le fait l'anthropologue Serge Bouchard racontant celle des « remarquables oubliés ».

Josée Simard
Professeur de littérature au collège Montmorency

BEAUTÉ CANNIBALE

Robert Laplante
Directeur des Cahiers de lecture



MADELEINE LANDRY
BEAUPRÉ 1896-1904
LIEU D'INSPIRATION D'UNE PEINTURE IDENTITAIRE
Québec, Septentrion, 2014,
206 pages

C'est un bel ouvrage, d'une facture impeccable avec une abondance de reproductions de qualité, livrées dans une mise en page agréable à l'œil, qualité Septentrion pourrait-on dire. La lecture en reste cependant déroutante à plusieurs égards, tant les propos de l'auteure et le syncrétisme de son analyse soulèvent questions et malaises. Et c'est paradoxal puisque sa proposition est intéressante : Madeleine Landry veut démontrer qu'un moment important de l'histoire de la peinture au Canada s'est joué sur la Côte de Beaupré. Elle entend revoir le poids et la signification de la *French period of Canadian Art* dans l'histoire de l'art canadien.

L'auteure souhaite dépasser les thèses généralement admises, celles qui mettent l'accent tantôt sur la thématique des deux peuples fondateurs, tantôt sur la prégnance de l'impérialisme anglo-saxon dans l'histoire de l'art canadien du XIX^e^ siècle. Pour elle « il est d'autres interprétations possibles du nationalisme, davantage universelles et appartenant au domaine de l'inconscient » (p. 17). Elle voudra nous convaincre que cette perspective permet de mieux saisir les œuvres et de comprendre les motifs des peintres qui s'adonneront aux environs de Beaupré à une peinture qui se démarquera de l'ensemble de la production de l'époque.

Landry veut montrer que les artistes anglophones qui débarquent dans un des plus anciens établissements de la Nouvelle-France participent d'un double mouvement, à la fois universel et national. Elle identifie un noyau de six peintres (Brymner,Cruikshank, Cullen, Morris, Dyonnet et Morice) avec qui chemine plus ou moins fidèlement un essayiste, compagnon de route, Paul Lafleur, issu d'une famille québécoise aux origines suisses francophones mais travaillant en anglais, qui forment ce qu'elle désigne comme la « bande de Beaupré ». Ce groupe s'inscrit parfaitement, soutient-elle, dans le courant de la modernité européenne. La bande de Beaupré participe d'un mouvement pictural où les communautés d'artistes surgissent dans les campagnes, renouvelant les courants esthétiques et produisant un art où le milieu rural tient une place métaphorique centrale. C'est le milieu des origines, celui de l'authenticité menacée par le progrès et l'industrialisation que cherchent à saisir et réinterpréter les peintres qui y trouvent manière et matière à contester l'art académique.

Dressant les portraits de chacun de ces artistes et évoquant les liens qui les unissent, à commencer par leur position sociale de fils de bonne famille, proches de l'establishment, Madeleine Landry s'emploie à démontrer que le groupe partage un horizon esthétique commun, ce qu'elle fera en reconstituant un corpus qui lui fournira la matière de son enquête. En cela elle fait vraiment une contribution appréciable. Elle dégage un sous-ensemble pictural dont la cohérence ressort clairement. Même si les liens qu'elle fait pour relier ce groupe aux courants de la modernité européenne tiennent davantage de l'anecdote, les quelques références aux ouvrages qu'elle cite suffisent à convaincre que, même schématique, la démonstration est recevable.

Tout au long de la lecture l'ambiguité demeure : on ne sait pas toujours départager ce qui relève de l'ambition des peintres de ce que fait sienne l'auteure qui les étudie.

Le malaise surgit néanmoins assez rapidement dans le parcours analytique de Madeleine Landry lorsqu'elle tente d'utiliser cette participation aux courants contemporains pour faire la preuve que leur projet dépasse et renouvelle les termes du nationalisme canadien tel qu'il se construit à la fin du XIX^e^ siècle. La référence à l'universel, en effet, y apparaît bien davantage comme un vernis de légitimation, une tentative pour inscrire le courant pictural dans une dimension authentiquement canadienne de portée non plus seulement nationale, mais, précisément, fondatrice d'authenticité parce qu'universalisante. C'est par l'interrogation qu'elle ouvre cette perspective essentialiste : « Se peut-il qu'une conscience historique ait conduit un groupe de peintres anglophones de Montréal à se rendre sur la Côte-de-Beaupré, dans la région la plus ancienne au Québec sur le site de l'une des premières seigneuries ? Cherchant à produire une peinture qui soit originale et canadienne dans son essence, ces peintres ont pu chercher dans l'histoire du pays des clés identitaires » (p. 16). Tout au long de la lecture, l'ambiguïté et l'ambivalence demeurent : on ne sait pas toujours départager ce qui relève de l'ambition des peintres de ce que fait sien l'auteure qui les étudie.

Décrivant le corpus, analysant les thématiques de chacun des membres, interprétant le commentaire de Lafleur sur leur démarche esthétique, Madeleine Landry définit les contours de ce qu'elle décrit comme une esthétique occupant une position intermédiaire entre l'académisme nourri des relents impériaux et le régionalisme du Groupe des sept. Pour étayer sa thèse, elle reprend et discute certains des travaux majeurs de l'histoire de l'art canadien tout en s'efforçant de faire des liens avec les courants européen et nord-américain. Le propos reste éclectique, les raccourcis sont nombreux et les concepts lancés dans un syncrétisme qui ne produit qu'une impression assez lourde de pédanterie. Les jugements sont souvent péremptoires : « les peintres de Beaupré représentent la jeune nation canadienne par son passé séculaire, ce qui constitue en soi une conception moderne », devrait-on croire puisque leurs thématiques recoupent celles des groupes comme ceux de Barbizon ou de Pont-Aven…

En tant que pays des origines, Beaupré permettrait à ces peintres d'atteindre à l'universel par une plongée dans les profondeurs subconscientes d'un passé mythique. Tout à leur quête identitaire, ces artistes participeraient d'une modernité canadienne reliée, nous dit l'auteure, à une quête d'authenticité qui toucherait en quelque sorte l'essence même de la culture de la « jeune nation en devenir ». L'exposé baigne dans l'ambivalence, il manque de clarté au point où l'on ne sait plus très bien distinguer ce qui relève des assertions des peintres de ce qu'en pense l'auteure elle-même qui donne l'impression d'adhérer à leur thèse, d'endosser plus ou moins explicitement leur position. Plus la lecture avance et mieux se révèlent les sources du malaise ressenti dès les premières pages.

VOIR BEAUPRÉ
suite à la page 36

L'appropriation que ces peintres se font des « origines » tient bien davantage de l'usurpation que de la reconnaissance. Loin de constituer des voies d'accès à l'universel, les « reliques culturelles » qui servent de matériau identitaire à cette posture esthétique masquent en fait un rapport de domination idéologique aussi sournois que pernicieux.

Beaupré

suite de la page 35

En effet, la référence universaliste au fondement de la thèse, et qu'elle semble partager avec ceux qu'elle étudie, révèle un rapport très singulier de ces anglophones empathiques avec le pays et les gens qu'ils peignent : « Aux yeux des peintres, les habitants de Beaupré appartiennent aux reliques intouchées des temps jadis, à l'image des corps conservés intacts pendant des siècles enfouis dans la sphaigne intouchée » (p. 86). L'affirmation est grosse. Si grosse qu'on relit pour mieux apercevoir ce que la phrase révèle de l'auteure et de sa démarche.

On s'étonne ainsi de voir qu'un tel rapport de réification n'est nullement intégré à la problématique de l'auteure. Pourtant une telle oblitération participe de la construction idéologique bien davantage qu'elle ne l'explique. S'y révèle un mécanisme de construction identitaire qui en dit long sur le rapport du Canada à la réalité canadienne-française. C'est par la médiation de la réalité canadienne-française que ce courant se donne un accès à l'universel. Les historiens des idéologies ne seront pas surpris de voir le Québec remplir une telle fonction dans une culture canadienne peinant sans doute à se construire une identité propre, mais ne doutant aucunement de sa supériorité. L'appropriation que ces peintres se font des « origines » tient bien davantage de l'usurpation que de la reconnaissance. Loin de constituer des voies d'accès à l'universel, les « reliques culturelles » qui servent de matériau identitaire à cette posture esthétique masquent en fait un rapport de domination idéologique aussi sournois que pernicieux. Parce que ce rapport reste impensé, l'auteure ne pratique aucune distanciation épistémologique. L'appareillage conceptuel et le vernis d'érudition sont susceptibles dès lors de ne paraître que paravent savant pour occulter ou ne pas voir une violence symbolique fondatrice.

Du point de vue de l'histoire de l'art québécoise la thèse avancée – quels que soient ses fondements empiriques et ses mérites monographiques – tient bien davantage du prolongement d'un alibi idéologique du nationalisme canadien que d'une percée explicative dans la compréhension de sa dynamique. La chose ressort on ne peut plus durement dans l'affirmation suivante que l'auteure nous sert sans aucune distanciation :

> C'est une peinture qui proclame son américanité par opposition à des attaches britanniques. Contre toute attente, elle choisit le paysan canadien-français et son cadre de vie comme représentant de la nation, non pour ses mérites réels, mais pour sa valeur mythique. La subtilité des peintres de Beaupré sera de considérer les Canadiens français non pas comme un peuple conquis, mais comme des porte-parole prestigieux des valeurs anglo-saxonnes (p. 182).

On a beau relire, c'est là, dans la mise à jour de cette « subtilité » que se situe la contribution de l'ouvrage.

La charge analytique se dévoile presque par inadvertance tant l'auteure multiplie les phases ambiguës où il n'est guère possible de distinguer ce qu'elle constate de ce à quoi elle adhère. Certes, sa plongée dans l'univers de ces peintres lui permet de faire voir un remarquable revirement symbolique. Mais sa posture narrative éthérée ne laisse paraître aucun recul, fût-il ironique. Sa conclusion reste ainsi suspendue quelque part entre le constat admiratif et l'insinuation de consentement au rapport idéologique constitutif de la démarche de la bande de Beaupré :

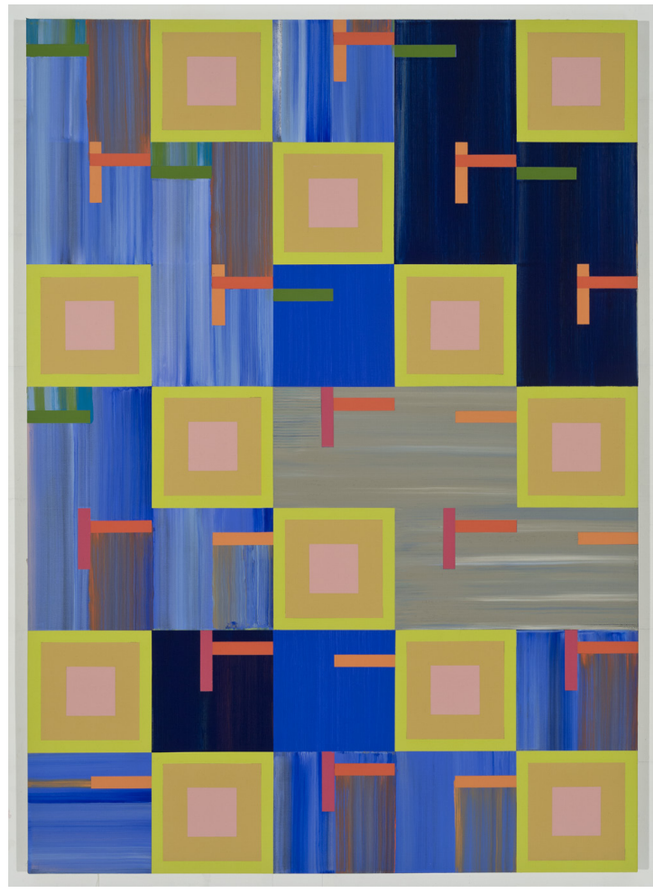
> En continuité avec les débuts de la colonie, ils ont fait de cette minuscule population le peuple élu de la terre promise, de ce Canada imaginé par l'immigrant. Partis à la recherche du primitif universel, ils ont réalisé que l'univers primitif n'était accessible que par la pénétration d'une culture locale. Ils ont considéré la région de Beaupré comme une partie d'un tout. Et comme cette partie équivaut au tout, Beaupré devient le symbole du pays tout entier (p. 185).

Il ne manquait plus que les effluves du messianisme pour couvrir le tout et pour diriger l'attention vers une grandeur civilisatrice où la culture canadienne-française devrait tirer gloire de son statut de relique. Un rapport littéralement cannibale se dévoile dans cette manifestation culturelle singulière. Partie à la rencontre de l'Autre, la bande ne parvient qu'à élever à la dignité du Même cette relique canadienne-française, révélant ainsi un fantasme d'assimilation accomplie. Parce qu'elle n'aborde pas de front les rapports qu'elle dévoile, Madeleine Landry offre en quelque sorte une pensée oblique, livrant une thèse qui, énoncée sans mise en procès, est susceptible de prolonger la ruse symbolique qui rend possible l'usurpation mémorielle à l'œuvre dans la construction identitaire canadienne.

Cet ouvrage fournit un matériau beaucoup plus riche que celui qu'il rassemble. On y apercevra comment une certaine culture savante pactisant avec la complaisance ou prenant ses aises avec la rigueur peut reconduire une terrible logique de folklorisation. ❖

À lire ce printemps

Février-Mars 2015
vol. cv nos 2-3
L'Action NATIONALE



Le Québec face à l'ordre pétrolier canadien

achats et abonnements
action-nationale.qc.ca

Réaction de l'auteur Serge Cantin à la recension

Impasse ou fausse route ?



Cher Denis Monière,

Les PUL m'ont fait parvenir votre recension de mon dernier livre, parue dans *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale* (Automne 2014). Merci d'avoir pris le temps d'en faire une. Il reste qu'elle trahit mon propos sur des points importants. Aussi, je tiens à rectifier certaines de vos interprétations.

Mon analyse souffrirait selon vous de deux « impensés ». Je n'aurais pas tenu compte du poids que la conscience canadienne-française fait toujours peser sur la quête identitaire québécoise. Et je n'aurais pas pu « penser le rôle du fédéralisme canadien et ses effets délétères sur la conscience collective ». Voyons ça.

Vous m'attribuez le « postulat » selon lequel « la Révolution tranquille a effacé la conscience canadienne-française ». Je suis stupéfait. Ce n'est absolument pas ma thèse ; au contraire, je soutiens que la Révolution tranquille « a été une mutation par le refus de l'ancien et une persistance de l'ancien sous les revêtements du nouveau », si bien que nous sommes toujours aux prises avec « des problèmes qui n'ont pas encore reçu de solutions, des réflexes qui ressemblent à des répétitions ». Je cite ce passage de *Genèse de la société québécoise* de Fernand Dumont (p. 139) dans le chapitre intitulé « De quoi payons-nous le prix : de la défaite ou d'y avoir survécu ? ». Cette idée de la prégnance de la conscience canadienne-française, de sa persistance après la Révolution tranquille, traverse tout mon livre ; elle apparaît dès le premier chapitre, où j'insiste sur la nécessité de « sortir de la survivance ».

Vous citez un passage où j'écris exactement ceci : « Quarante ans après le déclenchement de la Révolution tranquille, nous ne sommes plus des Canadiens français. » Cette proposition fournirait selon vous la preuve irréfutable que je défends que la Révolution tranquille a effacé la conscience canadienne-française. Mais vous la sortez de son contexte. Relisez le chapitre 15, où elle figure : j'y explique que si nous ne sommes plus des Canadiens français (la culture canadienne-française dont la religion catholique constituait le pivot n'est plus la nôtre), notre conscience de nous-mêmes n'en demeure pas moins marquée par notre passé canadien-français et par la mémoire qu'il nous a forgée, mémoire que nous avons tant de mal à refaire, à rajeunir. C'est pourquoi je suis d'accord lorsque vous écrivez : « Ce n'est donc pas l'oubli ou la perte de la mémoire qui entrave l'accès à la souveraineté, mais l'emprise d'une autre mémoire sur une part significative du peuple québécois, la mémoire du minoritaire qui a su survivre dans le cadre canadien. » Nos positions étant en gros les mêmes, je comprends mal que vous vous appliquiez à dénaturer la mienne : non, pour moi, ce n'est pas simplement l'oubli ou la perte de la mémoire qui entrave l'accès à la souveraineté. La question que je ne cesse de me poser concerne la possibilité d'une nouvelle mémoire collective en mesure de surmonter, sans la renier, celle de la survivance. Question que j'emprunte d'ailleurs à mon maître Dumont, qui, à la toute fin de *Genèse…*, écrit : « Que faire de la survivance maintenant qu'elle est débarrassée des étais qui l'ont supportée pendant un siècle ? Pour répondre, les Québécois n'ont pas à renier la patience obstinée de jadis, mais à lui joindre enfin le courage de la liberté. »

Que nous ne soyons pas parvenus à nous donner ce courage, cela tient pour beaucoup selon Dumont à notre difficulté à nous réconcilier avec la « modeste, mais troublante tragédie » de notre histoire. D'où la psychanalyse en quoi consiste au fond *Genèse…* Diriez-vous qu'en procédant à cette psychanalyse ou en valorisant « le rôle des réformistes qui ont su par des compromis préserver la société canadienne-française de la disparition après l'échec des Rébellions », Dumont, comme vous le dites de moi, « penche pour un retour à l'idéologie de la survivance » ?

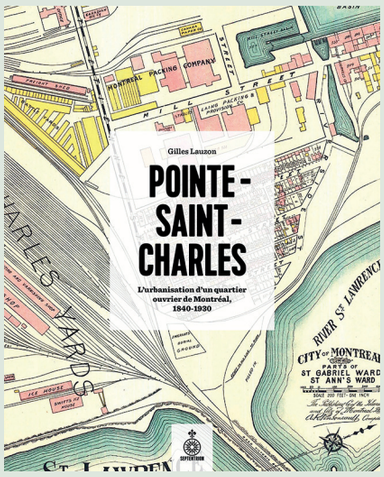
Vous ne seriez pas le premier à soupçonner Dumont de conservatisme, faute d'avoir saisi les enjeux véritables de son interprétation. Certes il voulait « conserver » la mémoire du passé, sans laquelle une société n'a pas d'avenir ; mais il était aussi convaincu que l'accession à la liberté nécessitait une nouvelle mémoire, une nouvelle lecture de notre passé. Cela dit, devant le « désarroi » dans lequel il a vu plonger le peuple québécois à la fin de sa vie, il n'est pas impossible qu'il n'ait plus nourri pour lui d'autre espérance que la survivance. Il savait d'ailleurs trop bien qu'elle était loin d'être assurée après les deux échecs référendaires et sans l'idéologie, à jamais révolue, qui en avait jadis fondé le projet. « La survivance, écrivait-il, ne cessera pas de requérir une constante vigilance, contrairement à ce qu'affirment certains avec une curieuse assurance. »

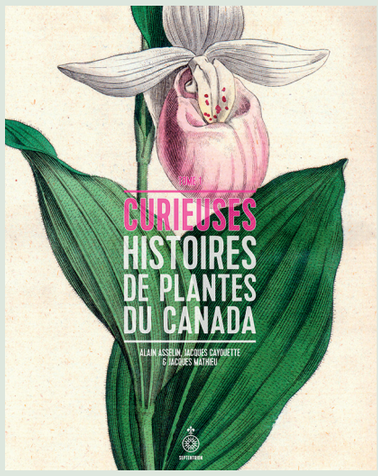
De mon côté, et à la suite de Dumont, je me suis demandé d'un bout à l'autre de mon livre si, loin d'être sortis de la survivance comme nous l'avions cru, nous ne sommes pas en train de nous y enfermer une fois pour toutes, mais sans ce qui lui avait donné « un bien pauvre sens sans doute, mais un sens tout de même » (p.106). Est-ce bien là, comme vous le dites, pencher « pour un retour à l'idéologie de la survivance » ? Serais-je assez naïf pour penser que l'on puisse revenir cent ans en arrière ? Et comment aurais-je pu concilier une telle position tout en soutenant « que la Révolution tranquille a effacé la conscience canadienne-française » ? C'est sur cette flagrante et aberrante contradiction logique que repose, à votre insu, le jugement que vous portez sur mon livre.

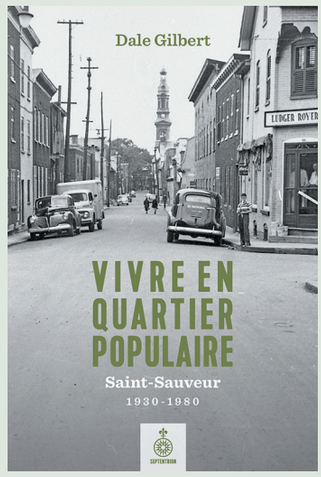
Quant au second « impensé » dont j'aurais été victime, j'ai assez insisté, notamment dans ma correspondance avec Jean Bouthillette, sur l'emprise que l'Autre continue d'exercer sur notre conscience politique. Quant au « fonctionnement des institutions canadiennes pour analyser le blocage de la société québécoise », eh bien je laisse ça au politologue…

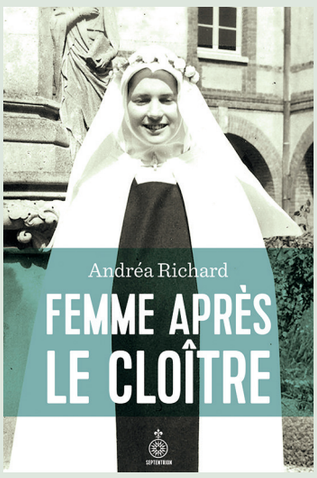
Cordialement, Serge Cantin



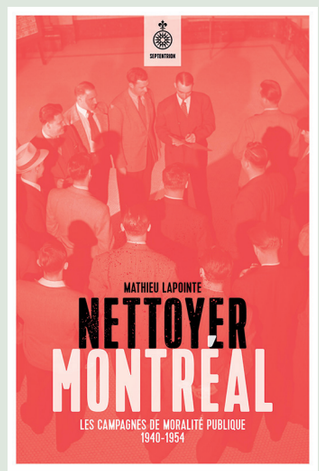


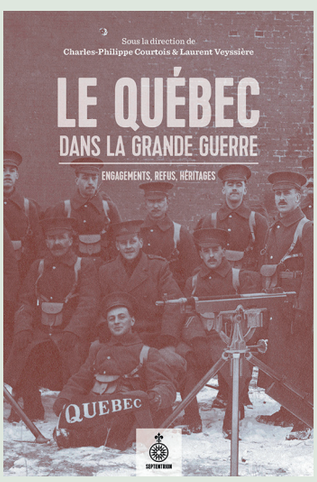






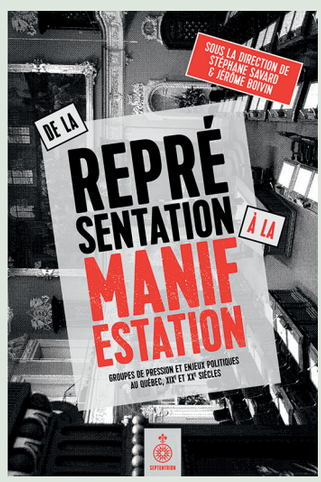
SEPTENTRION

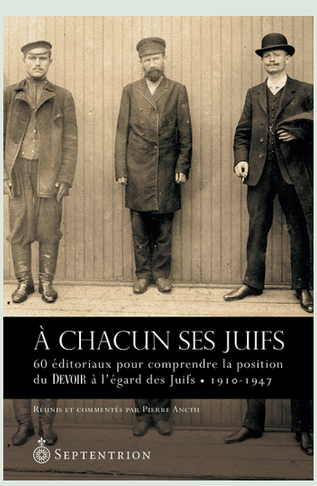


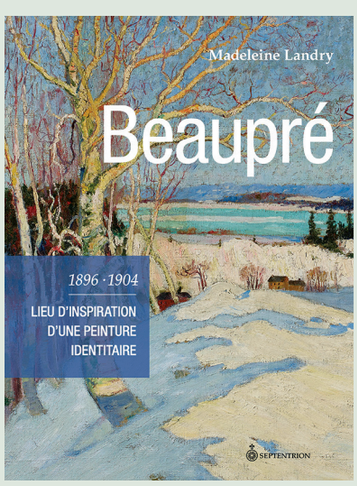


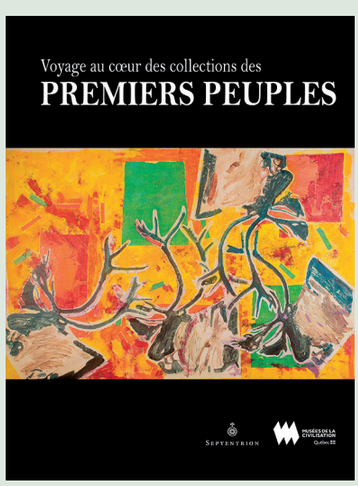
TOUJOURS LA RÉFÉRENCE EN HISTOIRE AU QUÉBEC

www.septentrion.qc.ca













Gestion François Beaudoin

- Évaluation d'entreprises → faisabilité.
- Transfert familial.
- Rachat par cadres.
- Ventes - Achats - Fusions.
- Services conseils en financement.

Une équipe multidisciplinaire
offrant tous les services requis
pour une transaction réussie.

819-397-4920
gfb@tlb.sympatico.ca